

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



HAUTE COUTURE
ENTRE ÉMOTION ET ADMIRATION,
CHANEL FAIT SENSATION
À L'OPÉRA GARNIER **PAGE 37**

JEAN-PIERRE LE GOFF
« LE CHEF DE L'ÉTAT A ENCOURAGÉ
L'AUTODESTRUCTION DU POLITIQUE »
PAGE 22



ÉTATS-UNIS

Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, retrouve la liberté **PAGE 10**

EUROPE

L'Ukraine et la Moldavie se rapprochent un peu plus de l'UE **PAGE 11**

RELIGION

Carlo Maria Vigano, le prêtre conservateur qui défie François **PAGE 15**

JO 2024

David Lappartient : « Donner l'exemple concret que, par le sport, on peut unir un pays » **PAGE 16**

CONSUMMATION

Vent de morosité pour l'ouverture des soldes **PAGE 26**

CINÉMA

« Les Pistolets en plastique », méfaits divers **PAGE 36**

CHAMPS LIBRES

« Et Gambetta lança au président : « Il faudra se soumettre ou se démettre »

« Européennes : où se sont opérés les transferts de voix entre la majorité macroniste et les listes de gauche ?

« La chronique de Bertille Bayart

« L'analyse d'Albert Zennou

PAGES 20, 21 ET 23

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mardi :

Le programme du RN vous paraît-il réaliste ?

OUI 50% NON 50%

VOTANTS : 225 102

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Allez-vous choisir votre candidat en fonction des programmes des partis ?

ILLUSTRATION : FABIEN CLAIREFOND - FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



À quoi ressemblera Notre-Dame de Paris lorsqu'elle ouvrira ses portes aux fidèles

Nouveau mobilier, nouveaux objets liturgiques, nouvelle chasse reliquaire, mais aussi nouvelle signalétique pour guider les 15 millions de visiteurs attendus en 2025. À six mois de la réouverture de la cathédrale, le diocèse a dévoilé hier les aménagements de son intérieur (ici, une vue d'artiste) ainsi que le futur dispositif d'accueil et de réservation. **PAGE 34**

ÉDITORIAL par Yves Thérard

« Moi ou le chaos »

Depuis qu'il a prononcé la dissolution de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron tente de se justifier par tous les moyens. Mais qui entend ses messages ? Car plus il multiplie les interventions, plus il culpabilise les Français, qui n'avaient rien demandé à quelques semaines des vacances. Après les avoir invités à revoter, comme s'ils s'étaient trompés aux européennes, il affirme à présent que le résultat des législatives sera de leur « responsabilité ». Pire, il les met en garde contre un risque de « guerre civile ». Elle serait, selon lui, en germe dans les programmes du Rassemblement national et du Nouveau Front populaire.

Alors que le climat politique est plus tendu que jamais par la faute de l'Élysée, cette dramatisation du scrutin a quelque chose d'enfantin. Elle trahit une décision non assumée. Ce « moi ou le chaos », n'est-ce pas Emmanuel Macron qui l'a provoqué ? Et, pour l'éviter, que propose-t-il ? De « changer profondément la manière de gouverner ». Promesse mille fois proférée lors de la crise des « gilets jaunes », à l'occasion de la pandémie - « Sachons nous réinventer, disait-il

en 2020, moi le premier » -, puis au moment de sa réélection. Plus que tout, peut-être, c'est cette attitude, mélange de légèreté, de certitude et d'arrogance, qui explique le rejet de plus en plus massif qu'il inspire aux Français.

Moins jupitérien, il aurait aussi écouté Gérard Collomb, parti fâché du ministère de l'Intérieur en 2018 en critiquant le « manque d'humilité » présidentiel. « Aujourd'hui, on vit côte à côte, je crains que demain on vive face à face », avait-il lancé, en claquant la porte. Aucune leçon, ou presque, n'a, par exemple, été tirée des violentes émeutes de juin 2023. Faute d'avoir fait preuve d'autorité pour empêcher qu'une contre-société se développe, loin des principes communs de respect, de mérite et d'ordre, des déchirures de plus en plus béantes balafrent désormais notre pays.

Si l'on en croit les sondages, beaucoup de Français veulent que s'arrête cette descente aux enfers. Rien ne sert de crier au loup quand il est trop tard. ■

Législatives : la bataille de la crédibilité des programmes

Alors qu'Emmanuel Macron ne cesse de dénoncer l'« irresponsabilité » de ses opposants, le Rassemblement national et le Nouveau Front populaire renvoient le chef de l'État à son bilan.

Qui remportera le totem de la « crédibilité » ? À quelques jours du premier tour des législatives, les macronistes multiplient les attaques contre les projets du Rassemblement national et du Nou-

veau Front populaire. Lesquels dénoncent en retour le bilan du président, cherchant à apparaître comme plus « responsables ». Avec, en ligne de mire, la perspective de diriger le pays au len-

demain du 7 juillet. Pouvoir d'achat, immigration, retraites, sécurité, école, santé... Le Figaro a passé au crible les programmes, objets de batailles d'interprétations et de chiffres divergents.

→ LE DÉTAIL DES PROPOSITIONS → SUR L'IMMIGRATION, DES PROJETS DE SOCIÉTÉ AUX ANTIPODES
→ EN S'OPPOSANT À L'ÉOLIEN, LE RN RAVIT CERTAINS MAIRES ET FAIT TREMBLER LA FILIÈRE
→ LES PATRONS INQUIETS FACE AUX PROMESSES SUR LE POUVOIR D'ACHAT → PARCOURS AU CENTRE DES DÉBATS DROITE-GAUCHE → LE MATCH DU CHIFFRAGE DES PROJETS **PAGES 4 À 6, 23 ET L'ÉDITORIAL**



Jérôme Jaffré : « Le RN a des chances réelles d'obtenir une majorité absolue »

Dans un entretien au Figaro, le politologue décrypte les raisons de l'échec programmé des macronistes aux législatives et l'élargissement du socle électoral du Rassemblement national, qui

« bénéficie de l'effet repoussoir d'une gauche dominée par LFI ». « Au lieu de résoudre la crise politique, la dissolution pourrait bien la renforcer durablement », assure-t-il. **PAGE 8**

Mesdames et Messieurs les députés, il est un siège que vous êtes sûrs de conserver.

ENSEMBLE ROYAL
Fauteuil inclinable et son pouf
2490€



L80xP81xH101, pour L38xP51xH39 cm, coque en bois noyer, cuir vachette fleur corrigée pigmentée, piètement alu. Fabriqué en Europe. Offre valable uniquement dans les coloris et cuir présentés. Ecopart incluse, prix hors livraison.

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

LE PLUS GRAND ESPACE RELAXATION À PARIS
Distributeur officiel des fauteuils Stressless® et Himolla
63 rue de la Convention Paris 15 • 7J/7
M° Charles Michels • 01 45 77 80 40
54 cours de Vincennes • 7J/7 • M° Nation • 01 40 21 87 53
Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr

DIOR



DIOR

Derrière les programmes, la bataille de la crédibilité

Célestine Gentilhomme, Paul Laubacher et Pierre Lepelletier

Alors qu'Emmanuel Macron accuse les projets de ses adversaires d'être « irresponsables », le RN et le Nouveau Front populaire tentent de rassurer les Français.

À moins d'une semaine du premier tour, Emmanuel Macron le répète encore et encore. La majorité présidentielle sortante serait celle du camp de la « *crédibilité* » face aux deux autres blocs « *irresponsables* » du Rassemblement national et du Nouveau Front populaire. Le chef de l'État assure même qu'une victoire de ces deux forces adverses pourrait conduire le pays droit vers la « *guerre civile* » tant leurs programmes seraient dangereux. Une manière de se présenter comme le meilleur garant de la stabilité du pays en temps troublé, comme il l'avait fait lors de l'élection présidentielle de 2022, marquée par le déclenchement de la guerre en Ukraine. « *Le bloc central cherche à dramatiser la situation en évoquant les troubles, les risques, jusqu'à cette formule exceptionnelle de "moi ou la guerre civile"* », analyse le politologue Christophe Boutin. Du grand classique, selon ce dernier : « *En campagne, les présidents ont tendance à jouer la carte "je sais ce qu'est l'exercice du pouvoir, j'ai la compétence"* ».

Les représentants du RN et du Nouveau Front populaire répliquent qu'ils n'ont pas de leçons à recevoir du chef de l'État. Tous rappellent qu'il a plongé les comptes publics dans le rouge sans améliorer, à leurs yeux, le quotidien des Français et qu'il a contribué à diviser la société. Les troupes marxistes ont d'ailleurs lancé l'offensive contre Emmanuel Macron, « *l'homme qui a fait exploser le déficit* ». « *Je serai à la tête d'un État en quasi-faillite* », martèle Jordan Bardella, promis à Matignon en cas de majorité absolue pour le parti nationaliste début juillet. « *La Commission européenne pointe du doigt les ré-*

« Le bloc central cherche à dramatiser la situation en évoquant les troubles, les risques, jusqu'à cette formule exceptionnelle de "moi ou la guerre civile". En campagne, les présidents ont tendance à jouer la carte "je sais ce qu'est l'exercice du pouvoir, j'ai la compétence" »

Christophe Boutin Politologue

sultats de ce gouvernement qui a découvert qu'il manquait 18 milliards d'euros dans les caisses de l'État. Signe de mauvaise gestion », a également dénoncé Valérie Rabault, ex-vice-présidente socialiste de l'Assemblée nationale vendredi sur France 2.

Face aux procès en incompétence, les deux forces d'opposition en embuscade font des pieds et des mains pour démontrer la crédibilité et surtout la mise en pratique de leurs propositions. L'état-major lepéniste consacre ses forces à ce chantier depuis l'élection de près de 90 députés RN en 2022 et ses deux échecs consécutifs au second tour de la présidentielle. Aux portes de Matignon, Jordan Bardella a ainsi fait le choix de revoir ses ambitions à la baisse et ne joue désormais qu'avec des promesses « *raisonnables* » et « *rassurantes* ». Notamment celle de ne pas aggraver le déficit en ajustant toutes les grandes réformes sociales jugées pour le moment trop coûteuses : la réforme des retraites ou la baisse de la TVA sur 100 produits de première nécessité. Marine Le Pen et son dauphin veulent d'abord trouver des économies pour réduire la dépense publique, en supprimant par exemple

des ARS ou certaines agences. C'est le fameux audit des comptes publics, « *comme Lionel Jospin en 1997* », brandi par le RN comme une condition sine qua non avant de réformer.

Marine Le Pen, elle, n'oublie pas la gauche et a même trouvé sa « *punchline* » contre le programme du Nouveau Front populaire, jugé « *aberrant* » : « *Voter Nupes, c'est voter pour le FMI* », a-t-elle glissé au Figaro. Sous-entendu : la mise sous tutelle de la France, comme la Grèce dans les années 2010. Jordan Bardella préfère celle-ci : « *Ce sera le Venezuela sans le pétrole* ». Le tandem reste aussi persuadé que la bonne attitude de leurs députés les conforte dans leur quête de respectabilité, en contraste avec celle, plus agitée, des bancs Insoumis.

Les responsables du Nouveau Front populaire préfèrent se moquer des attaques de leurs adversaires. Tous rappellent qu'elles ne sont pas nouvelles. « *Ce sont les mêmes depuis tantôt cent ans* », a encore ironisé Jean-Luc Mélenchon sur France 2 lundi soir. La gauche aime



souligner que les menaces de banqueroute n'ont pas empêché deux socialistes, François Mitterrand et François Hollande, d'accéder à l'Élysée. Alors qu'ils se rapprochaient de la victoire, l'un comme l'autre, en 1981 puis en 2012, avaient subi les mêmes procès.

La gauche unie version 2024 assume cependant que la mise en place de leur programme essentiellement axé sur le social nécessitera une hausse de la fiscalité, notamment pour les revenus les plus riches. Obligatoire, expliquent-ils, pour financer les 25 mil-

liards de dépenses supplémentaires sur lesquelles ils tablent dès 2024. « *C'est une broyeuse à classe moyenne, ce sont des hausses d'impôts sur la classe moyenne* », a prévenu Gabriel Attal. « *C'est l'assurance de la sortie de l'Union européenne* », a même ajou-

Pouvoir d'achat, impôts, sécurité... Les propositions en détail

■ Pouvoir d'achat et salaires

C'est le sujet que les Français placent en tête de leurs préoccupations à la veille du premier tour des législatives.

Le RN, allié avec le président contesté des Républicains, Eric Ciotti, maintient depuis des mois sa proposition totem : **baisser la TVA de 20 % à 5,5 % sur toutes les énergies** (gaz, fioul, électricité, carburants). Cette proposition coûterait 7 milliards d'euros à l'État en 2024, selon Jordan Bardella. Une mesure qui serait mise en place dans la foulée des élections, via un projet de loi de finances rectificatif. Autre proposition portée de longue date par Marine Le Pen : **sortir du marché européen de l'électricité** pour rétablir un « *prix français* ». Sur les salaires, le RN prévoit d'exonérer partiellement les entreprises des cotisations patronales. L'objectif ? Les inciter à augmenter les salaires de 10 % « *jusqu'à trois fois le smic* ».

En première ligne sur les questions du pouvoir d'achat, le Nouveau Front populaire (La France insoumise, Parti socialiste, Europe-Écologie-Les Verts et le Parti communiste français) s'engage à **bloquer les prix des biens de première nécessité** par décret. Cela concernera principalement l'alimentation, les carburants et l'énergie. Autres mesures phares de l'union des gauches : **l'augmentation du smic à 1600 euros net** (contre 1398 euros net aujourd'hui) ; la **réindexation des salaires sur l'inflation** et la **hausse de 10 % du point d'indice des fonctionnaires**.

Attendue au tournant sur la question du pouvoir d'achat, la majorité sortante (Renaissance, Horizons, MoDem, UDI, Parti radical) a promis une baisse de 15 % des factures d'électricité dès cet hiver grâce à la réforme du marché européen de l'électricité. Le camp présidentiel prévoit aussi de **relever le plafond de la prime Macron** de 3000 à 10000 euros par an.

Les Républicains (LR), tendance anti-alliance avec le RN, misent quant à eux sur les entreprises pour augmenter les salaires. Ils espèrent **rapprocher le salaire net du salaire brut** en baissant les cotisations sociales. Pour que les ménages bénéficient d'une baisse de leur facture d'énergie, les LR prévoient de **supprimer les taxes visant à financer des nouvelles éoliennes**.

■ Retraites

Sur les retraites, le Nouveau Front populaire parle d'une seule voix : la **réforme portant l'âge de départ à 64 ans sera abrogée par décret** et l'âge légal rétabli à 62 ans. En revanche, rien n'est défini pour la suite : l'accord fixe un « *objectif commun à 60 ans* » sans donner plus de précision sur les coûts et le calendrier de la réforme. Côté pouvoir d'achat, la pension des retraités sera désormais **indexée sur les salaires et non plus sur l'inflation**.

Côté Rassemblement national, le parti a freiné des quatre fers sur le retour à 60 ans. Jordan Bardella souhaite **abroger la réforme de 2023 qui a porté l'âge légal à 64 ans** et entend mettre en place un « *système de retraite progressif* », visant ceux qui ont commencé à travailler avant 20 ans. Toutefois, ce projet attendra un **audit des finances publiques**, que le RN mettrait en place dès le mois de juillet.

Pour la majorité présidentielle, pas de nouveauté sur le sujet, si ce n'est l'**indexation des pensions de retraite sur l'inflation**. Les Républicains quant à eux restent divisés, même si certains cadres du parti sont favorables à la retraite à 65 ans.

■ Fiscalité et finances publiques

Plus de 3000 milliards de dette, dégradation de la note de la dette française par les agences de notation, prévisions sous-estimées du déficit en part du PIB... Le camp présidentiel a multiplié les déconvenues ces dernières semaines. Se voulant rassurant auprès des Français, Gabriel Attal veut inscrire dans la loi une « *régle d'or budgétaire* », en prenant l'engagement de ne pas augmenter les impôts.

Pour financer son programme - qui porterait les dépenses supplémentaires à hauteur de 150 milliards d'euros d'ici à 2027, selon la Fondation Ifrap -, le Nouveau Front populaire promet de faire payer les plus riches. Il prévoit de **rétablir l'ISF** et d'**accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu**. Celui-ci passerait de 5 à 14 tranches, une mesure déjà présente dans le programme de Jean-Luc Mélenchon en 2022.

Les Républicains, qui se sont toujours targués d'être le parti de la « *baisse des*

impôts », ont été les plus critiques à l'égard du gouvernement concernant les dépenses publiques. Ils promettent une **baisse des impôts**, notamment en **réduisant le nombre de fonctionnaires**.

Sur la fiscalité, le RN a renvoyé à plus tard la **suppression de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans**. Une des mesures pourtant emblématiques du programme de Marine Le Pen en 2022. Le parti propose de **remplacer l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) par un impôt sur la fortune financière (IFF)**, afin de ne pas « *entraver la conservation et la transmission du patrimoine* ».

■ Sécurité et justice

Le bloc macroniste veut s'attaquer à l'excuse de minorité, qui permet à un mineur entre 13 et 16 ans de voir sa peine maximale réduite de moitié. L'objectif est que les **récidivistes mineurs soient jugés comme des adultes**.

Le RN propose depuis longtemps de **supprimer les allocations familiales aux parents de mineurs récidivistes**. Une mesure qui serait mise en place dès l'été. Sur le volet judiciaire, le parti à la flamme prévoit aussi dans ses mesures d'urgence la **mise en place de peines planchers** pour les récidivistes, dans le cas d'atteintes à des personnes dépositaires d'une mission de services publics ou trafic de drogue. Pour financer le système judiciaire, le RN veut doubler le nombre de magistrats avec la création de 10000 postes.

Le NFP s'engage aussi pour le recrutement de magistrats, greffiers et d'agents de la protection judiciaire de la jeunesse afin de **garantir des délais « raisonnables »**, sans chiffrage précis.

■ Santé

Un des défis du futur gouvernement sera de répondre aux multiples crises qui traversent le secteur de la santé. Pour lutter contre les déserts médicaux, le RN propose un **régime fiscal avantageux pour les médecins retraités** afin de les maintenir en exercice. Il promet d'**augmenter de 10000 lits le nombre de places en Ehpad** d'ici à 2030 et d'**arrêter les fermetures de lits à l'hôpital**.

Le camp présidentiel promet de poursuivre son plan de lutte contre les

déserts médicaux ainsi que d'**aider financièrement les médecins de ville** pour les inciter à s'installer.

Le Nouveau Front populaire a l'ambition de **réguler l'installation des médecins dans les déserts médicaux**, notamment en conditionnant l'ouverture des cliniques privées à la participation à la permanence de soins (avec un reste à charge zéro). L'alliance de gauche indique vouloir engager un **plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin** et une revalorisation des salaires. Cela passera par une hausse de 25 % des salaires pour les horaires de nuit et de week-end et toujours par le relèvement de 10 % du point d'indice de fonctionnaires.

Les Républicains soumettent l'idée d'une loi pluriannuelle prévoyant le **doublage du nombre de médecins**. Pour mieux rémunérer les professionnels du soin, ils prévoient de **lutter contre la fraude sociale**.

■ Éducation

Nommé premier ministre après un passage bref mais remarqué au ministère de l'Éducation, Gabriel Attal a réaffirmé son engagement de la **scolarisation des écoliers toute la journée**, « *entre huit heures et dix-huit heures* ». La majorité sortante souhaite poursuivre sa réforme de la formation des enseignants avec l'**instauration d'un concours des bac +3**.

Lors de sa conférence de presse, Jordan Bardella a annoncé un « *big bang* » de l'autorité à l'école : **retour à l'uniforme, interdiction des portables au lycée, renvoi des élèves perturbateurs et radicalisés dans des centres spécialisés, vovoiement de l'enseignant imposé**. Il souhaite mettre fin au **collège unique** pour aller vers un **collège « modulaire »**, dans lequel les élèves seraient plus vite orientés vers les débouchés professionnels.

Le NFP souhaite « *rendre l'école vraiment gratuite pour tous* », selon les mots de François Ruffin. Cela passe par la prise en charge de tous les coûts indirects durant la scolarité (cantine, sorties, périscolaire...). La gauche souhaite aussi instaurer les repas à un euro pour tous et limiter les effectifs des classes. ■

THOMAS BEKER



En s'opposant à l'éolien, le RN ravit certains maires et fait trembler toute une filière

Elsa Bembaron
et Angélique Négroni

S'il ne consacre pas une ligne à l'éolien dans son programme pour les législatives, le RN continue de se positionner en opposant acharné à cette énergie renouvelable. « Nous voulons faire cesser tous les projets naissants et les parcs déjà en place mourront de leur belle mort car le matériel, qui doit être renouvelé au bout de plusieurs années, ne sera pas remplacé », assure Jean-Philippe Tanguy, le président délégué du groupe RN à l'Assemblée nationale. Le parti a quand même fait marche arrière sur un point : il n'est plus question de démonter l'existant, un objectif qui semblait irréalisable. Sans même compter les éoliennes en mer, il aurait fallu faire table rase des 1900 sites déjà créés et arracher les quelque 9000 mâts installés à travers le pays.

En s'opposant à l'implantation de nouveaux parcs éoliens, le RN rejoint quoi qu'il arrive le combat que mènent de nombreux collectifs et élus contre de tels projets sur leurs territoires. « Le parti de Marine Le Pen a bien compris qu'en se saisissant de ce sujet, il allait améliorer ses scores dans le monde rural. Et c'est ce qui s'est passé lors des européennes », analyse Julien Lacaze, président de Sites & Monuments. « Le monde rural s'est senti délaissé par ce gouvernement. Tous ces mâts qui ont été installés à marche forcée dans les campagnes, malgré l'opposition des habitants, ont cristallisé ce sentiment », ajoute Jean-Paul Bottier, conseiller municipal à Charnizay, commune du Sud Touraine où les projets d'énergie renouvelable ne se comptent plus. « Les gens d'ici ont voté à 50 % pour le parti de Marine Le Pen. Le rejet de l'éolien n'explique pas tout, mais cela a forcément eu des répercussions dans les résultats aux européennes », estime ce dernier.

Combien de projets le RN pourrait enterrer ? « Difficile à dire, mais il y en a beaucoup qui ne pourraient pas disparaître, sauf à rompre des contrats et à verser des sommes folles en guise d'indemnités aux entreprises lésées », juge Alain Doré, coordinateur de défense de la mer (DLM), un collectif opposé à divers projets de parc éolien en mer. Pour éviter la casse financière, le RN compte s'en

prendre aux projets à venir, ou qui ne sont pas arrivés au stade du contrat, comme l'explique Jean-Philippe Tanguy. Ce pourrait ainsi être le cas à Charnizay, où le projet d'installation de quelques mâts en est à l'étape de l'enquête publique.

En mer, des dizaines de projets pourraient aussi être concernés comme à Oléron, où l'appel d'offres n'a pas encore été lancé, ou encore à Dunkerque, où l'enquête publique vient de se terminer. « À l'horizon 2035, avec tous les projets dans les cartons, c'est toute la Manche qui sera couverte d'éoliennes », raille Dimitri Rogoff, le président du Comité régional des pêches de Normandie. « À chaque fois, ces futurs parcs entraînent des pétitions, des recours et de vives oppositions », assure Emmanuel Vriand, le président de Neny (Non aux éoliennes entre Noirmoutier et Yeu).

Des milliers d'emplois en jeu

Du côté des industriels, on s'affole déjà à l'idée que toute cette filière puisse connaître un coup d'arrêt. De nombreuses voix s'élèvent pour expliquer que l'arbitrage ne devrait pas se faire entre le développement de l'électricité nucléaire et celui des renouvelables, mais entre les énergies fossiles et l'électricité verte. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2022, la France a déboursé la somme record de 116 milliards d'euros pour acheter du pétrole et du gaz à des pays qui ne sont pas toujours ses plus proches alliés.

L'urgence est donc de sortir des fossiles, de réduire la dépendance nationale aux importations d'hydrocarbures et d'accélérer le développement des autres énergies : le nucléaire, mais aussi le solaire ou encore l'éolien. Le développement des énergies renouvelables « est une question de souveraineté énergétique », martèle ainsi Jules Nysen, président du Syndicat des énergies renouvelables. « Les filières ont besoin d'un soutien continu des pouvoirs publics sur le long terme. C'est une nécessité pour la réindustrialisation et la décarbonation de notre mix énergétique », renchérit Valérie Faudon, directrice générale de la Société française d'énergie nucléaire.

Quant à Antoine Huard, cofondateur et directeur général de Verso Energy, il met en garde contre l'incertitude qui pèse désormais sur cette filière. « Ce n'est jamais bon pour les investisseurs. Notre pays ne pourra pas faire sans un développement massif du renouvelable, le nouveau nucléaire ne sera pas la avant 2035-2040. »

La France a en outre fait le pari de (re)développer une industrie souveraine capable de lui apporter les produits manufacturés dont elle a besoin pour développer les renouvelables. Au Havre (Seine-Maritime), l'usine de Siemens Gamesa produit des éoliennes en mer. A Montoir-de-Bretagne (Pays de la Loire), General Electric assemble les nacelles et génératrices d'éoliennes. Abandonner cette économie aurait pour conséquence de sacrifier aussi des milliers d'emplois. ■

té le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

Les forces du Nouveau Front populaire tentent elles aussi de rassurer les Français. Depuis le début de la campagne, ses cadres se multiplient dans les médias pour contrer les attaques. Un « chiffrage » du programme a notamment été

présenté à la presse vendredi dernier. « Nous l'avons fait pour démontrer que si nous avons la majorité absolue, nous sommes en capacité de mettre tout de suite en place un programme crédible et réalisable », a expliqué Valérie Rabault. ■

Sur l'immigration, des projets de société aux antipodes

Jean-Marc Leclerc

Thème central de la bataille législative, l'immigration a pesé dans les choix des Français lors des élections européennes. Elle détermine très nettement la gauche et de la droite, chacun défendant un projet de société diamétralement opposé.

À la droite de la droite, l'objectif de restreindre l'immigration, aussi bien légale qu'illégal, est clairement affiché. Jordan Bardella, le chef de file du Rassemblement national (RN), et son allié Éric Ciotti, président contesté du parti Les Républicains, défendent la suppression du droit du sol, qui confère actuellement la nationalité française à l'âge de 18 ans pour les enfants nés en France de parents étrangers. Histoire de dissuader les candidats au séjour.

« Le droit du sol est éminemment symbolique », estime Jordan Bardella. Je ne souhaite plus que la France soit un hall de gare où l'on arrive, où l'on puisse déposer ses bagages, sa culture, ses coutumes, sa langue et bénéficier de droits, bénéficier de toute la palette de soins gratuits. Le RN prévoit de remplacer l'aide médicale d'État (1,7 milliard d'euros par an) par un dispositif qui ne couvrirait « que les urgences vitales ». Un terrain sur lequel les gouvernements d'Élisabeth Borne, puis de Gabriel Attal, avaient préféré ne pas s'aventurer. Le veto du Conseil constitutionnel plane sur ce type de mesures, et le RN le sait.

Son président promet également, s'il devient premier ministre, d'« accélérer les délais pour faciliter l'éloignement » des délinquants et criminels étrangers, mais aussi des islamistes. Il s'engage à faire voter une loi dans ce sens « dès les premières semaines » de son arrivée au pouvoir. Reste que l'éloignement implique un accord du pays source pour reprendre ses ressortissants et, donc, au minimum, une puissante action diplomatique, surtout dans l'hypothèse où Paris voudrait conditionner l'octroi de visas à l'acceptation par l'Algérie ou la Tunisie, par exemple, de sa politique plus répressive face aux clandestins.

À gauche, le Nouveau Front populaire (LFI, PS, Écologistes et PC) promet, à l'inverse, une France aux portes grandes

ouvertes : régularisations massives des travailleurs, étudiants et parents d'enfants scolarisés ; instauration d'une carte de séjour de dix ans comme titre de séjour de référence et non plus seulement de quatre ans ; création de places d'hébergement d'urgence des cet été pour un « accueil inconditionnel » destiné aux Français comme aux étrangers, même illégaux, et réquisition des logements vides nécessaires pour loger les sans-abri.

Le bloc de gauche et d'extrême gauche promet en outre d'abroger les lois immigration votées sous Macron en 2018 et 2023. Il se fait fort de créer un statut de « déplacé climatique », partant du principe que « le dérèglement climatique est principalement causé par les pays riches et les entreprises pétrolières », selon l'écologiste Marie Toussaint. Au risque d'amplifier un flux de demandeurs d'asile déjà considérable ? L'alliance de la gauche propose enfin la création d'une agence de sauvetage en mer pour sécuriser les traversées des migrants.

« Plus de fermeté » chez Macron

Les LR souhaitent de leur côté lever les traditionnels obstacles juridiques aux réformes touchant aux libertés fondamentales par une réforme constitutionnelle qui s'appuierait sur un référendum. Le camp Macron, pour sa part, entend poursuivre sa stratégie, qui s'appuie sur l'action collective des États membre de l'UE et les textes adoptés à Bruxelles pour réduire l'immigration illégale. Ainsi, le « pacte sur la migration et l'asile » qui repose sur le principe d'un examen des demandes d'asile aux frontières extérieures de l'Union. Mais qui ne pourrait pas entrer en application avant 2026.

Le président de la République a durci son discours, ces dernières semaines, s'engageant à répondre avec « plus de fermeté » à la montée de la violence des mineurs, notamment étrangers (les fameux MNA) « qui minent la cohésion nationale ». Une rhétorique « radicale » susceptible de parler aux électeurs « égarés », à ses yeux, du RN ? Rien n'est moins sûr, alors que d'élection en élection les Français se désolent de l'écart entre le discours et la réalité, et pas seulement en matière d'immigration. ■



Quelques 9 000 mâts sont déjà installés dans l'Hexagone (ici, le parc éolien de Talizat-Rézentières, dans le Cantal).

FRANÇOIS BOUCHONNE/LE FIGARO

Éducation : Parcoursup, un outil décrié au centre des débats droite-gauche

Caroline Beyer

La sélection à l'université, ou l'un des grands points de fracture entre la gauche et la droite. Elle est aujourd'hui associée au mot « Parcoursup », qui désigne à la fois un algorithme et la plateforme mise en place sous le premier quinquennat Macron.

Le Nouveau Front populaire promet son abrogation. Pour l'union de la gauche, le bac doit redevenir l'unique condition d'accès à toute filière universitaire. Au Rassemblement national, on veut améliorer l'outil, en promettant plus de « transparence ». Et l'on propose surtout, en parallèle, de « revaloriser » le bac. Une chose est certaine : pour les électeurs, l'objet Parcoursup, qui concentre les angoisses familiales, est un sujet de préoccupation majeur.

Lors de la campagne présidentielle 2017, Emmanuel Macron, le candidat du « en même temps », promettait de lutter contre l'échec à l'université en instaurant des « prérequis », sans toutefois aller jusqu'à utiliser le mot « sélection ». « Nous ferons en sorte que l'on arrête de faire croire à tout le monde que l'université est la solution pour tout le monde », affirmait-il une fois élu, peu après le scandale du tirage au sort des étudiants, travers lequel avait abouti « APB », le précédent système mis en place en 2009.

La loi orientation et réussite des étudiants - dont le rapporteur n'était autre que Gabriel Attal, socialiste ayant alors intégré la jeune garde macroniste - était adoptée en 2018 et mettait en place Parcoursup. Le texte a introduit des conditions à la loi de 1984, qui posait le premier cycle universitaire comme ouvert « à tous les titulaires du baccalauréat ». Mais les « prérequis » ont finalement cédé la place à des « attendus », qui se sont révélés flous.

Une « usine à stress »

Et Parcoursup est régulièrement critiqué pour son « opacité ». Si l'algorithme est public, les critères selon lesquels les universités « classent » les candidats sont peu transparents. Des universités bien en mal de départager les élèves de terminale, qui décrochent le bac à 90 %. De l'aveu même du président Macron, en 2022, Parcoursup est une « usine à stress ».

Une expression que Roger Chudeau, le « M. Éducation » du RN, aime à reprendre. Agrégé d'allemand, ex-inspecteur général et ancien filloniste, le député du Loir-et-Cher a rédigé le dernier programme d'éducation de Marine Le Pen. En avril 2023, il avait présenté une proposition de loi visant à redonner au bac « sa qualité de premier grade universitaire » et à « établir les conditions d'accès » à l'université. « Pas question de supprimer l'algorithme », qui lui au

Figaro. « Mais aujourd'hui, les notes de première et le contrôle continu en terminale ne permettent pas aux universités de se faire une idée de la valeur des candidats. »

Il souligne aussi l'« injustice », avec « des lycées de banlieue qui notent très bien et des établissements de centre-ville avec une notation très serrée pour préparer à la prépa ». Le RN propose donc que le bac redonne « un examen terminal et anonyme, dont les notes serviraient de base à Parcoursup ». Le calendrier serait décalé. Par ailleurs, le bac, serait « revalorisé ». « Aujourd'hui, 50 % des bacheliers échouent en première année universitaire, ce qui est inadmissible », explique Roger Chudeau, qui promet aussi « un document explicatif pour rendre l'algorithme intelligible pour tous ».

À l'autre extrême, Paul Vannier, député LFI du Val-d'Oise, défend, pour le Nouveau Front populaire, « l'abolition de Parcoursup, qui est une brutalité pour les familles ». Une proposition sur laquelle, en 2022, les différents candidats de gauche à la présidentielle s'étaient déjà entendus. « Contre la logique de la sélection, nous proposons une logique de liberté et de choix dès lors qu'un élève a le bac », explique-t-il. Chaque bachelier pourrait s'inscrire « dans la filière de son choix, dans l'académie où il réside ». Pour « rompre » avec le précédent système, il faudra « ouvrir des places dans l'enseignement supérieur ». ■

Le match du chiffrage des projets

Anne de Guigné

L'appréciation des mesures divise les économistes. Celles du Nouveau Front populaire suscitent de violentes controverses.

La fièvre a aussi gagné le monde feutré des économistes. « *Idiot utile* », « *défenseur du fascisme* »... Les noms d'oiseaux volent en escadrille depuis dix jours sur les réseaux sociaux et dans les boucles d'échanges, habituellement dédiées à des sujets techniques, de ces universitaires polices. Après avoir coécrit avec le prix Nobel Jean Tirole une tribune dénonçant le programme économique du RN, l'ancien chef économiste du FMI (Fonds monétaire international) Olivier Blanchard s'est fendu d'un long message sur le réseau X (ex-Twitter) pour expliquer que les mesures prévues par le Nouveau Front populaire (NFP) seraient encore plus néfastes pour la France. Six économistes de gauche ont répondu par un article dénonçant sa « faillite morale ».

Aucune peinture ne bataillant pour le RN, c'est le programme du NFP qui nourrit les échanges les plus passionnés. Les économistes œuvrant pour la coalition de gauche, dont Julia Cagé, professeur à Sciences Po, ou Éloi Laurent, membre de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) l'ont chiffré. Selon leur estimation, d'ici à 2027, les mesures prévues (augmentation des fonctionnaires, gratuité complète de l'école, rénovations des bâtiments, garantie d'autonomie pour la jeunesse...) coûteraient 150 milliards d'euros, avec « des recettes mises en face de chaque dépense », selon Julia Cagé.

« Cela provoquera la faillite de nombreuses entreprises, beaucoup d'autres licencieront des salariés pour retrouver de la compétitivité, toutes couperont dans leurs investissements et la croissance plongera »

Olivier Blanchard

Ancien chef économiste du FMI

Cette vision statique suscite en face des commentaires dubitatifs. « C'est ignorer l'effet Laffer, à savoir que "trop d'impôt tue l'impôt" : de fait, les baisses d'impôt et le passage à la flat tax en 2017 ont eu pour effet d'augmenter les revenus fiscaux », a rétorqué Philippe Aghion, professeur au Collège de France, dans un papier aux Échos. Dans le détail, le NFP estime que ses premières mesures prévues dès cet été, s'il arrivait au pouvoir - hausse de 10 % des fonctionnaires, abrogation des réformes des retraites et de l'assurance-chômage, gratuité de l'école, augmentation des APL - grèveraient les dépenses publiques de 25 milliards d'euros.



Éric Clotti et Jordan Bardella, lors de la présentation du programme économique du RN et de ses alliés, devant les entrepreneurs, au siège du Medef, le 20 juin.

Dans une démonstration étayée, le professeur assistant à la Wharton School de l'université de Pennsylvanie, Sylvain Catherine, évalue de son côté la facture de ces dispositifs à 50 milliards d'euros, la seule augmentation des fonctionnaires grimant à 22 milliards. Les mesures les plus complexes à chiffrer du programme concernent sans doute l'augmentation du smic à 1 600 euros par mois et le blocage des prix des biens de première nécessité. La coalition, dans une lecture keynésienne un peu scolaire, estime que ces « dépenses stimuleront immédiatement la demande et la consommation populaire, enclenchant un cycle positif de relance de l'activité ». Autrement dit, elles ne coûteront rien.

Loin de cette vision idyllique, selon Philippe Aghion, la seule augmentation du smic obligerait l'État à dépenser des « dizaines de milliards supplémentaires » pour éviter la destruction de plusieurs centaines de milliers d'emplois. L'iFrap estime de son côté que la mesure appliquée à la fonction publique grèverait de 2,2 milliards d'euros le budget de l'État. Considérant l'ensemble des effectifs, les économistes d'Allianz penchent pour un

coût de 7 milliards. Quant à l'Institut Montaigne, son estimation se rapproche de celle d'Aghion avec une facture de 19 milliards d'euros.

L'appréciation d'Olivier Blanchard n'est pas plus rose. Selon lui, en cas de smic à 1 600 euros, « l'augmentation de leurs coûts provoquera la faillite de nombreuses entreprises, beaucoup d'autres licencieront des salariés pour retrouver de la compétitivité, toutes couperont dans leurs investissements et la croissance plongera ». Peu d'économistes se sont risqués à quantifier le volet blocage des prix. L'Institut Montaigne s'avance sur une facture de 24 milliards en moyenne rappelant que « sur le marché de l'énergie, le dispositif spécifique de régulation en vigueur prévoit aujourd'hui une compensation du blocage ou de la régulation des prix ».

Le programme du RN surprend de son côté par sa plasticité. Qualité étonnamment appréciée des Français, qui si on en croit les sondages, font bien plus confiance au RN qu'aux autres blocs pour gérer les finances publiques. Tout à son souci de « rassurer » marchés et investisseurs, Jordan Bardella n'a cessé depuis

dix jours de limer mesure après mesure les totems de la présidentielle 2022. Désormais, le parti, qui semble, à écouter le candidat à Matignon, presque converti à la politique de l'offre, s'engage, en cas de victoire, sur un paquet réduit de dispositifs. Qu'il ne s'embête d'ailleurs pas à chiffrer : baisse de la TVA sur l'ensemble des produits énergétiques et renégociation au niveau européen des règles de fixation des prix de l'électricité.

L'Institut Montaigne chiffre à plus de 11 milliards d'euros par an la réforme de la TVA. Son coût « pourrait toutefois être atténué par une consommation plus importante des ménages à la suite de la baisse de la fiscalité », précisent ses experts. Le dispositif contrecarre ainsi de plein-pied toute considération de transition énergétique. Les calculs de la fondation iFrap aboutissent de leur côté sur une baisse des recettes de l'ordre de 17 milliards.

À l'automne, lors du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, ce sera le temps de la réforme des retraites. « Les Français qui ont commencé à travailler avant 20 ans et qui justifient de 40 années, pourront partir à la retraite dès

60 ans », a assuré Jordan Bardella, en présentant son programme mardi. Le reste de la réforme, tel que l'a proposée Marine Le Pen en 2022, sera éventuellement mis en place plus tard. Tout dépendra des conclusions de la « commission d'évaluation des comptes publics » qui, à écouter l'Élu, lui révélerait enfin ses marges de manœuvre. Un flou savamment entretenu qui ferait pencher, selon les représentants du NFP, le RN vers une nouvelle forme de macronisme.

Les chiffres du côté d'Ensemble, le bloc centriste emmené par Gabriel Attal, donnent moins le tournis. La majorité actuelle tente en effet de tracer un chemin de crête entre soutien au pouvoir d'achat et sérieux budgétaire. Sa mesure la plus coûteuse selon l'Institut Montaigne serait la suppression des frais de notaire pour les primo-accédants lors de l'achat d'un bien inférieur à 250 000 euros, estimée par le cercle de réflexion à 3,3 milliards d'euros. La coalition comme l'iFrap, la chiffre de son côté à 2 milliards d'euros, soit le montant de la fameuse baisse d'impôts pour les classes moyennes dont la promesse avait été réitérée en janvier par le président. ■

Les patrons inquiets face aux promesses de campagne sur le pouvoir d'achat

Thomas Engrand

Début 2022, à quelques semaines des élections présidentielles, Marine Le Pen promettait de « rendre aux Français leur argent ». De son côté, Emmanuel Macron souhaitait « que le travail paye plus ». Et pourtant, « il n'y a pas un candidat qui apparait comme le candidat du pouvoir d'achat », observait alors Frédéric Dabi, directeur général de l'Ifop. Trois ans après, les noms ont certes changé, mais le fond est toujours le même. Chacun des partis tente une nouvelle fois de devenir le champion de la cause, promesse d'une victoire dans les urnes. « Ma priorité sera le pouvoir

d'achat », assure ainsi Jordan Bardella. De son côté, le Nouveau Front populaire promet « la rupture », avec 25 milliards d'euros de nouvelles dépenses publiques dès juillet pour « relever le pouvoir d'achat ». Quant à Gabriel Attal, il propose « d'augmenter jusqu'à 10 000 euros par an sans charge, ni impôt » le montant de la prime partage de la valeur, renommée pour l'occasion « prime de pouvoir d'achat ».

Malgré l'énergie et les milliards alignés, aucun des partis en lice ne parvient une nouvelle fois à convaincre les acteurs économiques. Pire, chaque nouvelle mesure annoncée ne fait que renforcer la défiance des patrons déjà confrontés à une conjoncture défavorable. « Certaines mesures économiques

nous inquiètent beaucoup, au moment où la situation des finances publiques est très tendue, où la concurrence internationale est forte et la conjoncture molle », alertait ainsi il y a quelques jours le président du Medef, Patrick Martin, dans un entretien donné à Figaro.

Le ton ne surprend pas face aux propositions du bloc de gauche. Tout le programme économique consiste à mettre fin à la politique de l'offre déployée par Emmanuel Macron pour lui substituer une relance keynésienne. Hausse du smic à 1 600 euros net, indexation des salaires sur les prix, hausse de 10 % des APL et du point d'indice des fonctionnaires... Le Nouveau Front populaire chiffre lui-même à 150 milliards les nouvelles dépenses générées sur les deux prochaines années. La réaction patronale ne s'est pas fait attendre. Ces propositions « relèvent de l'utopie la plus dangereuse car ne tiennent aucun compte de la réalité », a cinglé la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) dans un communiqué publié dans la foulée. Un tel programme « finira forcément mal », met également en garde Patrick Martin.

Le Rassemblement national (RN) ne parvient pas davantage à rassurer les chefs d'entreprise malgré les efforts déployés pour donner l'image d'un parti

de gouvernement. Le « deal gagnant-gagnant » proposé par Jordan Bardella, consistant à offrir une exonération totale de charges patronales pendant cinq années à tout employeur qui augmenterait les salaires jusqu'à 10 %, rencontre un fort scepticisme chez les patrons. « C'est séduisant sur le papier mais ça va être une véritable usine à gaz », craint Michel Picon, le président de l'organi-

« Certaines mesures économiques nous inquiètent beaucoup, au moment où la situation des finances publiques est très tendue, où la concurrence internationale est forte et la conjoncture molle »

Patrick Martin, Président du Medef

sation patronale qui regroupe les très petites entreprises (TPE). Selon lui, la formulation peut laisser croire à certains salariés la garantie prochaine d'une promotion à deux chiffres en cas d'arrivée au pouvoir du parti frontiste. Un geste que la grande majorité des acteurs ne peuvent offrir, exonération ou non. Preuve en est, le montant moyen

de la prime partage de la valeur versé en 2023 n'a pas dépassé 885 euros.

L'absence de chiffrage du coût de la mesure par le RN n'est pas pour les rassurer. De son côté, l'Institut Montaigne a estimé qu'elle générerait une charge de 800 millions d'euros en 2025, de 4,8 milliards d'euros en 2027 et de 12 milliards d'euros en 2029. Autant d'argent qui va manquer pour financer un modèle social français déjà fragile. « La situation des caisses vieillesse et maladie est déjà inquiétante », s'alarme Éric Chevê, le vice-président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME). En cause, notamment, la multiplication des versements déjà exonérés de charges sociales ces dernières années. « Les pertes de recettes induites pour la Sécurité sociale entre 2018 et 2022 ont atteint 8,1 milliards d'euros, montant supérieur à la dégradation des déficits sociaux hors Covid (6,6 milliards) », alerte également une étude de la Cour des comptes parue il y a quelques jours.

Selon les patrons, la meilleure chose que le futur gouvernement pourrait faire serait... de ne rien faire. « La négociation dans les branches a montré son efficacité pour revaloriser les salaires », estime le président de l'U2P, qui invite à laisser la main aux partenaires sociaux. ■

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

deel.

Your forever people platform

Développer votre entreprise à l'international sans la paperasse et les maux de tête ?

Avec Deel, gérez vos équipes internationales
et leurs paies. Notre simplicité va vous scotcher.

Adieu Jacques le Bureaucrate. Bonjour l'efficacité!

Jacques
le Bureaucrate



Jaffré: «Le RN a des chances réelles d'obtenir une majorité absolue»

Propos recueillis par **Claire Conruyt**

Le politologue décrypte les raisons de l'échec programmé des macronistes aux législatives.

Ancien vice-président de l'institut Sofres, Jérôme Jaffré est directeur du Cceop (Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique) et chercheur associé au Cevipof.

LE FIGARO. - Comment les Français

réagissent-ils à l'annonce des législatives anticipées ?

Jérôme JAFFRÉ. - Beaucoup d'électeurs se montrent inquiets. L'opinion est à la fois caractérisée par l'impopularité profonde d'Emmanuel Macron et par une absence de crédibilité des trois blocs en lice. Aucun de leurs programmes ne la convainc : le RN et le Nouveau Front populaire avec trop de promesses ou de dépenses, quand celles des sortants sont affaiblies par leur usure. Aucun des trois blocs ne bénéficiant d'alliés, cela enferme le vote des Français dans une hiérarchie de choix négatifs. Or, ce n'est pas l'essence de la démocratie qui voudrait qu'on choisisse en fonction de ses préférences et non de ses rejets. Les sondages montrent la probabilité d'une sanction du pouvoir au premier tour et du choix du moins mauvais au second. Au lieu de résoudre la crise politique, la dissolution pourrait bien la renforcer durablement.

Est-ce l'échec programmé pour les macronistes ?

En étant autour de 20 %, il y a tout de même une remontée par rapport au score des européennes. Le vote macroniste paraît profiter d'un retour en sa faveur de la bourgeoisie. Mais restent à son égard une hostilité viscérale de l'électorat populaire et une déperdition de ses électeurs de 2022. Selon l'Ifop, seulement 58 % des électeurs macronistes du premier tour de 2022 veulent revoter pour un candidat Ensemble pour la République. Manque une vraie entente de premier tour avec les Républicains non ciotlistes. Car ce qui s'annonce, c'est un tremblement de terre, avec des dizaines d'élus du RN dès le premier tour, une élimination massive des candidats macronistes - y compris des députés sortants - ou au mieux une qualification en troisième place synonyme d'échec. Pour le second tour, une majorité de duels entre le RN et la gauche.

Dans ce contexte, la gauche peut-elle gagner ?

L'union de la gauche était une évidence avec l'addition de valeurs et de l'intérêt : la lutte contre l'extrême droite et la capacité de se qualifier pour les seconds tours. Il est stupéfiant que cela n'ait pas été anticipé. Néanmoins, la gauche n'a pas réuni les conditions d'une victoire, en présentant un programme maximaliste sur le plan fiscal, radical sur les institutions et éloigné de son ancrage proeuropéen. Ce Front est bien peu populaire puisque seulement un ouvrier sur cinq s'approprie à lui donner son suffrage - soit le score le plus bas de toute l'histoire de la gauche. En outre, il s'est laissé enfermer dans la querelle du premier ministre attisée par Jean-Luc Mélenchon. L'objectif final semble se limiter à devenir la principale force d'opposition face à un RN victorieux pour s'installer ensuite comme la force d'alternance.

Le RN a-t-il réussi son élargissement électoral et politique ?

De toute évidence, oui. Le RN a réussi à maintenir ses fondements ainsi que son ancrage populaire : environ 60 % des ouvriers veulent voter pour lui. Il y a clairement une dimension de revanche sociale dans ce choix - il est de la sorte erroné d'en faire l'équivalent de l'électorat Sarkozy de 2007. Le vote RN fait aussi la jonction avec une partie importante de l'électorat classique de la droite. Le RN a désormais des chances réelles d'obtenir une majorité absolue

de sièges à l'issue du second tour, même avec 35 % des voix au premier. Il pourrait bénéficier de l'effet repoussoir d'une gauche toujours dominée par LFI. Il y aurait d'ailleurs une forme d'équivalence avec le succès gaulliste de 1962. À l'époque, celui-ci avait recueilli 35 % des voix au premier tour et une majorité absolue de sièges au second en bénéficiant de l'anticommunisme d'alors.

À quelle configuration faut-il s'attendre au second tour ?

Quelques inconnues demeurent : en cas de triangulaire, le maintien ou non du candidat arrivé en troisième position. Les macronistes décideront-ils le retrait de leur candidat - sauf si celui-ci devait bénéficier à LFI ? S'ils s'effacent en faveur d'un candidat socialiste ou écologiste et bien sûr LR, ce serait une façon de préparer un bloc républicain renoué. Et sinon, les électeurs s'en chargeront-ils eux-mêmes à l'égard de LFI ? Enfin, en cas de duel Nouveau Front populaire vs Ensemble pour la République, les électeurs RN donneront-ils la priorité à leur antimacronisme ou à leur intérêt de diminuer le nombre d'élus de gauche ?

À quoi ressemblerait la cohabitation Macron/Bardella ?

Emmanuel Macron serait d'abord vilipendé pour avoir dissous au pire moment, pour avoir trucidé la grande majorité de ses propres députés et pour avoir livré le pouvoir au RN. Mais il retrouverait illico un rôle politique majeur. En tenant bon à l'Élysée sans dé-



missionner évitant les précédents Mac Mahon (1879) et Millerand (1924). En conservant sa fonction symbolique et d'expression publique pour tenir le compte des échecs et des contradictions du RN au pouvoir. Enfin, il pourrait

aider à l'émergence d'un bloc central renoué en 2027 et même à la mise sur orbite de son candidat. Il redeviendrait ainsi un point d'appui pour tous ceux qui ne veulent pas d'une installation durable du RN aux manettes du pays. ■

«Aucun des trois blocs ne bénéficie d'alliés, cela enferme le vote des Français dans une hiérarchie de choix négatifs», explique Jérôme Jaffré.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

LR : le feuilleton juridique s'éternise

Emmanuel Gallero

Derrière l'intense campagne éclair pour les législatives anticipées, une autre guerre se poursuit chez Les Républicains sur le terrain juridique. Avocats, juristes, huissiers assermentés et responsables politiques s'activent en coulisses pour dénouer une crise de régime qui n'en finit plus. D'un côté, il y a Eric Ciotti, président contesté du parti, délaissé par ses équipes, mais encouragé par sa base, et qui n'a pas l'intention de lâcher le navire sous la pression. En face, les ténors LR rassemblés autour de Laurent Wauquiez sont bien décidés à tourner la page « Ciotti » dès que possible.

Chez les anti-Ciotti, l'opération « BP3 » (troisième bureau politique) a donc été enclenchée pour forcer Eric Ciotti à organiser un bureau politique (BP) mercredi, afin d'acter la fin de sa présidence et son exclusion du RN. Deux tentatives similaires ont déjà échoué, mais Emmanuelle Mignon et Aurélien Caron (ex-responsables du projet et des études LR, nommés avant l'implosion) restent convaincus de l'efficacité d'une stratégie ancrée sur les statuts du parti LR. Selon ces statuts, le BP est doté d'un pouvoir de sanction contre tous les adhérents LR, président compris. L'exclusion définitive et la révocation des mandats en font partie. Mais ce bureau doit être impérativement convoqué sous huit jours par le président du parti, ou à la demande d'un quart des membres du conseil national.

Ceux qui contestent la légitimité de Ciotti pensent que la bataille politique est déjà « gagnée ». Ils assument les deux précédentes conclusions des BP comme une façon de lancer l'alerte. « Eric Ciotti n'a convaincu que très peu d'élus, et plus personne ne pense qu'il peut encore nous représenter. La meilleure preuve est qu'il ne se présente pas sous le logo LR aux lé-

gislatives, mais sous le slogan "Les Républicains à droite" avec "Les amis d'Eric Ciotti". De plus, pour les financements, il ne s'est pas rattaché au parti LR en préfecture, mais à son microparti. Bref, on l'a foutu dehors juridiquement », lâche un juriste, déterminé à aller au bout et à réclamer en fine des dommages et intérêts.

Une liste de griefs

Pour la convocation d'un troisième BP, les anti-Ciotti croient avoir « sécurisé » le dispositif en envoyant, dès le 18 juin, les noms de plus d'un quart des membres du conseil national, soit 800 membres sur 2000 selon eux. Le président contesté, Eric Ciotti, serait donc tenu d'organiser ce bureau ce mercredi 26 juin, dernier délai. Mardi, l'intéressé a annoncé qu'il répondrait à cette demande de jour J. Mais s'il décidait finalement de rejeter la demande des « putschistes », ses opposants demanderont au juge de désigner un mandataire ad hoc. Ce substitut du président contesté serait alors en mesure de convoquer à sa place le bureau politique, avant samedi. C'est pour cela que Michèle Tabarot, la présidente de la commission nationale d'investiture (CNI), a annoncé qu'il n'y serait plus président le 30 juin. Parallèlement, les adversaires de Ciotti ont établi une liste de griefs qu'ils jugent « parfaitement recevables » : absence de consultation des instances, démission forcée de la présidente de la CNI, blocage des comptes du parti sans droits ni titres pour « ne pas payer les salariés »...

En réalité, la fin de la présidence Ciotti, si elle devait être actée un jour, est d'avantage entre les mains du juge que dans celles des cadres LR, et personne ne peut être certain du calendrier. Côté Ciotti, les avocats observent d'ailleurs eux aussi la situation avec attention. On comprend par exemple que l'élui de Nice n'est pas pressé de se soumettre aux injonctions

de ses anciens amis. D'autant que l'on assurait mardi dans son camp que cette troisième convocation du BP était truffée « d'irrégularités ». Statuts non respectés, signatures de membres du conseil national manquantes, non-présentation de la liste complète des membres signataires, ni de celle des adhérents LR à jour de cotisations... Autant de signes de la supposée fragilité juridique du dossier défendu par les contestataires, qui pousse les « ciottistes » à se dire certains de la solidité des contre-arguments apportés.

Résultat, les anti-Ciotti anticipent de nouvelles « obstructions juridiques », mais veulent croire que l'installation d'Annie Genevard à la présidence par intérim du parti n'est plus qu'une question de temps. Ainsi, on perçoit une grande confiance sur l'issue de cette guerre juridique, même si une certaine inquiétude est née après l'échec des deux BP, puis le rejet mardi, par le Conseil d'État, de la demande des Républicains qui souhaitaient participer au premier débat des législatives organisé sur TFI entre le premier ministre sortant Gabriel Attal, le patron du RN Jordan Bardella, et l'Insoumis Manuel Bompard.

En coulisses, à droite, Laurent Wauquiez échange régulièrement en visio-conférence avec Annie Genevard, Bruno Retailleau, Gérard Larcher, Michèle Tabarot, Daniel Fasquelle et Emmanuelle Mignon. L'objectif est de sortir le mouvement de l'ornière en dessinant l'image d'une présidence repliée dans une « ciottelle assiégée » dont les heures seraient comptées. Concentré sur l'urgence de « sauver les meubles », un LR confie : « Nous bordons notre opération BP3 pour faire en sorte qu'Eric Ciotti, qui nous a tous roulés dans la farine, ne soit plus président avant le premier tour des législatives. Ce serait une clarification importante pour les Français et nos électeurs. Ensuite, on verra ce qu'il conviendra de faire pour qu'il répare les dommages qu'il a causés à notre famille politique. » ■

Trois législatives permanentes

Wally Bordas

Éléonore Caroit commence à avoir l'habitude des campagnes. En deux ans, la députée sortante (Renaissance) de la 2^e circonscription des Français de l'étranger (Amérique du Sud et centrale, Mexique et Antilles) a déjà participé à trois législatives. Élu en juin 2022 puis réélue en avril 2023 - un recours devant le Conseil constitutionnel avait conduit à l'invalidation de sa première élection -, la macroniste repart une nouvelle fois à la conquête de ses électeurs. « Pour moi, la démocratie est un plébiscite de tous les ans », sourit celle qui a été prise de court par la dissolution surprise, et qui a préféré mener cette campagne éclair à distance. « Je fais des réunions publiques par Zoom, du porte-à-porte téléphonique. Le calendrier est très resserré, je suis donc obligée de faire une campagne virtuelle », s'amuse Éléonore Caroit.

Comme elle, plusieurs députés sortants doivent mouiller le maillot pour la troisième fois en deux ans. Une situation inédite et même « insupportable », juge le LR Meyer Habib, qui brigue sa succession pour représenter les Français du pourtour méditerranéen (Israël, Italie, Turquie, etc., 8^e circonscription). « Même s'il n'y a pas plus beau que le suffrage universel, la décision du président de la République est irréfutable et irresponsable », juge l'élui, qui pointe les difficultés « logistiques » qu'il rencontre. « Je dors trois heures par nuit, c'est très difficile », grommelle-t-il.

« Il faut prendre cela avec un peu d'humour et de philosophie », tente quant à lui de relativiser Bertrand Petit, député socialiste du Pas-de-Calais, qui a également dû affronter une



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Le spectre d'une « guerre civile », le faux pas du chef de l'État

O ubliée la promesse de se tenir en retrait de la campagne et de laisser Gabriel Attal l'animer en première ligne. Envolé l'espoir des députés sortants de ne pas être associés au président qui, après les avoir fait élire, les a dissous. Autant que pour les européennes, Macron saisit pour les législatives toutes les occasions de s'exprimer. Et de dramatiser l'enjeu. En assurant, dans un entretien au podcast « Génération Do it Yourself », que les programmes des « extrêmes », comme il désigne la gauche et le RN, pouvaient mener à la « guerre civile », il a franchi un pas supplémentaire. Faut-il parler de faux pas ?

Il est déjà périlleux de faire campagne en se contentant d'agiter des épouvantails. C'est un euphémisme de dire que cette tactique n'a pas fonctionné aux européennes. Loin d'en changer, Macron la durcit. Si cogner sur ses adversaires, alerter sur les dangers qu'ils font courir au pays, est la règle de toute campagne, pointer rien de moins que la perspective d'une « guerre civile » va bien au-delà du classique « moi ou le chaos » répété par tous les présidents en place depuis de Gaulle.

L'arrivée au pouvoir du Rassemblement national ou celle des amis de Jean-Luc Mélenchon provoquera de la stupeur dans une partie de la population. Des manifestations, des mouvements de « désobéissance civile », peut-être même de la violence peuvent être redoutés. Mais l'expression de « guerre civile » renvoie à une réalité plus effrayante encore. Et en faire un argument électoral est critiquable. Or c'est bien de cela qu'il s'agit. L'unique argument de campagne de la majorité sortante étant d'agiter les épouvantails RN et LFI, installer le mot « guerre » dans l'esprit de l'opinion vise à faire peur aux électeurs « raisonnables » aux yeux des macronistes et à culpabiliser les électeurs « extrémistes ». Sur le mode : si vous votez « mal », vous serez responsables de morts - car a-t-on déjà vu une « guerre » sans morts ?

Cet argument est d'autant plus périlleux que ces législatives coïncident avec un anniversaire qui n'a pas laissé de bons souvenirs aux Français, celui des émeutes urbaines de l'été 2023. Or, cette violence qui a vu une partie de la jeunesse détruire des services publics et s'en prendre à des élus de la République a explosé sans qu'on puisse l'imputer à la présence au pouvoir de Jean-Luc Mélenchon ou de Marine Le Pen. Attention à l'effet boomerang du slogan : la guerre, c'est les autres.

Par ailleurs l'Élysée s'est, légitimement, indigné d'une « fake news » laissant entendre que le chef de l'État pourrait activer l'article 16 de la Constitution si la situation politique dégénérait. Mais comment tordre le cou à tel fantasme quand on envisage soi-même la possibilité d'une « guerre civile » dont les effets s'inscriraient précisément dans le champ prévu par cet article 16 ?

Mais c'est surtout le statut de président de la République qui devrait inciter Emmanuel Macron à la prudence dans le maniement d'une telle menace. De par sa fonction, il est le premier garant de la cohésion de la nation. Si de la violence éclate en raison de la victoire d'une force politique qui ne devrait ce succès à rien d'autre qu'à l'expression du suffrage universel, cela signifierait que des personnes ne respecteraient pas ce verdict démocratique. Si donc cette menace existe, le rôle du président de la République est-il de pointer du doigt ces forces politiques ? Ou n'est-il pas plutôt de prévenir que, lui à la tête de l'État, il n'acceptera aucun débordement de la part des vrais ennemis de la démocratie ? ■

ÉCOUTEZ À 8H10
**GUILLAUME
TABARD**
DANS LA MATINALE
DE DAVID ABIKER
avec LE FIGARO



en deux ans, ou la campagne dans certaines circonscriptions

législative partielle fin 2022. « *Finale-ment, j'ai une longueur d'avance sur les autres candidats. Les affiches sont encore là et la colle n'a même pas encore eu le temps de refroidir* », plaisante-t-il, lui qui considère être en campagne « permanente » depuis sa première élection. « *Il y a une forme de continuité dans mon action, puisque je sillonne toutes les communes de ma circonscription toutes les semaines, que je sois ou non en campagne* », estime-t-il. Avant d'avouer, un brin agacé : « *Ce serait pas mal qu'un jour on me lâche un peu les baskets et que je puisse enfin me poser pour effectuer un mandat normal. Mais bon, la politique est ainsi faite.* »

« Pour moi, la démocratie est un plébiscite de tous les ans »

Éléonore Caroit Députée sortante (Renaissance) de la 2^e circonscription des Français de l'étranger

Ces nouvelles élections sont aussi l'occasion de tenter une revanche pour les députés qui, après avoir été élus en juin 2022, ont été battus dans des législatives partielles quelques mois plus tard. Ainsi, l'ex-députée RN Anne-Sophie Frigout espère bien reconquérir la 2^e circonscription de la Marne, perdue en janvier 2023 au profit de la macroniste Laure Miller. « *Emotionnellement, c'était très difficile de perdre après seulement quelques mois à l'Assemblée. Malgré la défaite, je savais que j'avais semé pour l'avenir et que s'il y avait une dissolution, j'aurais davantage de chances* », s'enthousiasme la nationaliste.

Et même s'il a fallu trouver un imprimeur, rédiger les tracts et effectuer

toutes les démarches administratives en un temps record, Anne-Sophie Frigout sait que la dynamique du moment pourrait bien lui permettre d'effectuer son retour au Palais Bourbon, plus d'un an après en avoir été éjectée. « *Cela fait des mois que mes militants et moi sommes en campagne permanente. Tout le monde est survolté, l'occasion est unique d'enfin prendre le pouvoir* », se réjouit celle qui vient pourtant d'être élue eurodéputée sur la liste de Jordan Bardella le 9 juin dernier.

Le schéma est loin d'être le même pour l'ancien député macroniste Thomas Mesnier (Horizons), défait lors d'une partielle en décembre 2022. S'il remonte sur selle avec le soutien du camp présidentiel, il sait que son siège sera très difficile à reconquérir, après l'élection de l'Insoumis René Pilato. « *J'avais prévu de revenir, mais pas tout de suite. Il a fallu rappeler les fidèles, tous les militants de la circonscription qui étaient disponibles, aller coller les affiches, etc. Avec, il faut l'avouer, un peu moins de militants. Le contexte national n'aide pas...* », raconte l'intéressé, qui mène campagne tout en continuant en parallèle d'exercer son activité de médecin à l'hôpital.

Dans huit circonscriptions sur les 577 du pays, les électeurs sont donc appelés aux urnes des législatives pour la troisième fois en deux ans, afin de choisir la personnalité qui les représentera au Palais Bourbon. Seule certitude pour les heureux élus : la Constitution interdit toute nouvelle dissolution dans les douze mois qui suivent la précédente. Mais cela ne les protège pas pour autant d'une éventuelle invalidation en cas de recours... « *S'il faut y retourner une fois de plus, on y retournera* », prévoit déjà Anne-Sophie Frigout (RN). ■

NOUVEAU

L'ART DE VOYAGER

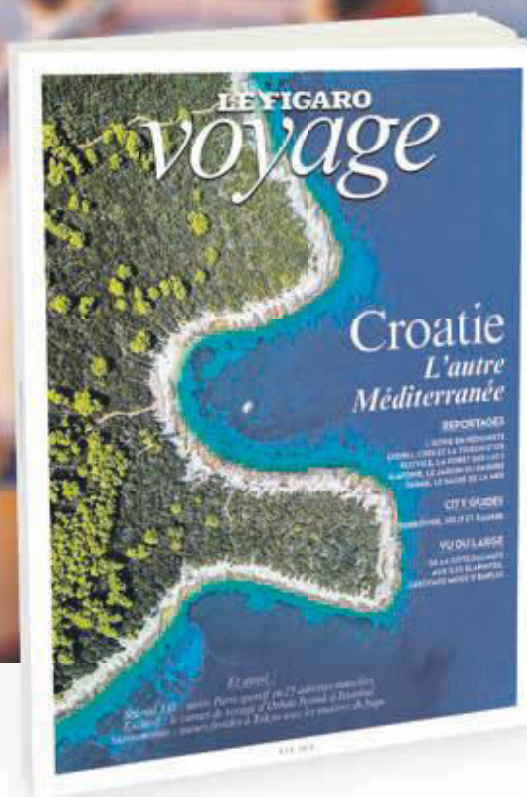
Globe-trotteur

City-guide

Carnet de route

Repérage

Escale



Inspirez-vous, évadez-vous aux quatre coins du monde avec Le Figaro Voyage.

140 PAGES

8€
50

EN VENTE ACTUELLEMENT

Disponible dans tous les points de vente et sur www.figarostore.fr



Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, recouvre la liberté

Adrien Jaulmes

Première célébrité planétaire de l'ère de l'internet, le pirate informatique devrait bientôt retrouver son Australie natale.

La longue incarcération de Julian Assange a pris fin. Libéré lundi de la prison britannique de Belmarsh où il était détenu depuis cinq ans, le fondateur de WikiLeaks s'est envolé pour la Thaïlande, puis pour les Mariannes du Nord, à la faveur d'un accord complexe négocié avec la justice américaine. Sur l'archipel, territoire des États-Unis dans l'océan Pacifique, il comparait mercredi devant un tribunal fédéral américain.

Assange a accepté de plaider coupable de complot en vue d'obtenir et de distribuer des informations classifiées, l'un des dix-huit chefs d'accusation retenus contre lui par la justice américaine. En échange, le juge devrait le condamner immédiatement à 62 mois de prison, sentence correspondant à la durée de son incarcération au Royaume-Uni. Sa peine étant déjà purgée, Assange pourra alors s'envoler pour l'Australie, évitant ainsi une condamnation pour les dix-sept autres charges, notamment celles d'espionnage, qui auraient pu lui valoir 175 ans de prison et une incarcération à vie aux États-Unis.

Cet accord, longuement négocié entre l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni, a permis de trouver une solution à l'imbricolage juridique représenté par le cas Assange, et à l'intérêt de retrouver la liberté après douze ans de réclusion forcée, puis de détention.

Héros de la liberté d'expression persécuté pour ses partisans, gourou libertarien irresponsable ou même traître pour ses détracteurs, Julian Assange est l'une des premières célébrités mondialisées de l'ère de l'internet. Il avait émergé du monde de l'ombre des pirates et des hackers de l'internet en fondant en 2006 le site WikiLeaks. Organisation d'un genre nouveau, fonctionnant comme une boîte aux lettres confidentielle, c'est une organisation à but non lucratif délocalisée, enregistrée en Suède, et basée en Islande, fonctionnant grâce à un réseau de bénévoles. À sa tête, Assange se voit comme un redresseur de torts, nommé toujours entre deux avions et entre deux pays, combattant apatride et adversaire de la grande puissance maléfique d'un monde globalisé : les États-Unis.

Il accède à une notoriété planétaire en diffusant une vidéo filmée en 2007 en Irak par un hélicoptère américain Apache, qui tue par erreur onze civils irakiens, dont deux employés de l'agence Reuters. Assange se voit comme un journaliste, permettant à ses lecteurs de vérifier les sources sur lesquelles il se base. À cette première

fuite vient vite s'ajouter l'énorme base de données piratée par un soldat américain en Irak, Bradley Manning, qui transmet à WikiLeaks un demi-million de documents confidentiels émanant de l'armée américaine et des différentes agences de renseignement des États-Unis.

Mais la personnalité d'Assange ne s'accommode pas de règles du journalisme. La coopération initiale de WikiLeaks avec plusieurs journaux à travers le monde, qui s'assurent que les documents publiés ne compromettent pas ou ne mettent pas en danger des personnes, vole vite en éclats. Assange rompt avec ces médias, et publie l'ensemble des documents secrets, où figurent les noms d'Afghans et d'Irakiens ayant fourni des informations aux forces américaines et de leurs alliés, ou de membres de l'opposition ou des défenseurs des droits de l'homme dans des dictatures.

Les premiers problèmes judiciaires de Julian Assange commencent à peu près simultanément en Suède, où il réside temporairement. Deux femmes,

qui découvrent qu'il mène avec elles des liaisons parallèles, l'accusent de viol et d'abus sexuels. Assange nie ces accusations. Persuadé qu'il s'agit d'une manœuvre pour l'extrader vers les États-Unis, il fuit en Grande-Bretagne.

Combat personnel

La justice suédoise réclame son extradition. La justice britannique le place d'abord en liberté sous caution. Astreint au port d'un bracelet électronique, Assange est d'abord hébergé pendant un an par Vaughan et Franvera Smith, les fondateurs du Frontline Club, le club londonien des correspondants de guerre, qui l'accueillent dans leur résidence du Norfolk. Mais lorsque son appel contre son extradition vers la Suède échoue, Assange se réfugie à l'ambassade de l'Équateur à Londres, où il demande l'asile politique. Ses sept années d'auto-exil dans une pièce de l'ambassade sont l'un des chapitres les plus insolites de son histoire.

Le lanceur d'alerte, reclus dans l'ambassade d'Équateur, ressemble

à présent à un prophète, les cheveux longs, barbu. Il continue de mener un combat presque personnel contre les États-Unis. En 2013, WikiLeaks vient en aide à Edward Snowden, ancien employé du renseignement américain qui a révélé l'ampleur de l'espionnage pratiqué par la NSA, mais aussi et entre autres les méthodes du renseignement occidental face aux terroristes. Sur les conseils d'Assange, Snowden se réfugie à Moscou.

En 2016, en pleine campagne électorale américaine, WikiLeaks diffuse les courriels de campagne d'Hillary Clinton, après qu'ils ont été selon le renseignement américain piratés par la Russie. En 2017, d'autres documents confidentiels de la CIA sont publiés. La justice américaine ne lâche pas prise. Obama a pardonné au soldat Manning, devenu depuis une femme, Chelsea. Mais un Grand jury a recommandé des poursuites contre Assange aux termes de la loi sur l'Espionnage de 1917. Assange risque désormais la

prison à vie s'il est condamné par un juge américain.

La figure ambivalente d'Assange, la mobilisation internationale qu'il suscite, et le fait qu'il n'ait pas fait défection à Moscou, jouent cependant en sa faveur. Trump puis Biden évoquent la possibilité de lui pardonner. De discrètes négociations tripartites entre l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni sont menées, alors que les trois pays se rapprochent en 2021 au sein d'une nouvelle alliance, l'Aukus. En 2022, le nouveau premier ministre australien Anthony Albanese qui a fait de sa libération une priorité, œuvre en coulisse pour résoudre une affaire qui porte surtout atteinte à l'image des pays concernés. « *Quelle que soit l'option que l'on peut avoir sur les activités d'Assange, l'affaire traîne depuis trop longtemps.* » dit-il. Assange, qui s'est envolé de Londres accompagné du Haut-Commissaire australien en gage de garantie, aura finalement obtenu sa liberté grâce au pays qu'il avait quitté voici bien longtemps. ■



En provenance de Londres après avoir été libéré de prison, Julian Assange a fait une escale à Bangkok (Thaïlande), mercredi 25 juin, avant de s'envoler pour les Mariannes du Nord, territoire des États-Unis. WIKILEAKS/AFP

À Londres, de l'ambassade d'Équateur à une prison de haute sécurité

Arnaud de La Grange
Correspondant à Londres

Les refuges diplomatiques ne sont plus ce qu'ils étaient. En ce 11 avril 2019, Julian Assange est jeté dans un fourgon de police devant l'ambassade d'Équateur à Londres. Le pays d'Amérique du Sud qui l'accueillait dans sa représentation au Royaume-Uni a révoqué son statut de réfugié. Pour le président Lenin Moreno, Assange est un « *terroriste de l'information* ». Il venait de passer sept ans dans ces locaux londoniens.

Péniblement confiné, Assange se croyait à l'abri, protégé par la convention internationale garantissant l'inviolabilité des ambassades. Il n'avait pas prévu ce revirement des autorités équatoriennes. Le président l'accuse d'avoir maculé les murs de l'ambassade avec des excréments. Selon lui, le réfugié se serait aussi « *attaqué à certains des gardes* ».

Très remonté, Lenin Moreno accuse WikiLeaks d'avoir piraté son téléphone, ainsi que celui de sa femme. Et d'avoir publié des photos privées de sa famille.

Il conteste toutefois que sa décision de livrer Assange à la justice britannique soit motivée par le fait que WikiLeaks a publié des photos de lui, allongé dans son lit en mangeant du homard. Un effet fâcheux alors qu'il venait d'introduire des politiques d'austérité dans son pays. « *C'était mon anniversaire, je regardais*

Durant sept ans, l'univers de Julian Assange est rétréci à 18 mètres carrés, avec un lit, une douche, un four micro-ondes et un ordinateur. Cette exigüité n'empêche pas le reclus de recevoir. Des soutiens médiatiques défilent à l'ambassade, tels Lady Gaga, Pamela Anderson, Eric Cantona...

le football au lit. C'était un grand jour. Ma femme m'a offert le pyjama que je portais - et le homard - pour célébrer cette journée spéciale », confie-t-il à la BBC.

Julian Assange avait franchi le porche de l'ambassade d'Équateur à Londres en juin 2012, après que le Royaume-Uni avait décidé de l'extrader vers la Suède, où une enquête le concernant avait été ouverte pour viol et agression sexuelle. Le fondateur de WikiLeaks assure que les deux plaignantes étaient consentantes, et crie au complot en avançant que celles-ci sont manipulées par Washington. Ces poursuites seront abandonnées en 2019. À l'époque, l'Équateur était dirigé par une figure de la gauche sud-américaine, Rafael Correa, qui lui a accordé l'asile. À l'extérieur, des policiers de Scotland Yard veillent en permanence, au cas où Assange tenterait de s'enfuir vers Quito.

Durant sept ans, l'univers de Julian Assange est rétréci à 18 mètres carrés, avec un lit, une douche, un four micro-ondes et un ordinateur. Cette exigüité n'empêche pas le reclus de recevoir. Des soutiens médiatiques défilent à l'ambassade. La chanteuse Lady Gaga vient dîner et l'actrice Pamela Anderson apporte des sandwiches végans. Se croisent aussi le footballeur Eric Cantona, le linguiste Noam

Chomsky ou le politicien britannique pro-Brexit Nigel Farage.

En France, plusieurs politiques - Jean-Luc Mélenchon, François Asselineau ou Florian Philippot - demandent que la France accorde sa protection à l'Australien. Figure hautement controversée, Assange est un héros moderne de la liberté d'expression pour les uns et un mégalomane irresponsable et anti-occidental pour les autres.

En 2011, surtout, l'équipe juridique chargée de lutter contre l'extradition a reçu le renfort d'une nouvelle avocate, Stella Morris. Le couple se forme et va avoir deux petits garçons, nés tandis qu'Assange est cloîtré dans l'ambassade. Ils se marient en 2022, alors que l'Australien est cette fois-ci incarcéré dans une prison anglaise. Stella entre dans l'établissement pénitentiaire avec une robe dessinée par Vivienne Westwood. Après son exfiltration de l'ambassade au printemps 2019, Assange a été interné dans la prison de haute sécurité de Belmarsh à Londres.

Commence une saga judiciaire de cinq années. En janvier 2021, la justice britannique tranche en faveur du fon-

dateur de WikiLeaks, refusant de donner son feu vert à l'extradition vers les États-Unis, invoquant sa santé mentale et un risque de suicide. Pour contre ces inquiétudes, les États-Unis assurent que le prisonnier ne serait pas incarcéré à la prison de très haute sécurité ADX de Florence, dans le Colorado, surnommée « *l'Alcatraz des Rocheuses* », et qu'il recevra les soins cliniques et psychologiques nécessaires. En juin 2022, les autorités britanniques donnent le feu vert à l'extradition. Julian Assange forme un recours contre cette décision. Mais, en juin 2023, la Haute Cour de justice de Londres lui dénie le droit de faire appel.

En février 2024, les avocats d'Assange demandent l'autorisation de contester l'approbation par la Grande-Bretagne de son extradition, arguant que les poursuites engagées contre lui étaient motivées par des considérations politiques. Requête accordée. Le 20 mai dernier, Assange avait encore obtenu un sursis avec la possibilité d'un nouvel appel. L'accord avec la justice américaine met un point final à ce feuilleton judiciaire. ■

Les Européens voulaient aller vite sur les négociations d'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie à l'UE. Pas question pour la Commission et pour nombre de leaders de laisser la main à la Hongrie, alors que ce pays, qui prendra le lundi 1^{er} juillet la présidence tournante du Conseil de l'UE, s'emploie depuis des mois à saboter tous les dossiers ayant trait au soutien de l'UE à Kiev. Le coup d'envoi formel des négociations a donc eu lieu mardi, dans les tout derniers jours de la présidence belge, avec la tenue à Luxembourg des passages obligés que sont les conférences intergouvernementales (CIG). « *Félicitations à la Moldavie et à l'Ukraine* », a salué la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, qui s'était souvent avancée plus que ne le souhaitaient les Vingt-Sept. « *Ensemble, nous pouvons construire une Europe plus forte et plus unie, où chaque nation a l'opportunité de s'épanouir en paix et dans la prospérité* », a souligné le président du Conseil européen, Charles Michel.

Alors qu'ils doivent composer depuis des mois avec les livraisons au comptegouttes des armes et matériels militaires promis par l'UE, cette nouvelle étape est un énème message de détermination adressé au président russe, Vladimir Poutine. « *Nous ne nous laisserons jamais détourner de notre chemin vers une Europe unie, vers notre maison commune de toutes les nations européennes. Une maison qui doit être pacifique!* » a d'ailleurs promis mardi le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, parlant d'une « *journée historique* ».

En cette fin de cycle européen qui a vu monter les nationalistes lors des élections européennes, le coup d'envoi des négociations d'adhésion permet aussi à l'UE de réaffirmer sa volonté de s'élargir jusqu'aux frontières de la Russie alors que le Kremlin fait peser un risque majeur sur la sécurité de l'Europe. « *Le processus d'élargissement est un investissement géostratégique dans la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité* », a rappelé Hadja Lahbib, ministre belge des Affaires européennes qui a piloté les deux conférences intergouvernementales successives. « *Une Ukraine forte n'est pas possible sans l'UE, et une UE forte n'est pas non plus possible sans l'Ukraine* », a abondé le premier ministre ukrainien Denys Chmyhal.

L'Ukraine et la Moldavie, qui ont déposé leur candidature peu après le début de l'invasion russe, ont passé rapidement toutes les étapes précédentes, de l'obtention du statut effectif de candidat en juin 2022 à l'accord des Vingt-Sept sur les négociations d'adhésion en décembre 2023. Ce qui n'a pas été pour plaire à certains Européens, comme Viktor Orban, qui, en début de semaine, a pointé en creux dans une déclaration un « *deux poids deux mesures* » entre l'Ukraine et la Moldavie, d'un côté; et les pays des Balkans occidentaux, de l'autre. « *Il est honteux et inacceptable que ces pays attendent depuis plus de 15 ans pour adhérer* », a-t-il asséné lors d'une conférence de presse



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lors du sommet sur la paix en Ukraine, à Stansstad, en Suisse, le 16 juin. ALESSANDRO DELLA VALLE/VIA REUTERS

L'Ukraine et la Moldavie se rapprochent un peu plus de l'UE

Anne Rovani Correspondante à Bruxelles

Les négociations d'adhésion ont été lancées mardi. Un chemin long et jalonné d'obstacles attend les deux pays avant leur entrée dans l'UE.

conjointe avec l'Italienne Giorgia Meloni. Lors du sommet de décembre 2023, le premier ministre hongrois s'était absenté de la pièce au moment du vote des leaders sur l'ouverture des négociations d'adhésion.

Même s'ils ont beaucoup progressé ces dernières années, en s'attaquant notamment à la corruption endémique qui les ronge, le plus dur reste à faire pour ces deux pays. Un énorme travail les attend. Dans les prochaines semaines va débiter le « *screening* », à savoir le passage en revue de toutes les législations de l'Ukraine et de la Moldavie afin de voir si elles sont alignées avec celles de l'UE, aussi appelées acquis communautaires. Un travail qui pourrait prendre au moins un an. À la clé, 35 chapitres de négociation - État de droit, énergie,

agriculture... -, eux-mêmes déclinés en sous-chapitres et exigeant pour chacun une mise à niveau formelle, sanctionnée par un vote à l'unanimité des États

« Le processus d'élargissement est un investissement géostratégique dans la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité »

Hadja Lahbib Ministre belge des Affaires européennes

membres. « *Il faudra au moins une décennie pour que l'Ukraine et la Moldavie rejoignent l'UE. Ce qui n'interdira pas une adhésion graduelle au fur et à mesure*

que progresseront les négociations », estime Sébastien Maillard, conseiller spécial au Centre Grande Europe sur l'élargissement, de l'Institut Jacques Delors. Cette adhésion graduelle est déjà à l'œuvre, notamment pour ce qui est l'énergie ou encore de l'accès au marché intérieur des produits agricoles.

L'adhésion formelle de l'Ukraine est aussi conditionnée à l'évolution de la guerre en cours. Il est peu probable que les Européens acceptent d'élargir l'Union à un pays en proie à un conflit armé. Aucune nouvelle entrée ne sera par ailleurs possible si, parallèlement, la gouvernance de l'Union n'est pas modifiée - avec par exemple l'introduction de davantage de votes à la majorité qualifiée pour améliorer la prise de décision - ou la mise à niveau du budget de l'UE.

Paris et Berlin jugent que ces réformes sont un préalable et souhaiteraient voir aboutir ces travaux d'ici à 2025.

La séquence ukrainienne va se poursuivre dans les prochains jours. Volodymyr Zelensky pourrait se joindre physiquement jeudi au sommet des Vingt-Sept afin de signer un accord de sécurité avec l'Union, appelé « *Engagements communs en matière de sécurité* ». « *L'UE est déterminée à continuer à fournir à l'Ukraine et à ses populations tout le soutien politique, financier, économique, humanitaire, militaire et diplomatique aussi longtemps et intensément que nécessaire* », peut-on lire dans une des dernières versions du document de 10 pages, formalisant l'ensemble des soutiens déjà consentis à l'Ukraine. ■

Russie: début du procès du reporter américain Evan Gershkovich

Julian Colling Moscou

Mis en accusation début juin sans aucune preuve pour « *espionnage* », le journaliste du « *Wall Street Journal* » risque 20 ans de prison.

Le reporter du *Wall Street Journal* va entrer dans le vif du sujet, un an et trois mois après son arrestation. Après avoir passé la majeure partie de sa détention provisoire dans la rude prison moscovite de Lefortovo, connue pour les affaires sensibles et politiques, Evan Gershkovich va être jugé dans la même ville de l'Oural où il avait été embarqué par les forces de sécurité en mars 2023, lekatérinbourg.

Dans un procès qui devrait s'ouvrir ce mercredi, et qui a été décrété à huis clos, mesure courante dans ce genre d'affaires, le jeune homme de 32 ans risque désormais jusqu'à 20 années derrière les barreaux. Début juin, on apprenait qu'il était formellement accusé d'espionnage. Il s'agit d'une première pour un journaliste occidental depuis 1986, du temps de l'Union soviétique. Des accusations fermement rejetées par son employeur, l'establishment américain et le journaliste lui-même, qui clame son innocence. Le parquet russe a déclaré qu'Evan

Gershkovich a été pris en flagrant délit - sans toutefois produire aucune preuve de son « *espionnage* » -, avant d'ajouter par la suite qu'il avait agi sur ordre de la CIA. Le téméraire et respecté reporter, basé en Russie depuis 2017, travaillait au moment de son arrestation sur le groupe paramilitaire Wagner, ainsi que sur l'Oural, une région historiquement liée au complexe militaro-industriel russe et barde d'usines d'armement.

Il s'était rendu à deux reprises à lekatérinbourg (arrêté lors de son second voyage), ainsi qu'à Nijni Taguil, fief de l'une des plus vastes usines de chars d'assaut du monde : Uralvagonzavod. Selon le FSB russe, Gershkovich aurait tenté de se procurer des informations sur cette usine de tanks, qui produit notamment le T-90 utilisé sur le terrain ukrainien. Le WSJ rétorque qu'il ne faisait que son travail, à savoir investiguer.

Le journaliste avait confié se savoir suivi et écouté depuis quelques mois. Il était au moment de son arrestation l'un

des derniers reporters anglophones à encore exercer dans le pays. Un an auparavant, la loi de mars 2022 criminalisant les fake news sur l'armée russe avait déjà poussé à partir de nombreux journalistes - russes, surtout. L'arrestation d'un reporter étranger pour espionnage a lancé un vent de sidération à travers les bureaux moscovites. Et illustre des conditions de travail de plus en plus anxieuses pour les journalistes étrangers en Russie. Ce mardi, 81 médias étrangers (dont 9 français) ont été bloqués en Russie, sur décision du régulateur russe.

Nouvelle guerre froide

L'affaire Gershkovich a également accentué le parfum de nouvelle guerre froide entre Moscou et Washington, augmentant drastiquement les tensions entre les deux rivaux, qui sont depuis au summum. Des voix américaines ont accusé la Russie de faire du journaliste - dont les deux parents sont nés en URSS avant d'émigrer chez l'Oncle Sam - un « *otage* » dans son jeu

d'échecs géopolitique. Comme la basquetteuse Brittney Griner avant lui, arrêtée en Russie début 2022 puis libérée après presque un an en prison en échange du traficant d'armes Viktor Bout, Evan Gershkovich a rapidement été évoqué comme potentielle monnaie d'échange.

L'agence Bloomberg a révélé après son placement en détention, sources proches du Kremlin à l'appui, que Vladimir Poutine lui-même avait donné le feu vert à l'opération dans le but de l'échanger à l'avenir. Le leader russe a même confirmé peu ou prou l'hypothèse lors de sa récente interview au présentateur américain Tucker Carlson, allant jusqu'à préciser que la Russie souhaite récupérer en échange. Il s'agit du tueur à gages et ancien agent des services russes Vadim Krasikov, meurtrier d'un militant tchétchène dans les rues de Berlin en 2019.

Et l'histoire ne s'est pas arrêtée au cas d'Evan Gershkovich. Deux autres affaires plus récentes sont venues confirmer la dangereuse tendance pour les ci-

toyens américains en Russie. À l'automne 2023, une journaliste russo-américaine, Alsu Kurmasheva, travaillant depuis l'étranger pour le média financé par le Congrès américain Radio Liberty, a été arrêtée à Kazan, au Tatarstan. Elle est désormais accusée d'avoir propagé des « *faux* » sur l'armée russe et risque elle aussi plusieurs années de détention.

Puis au début de cette année, c'était une autre russo-américaine, la jeune Ksenia Karelina, qui se faisait elle aussi embarquer, dans l'Oural dont elle est originaire. Son crime, avait selon les enquêteurs russes versé... 50 dollars à une association en faveur de l'Ukraine, depuis les États-Unis, où elle vivait. Elle est aujourd'hui mise en examen pour haute trahison. Le juge en charge de son dossier ? Andrei Mineiev, le même que dans l'affaire Gershkovich. L'issue du procès de ce dernier, qui pourrait durer quelques semaines, ne fait guère de doute : en Russie, 99,5 % des procédures pénales se terminent en condamnation. ■

Sébastien Falletti
Envoyé spécial à Shanghai

La mégapole,
vitrine internationale
de la Chine, tarde
à retrouver son
énergie cosmopolite
à l'heure de la reprise
en main centralisatrice
de Xi Jinping.

Sur la terrasse bondée de Po-lux, le bœuf tartare de Paul Pairet fait toujours recette à Xintiandi. La langue de Molière s'entrechoque avec le mandarin ou l'anglais sur les tables du bistrot rétro du chef étoilé, offrant un parfum parisien résolument cosmopolite au cœur de Shanghai. Des touristes, des voyageurs d'affaires sont de retour dans la plus grande métropole de Chine, mise sous cloche durant la pandémie. « Ça revient ! Il y a du monde qui arrive de Paris », se réjouit Pairet, qui gère trois établissements dans la ville et voit le bout du tunnel avec un sourire gourmand.

Son bistrot était devenu un refuge pour la communauté française à l'heure du « zéro Covid », mais sa brasserie iconique Mr&Mrs Bund, tu-toyant les gratte-ciel scintillants de Pudong, peine encore à retrouver sa vitesse de croisière en attendant les visiteurs du monde entier qui s'y pressaient jadis. À l'étage, le mythique Bar Rouge et sa terrasse vertigineuse surplombant la rivière Huangpu, passage obligé à l'heure de l'ébouriffant décollage chinois, a fermé ses portes. Tout comme M on the Bund dominant les quais de la métropole de 23 millions d'habitants, face au quartier des affaires de la ville, une institution dont la patronne australienne a jeté l'éponge.

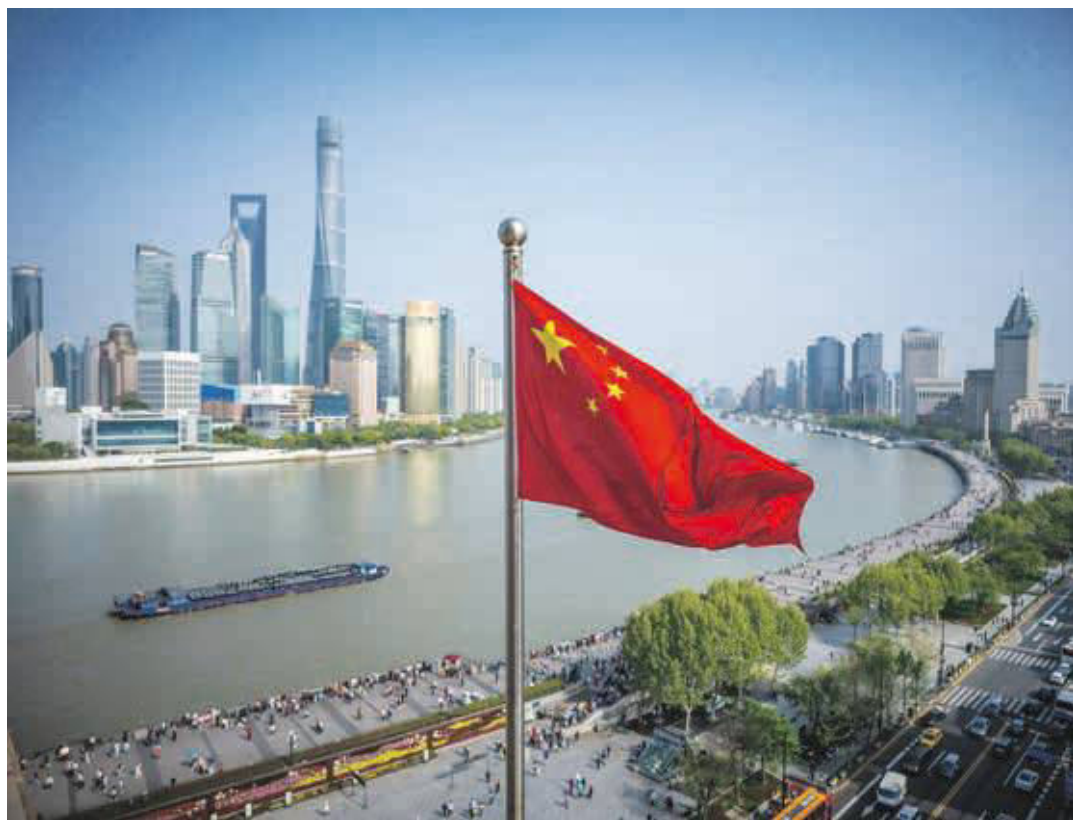
Comme un symbole de l'horizon rétréci de Shanghai, vitrine internationale de la Chine communiste et poumon de la deuxième économie mondiale, contrainte de tourner le dos au monde à l'heure de la reprise en main idéologique imposée par le président Xi Jinping. Et qui tente de retrouver son attraction planétaire malgré le ralentissement chinois, le dirigisme de Pékin et les tensions géopolitiques.

« Les Shanghaiens sont tombés de haut ! Ils se rêvaient en nouveau New York mais ont été traités à la même enseigne que Wuhan. Il n'y a pas eu de catharsis depuis »

Un diplomate sur place

« On revait des étrangers depuis le début de l'année. Et ça fait du bien ! Le niveau d'anglais et la qualité du service s'étaient effondrés », souffle un entrepreneur français installé de longue date. L'exemption de visa pour les visiteurs de plusieurs pays européens, dont la France depuis le 1^{er} décembre dernier, a relancé les flux touristiques. Un rebond timide redonnant un vernis cosmopolite à une métropole qui a enregistré un effondrement spectaculaire du nombre d'expatriés ces dernières années, accéléré par un confinement sans merci au printemps 2022. La communauté française a fondu des deux tiers depuis 2014, pic de l'attraction de Shanghai, au lendemain de l'Expo universelle : elle était alors estimée à plus de 20 000, contre 6 150 inscrits au consulat aujourd'hui. « Le confinement a été un traumatisme. Shanghai a perdu de son allure. Les familles ne veulent plus venir. On manque de talents internationaux, d'étudiants étrangers », explique Carlo d'Andrea, vice-président de la Chambre de commerce de l'UE (EUCCC).

Au printemps 2022, les autorités enferment de façon draconienne la population de la prospère agglomération, lui imposant un rationnement alimentaire, des tests Covid quasi quotidiens, interdisant même de franchir le seuil de l'appartement pour acheter des victuailles. La faim tenaille les plus isolés, les tentatives de suicide se succèdent dans la mégapole fantôme. Des parents sont séparés de leurs enfants testés positifs, déclenchant un exode des expatriés. Un quart des



Shanghai tente de retrouver son attraction planétaire malgré le ralentissement chinois, le dirigisme de Pékin et les tensions géopolitiques.

Reprise en main pendant le Covid, Shanghai à la recherche de son rayonnement passé

Français et des Allemands quittent la ville dans la foulée de la crise sanitaire, selon l'EUCCC. La plupart ne sont jamais revenus. « On ne voit pas de retour des expats en nombre », note un diplomate en Chine.

Sous les platanes de l'ancienne concession française, la métamorphose est spectaculaire. Les visages occidentaux sont rares aujourd'hui dans ce quartier longtemps prisé des expatriés, et les cafés tendance débordent d'une clientèle locale jeune et branchée sirotant des « meishi » (café américain) à la place. Le décor du Lotus Bleu s'est mué en « Marais » chinois à l'heure de la gentrification avec quelques décibels en moins. Sur la chaussée, les voitures électriques, essentiellement de marques chinoises, glissent en silence, témoignant de la montée en gamme industrielle de « l'usine du monde ». Même les scooters ou cyclistes respectent désormais les feux de signalisation aux carrefours quadrillés par la police omniprésente. L'ordre règne à Shanghai, longtemps canaille.

Sous les grands arbres d'Anfu Lu, les bars à vin ont fait place à des boutiques de mode investissant les vieilles villas coloniales à colombages datant de la splendeur des années 1930. Les restaurants à la mode ont été repris par des patrons locaux, occupant le vide laissé par les « laowai » (étrangers) qui ont fait leurs valises. Les décors sont les mêmes, mais la clientèle s'est localisée. « Je sers le même menu, mais désormais dans la salle j'ai essentiellement des Chinois », résume Nicolas, le patron d'un restaurant français réputé sur l'avenue Huahai.

Shanghai se sinise et s'ordonne, fermant la parenthèse des années folles du début du siècle, quand elle était l'eldorado d'étrangers fêtards, voire braillards, forts de leurs dollars. Une reconquête de l'espace urbain à l'œuvre depuis une décennie, au diadème de l'émergence du géant asiatique, s'accompagne d'un raffinement de la bourgeoisie locale, la plus prospère de Chine. « Shanghai n'a jamais été aussi sophistiquée. Les nouvelles gé-

nération ont voyagé et sont fières de leur identité chinoise. Elles disent : j'aime la Chine ! », se réjouit Jing Yang, fondateur de l'agence de design Bonjour Brand, revenu s'installer au pays après des années en France.

Pourtant, en grattant la surface, les Shanghaiens racontent le traumatisme enfoui, mais jamais cicatrisé, d'une séquence vécue comme une nouvelle mise au pas politique par Pékin. Au point de rappeler celle de 1949, lorsque les troupes de Mao avaient franchi le Yang Tsé pour « libérer » la ville des nationalistes de Tchang Kai-chek en déroute. « Le confinement a été un tournant. Pékin a estimé que Shanghai devait de la ligne », analyse Dan Wang, économiste à la banque Hang Seng. La municipalité, qui s'enorgueillissait de sa gestion efficace du Covid, s'est vue brutalement rétrogradée au rang de cité provinciale par les oukases du secrétaire général du Parti local, Li Qiang, parachuté par le dirigeant suprême. « Les Shanghaiens sont tombés de haut ! Ils se rêvaient en nouveau New York mais ont été traités à la même enseigne que Wuhan. Il n'y a pas eu de catharsis depuis », juge un diplomate sur place. Une nouvelle fois, la « putain de l'Occident », comme le Grand Timonier avait désigné cette cité gangrenée par le « capitalisme » et l'Occident colonial, doit rentrer dans le rang.

Aujourd'hui encore, la mégapole à l'arrogante prospérité reste sulfureuse aux yeux d'un président Xi nostalgique d'un communisme frugal et chantre d'une renaissance nationaliste décomplexée. Derrière les escouades sanitaires, pointe le rouge vil du dirigeant le plus centralisateur depuis Mao. Dans la « nouvelle ère » proclamée par Xi, aucune tête ni métropole ne doit dépasser, et chacune doit œuvrer diligemment à la « grande renaissance de la nation chinoise », en marchant droit. « Shanghai a toujours été une ville suspecte aux yeux du Parti du fait de son ouverture internationale. La crise sanitaire a surplumé au Stabito que l'idéologie prime, et qu'il n'y a plus qu'un seul

dirigeant. Les Shanghaiens ont découvert leur vulnérabilité et qu'ils étaient le jouet de forces supérieures », soutient ce diplomate.

Derrière leurs portes closes, ses habitants mercantiles parlent à nouveau de politique, après avoir trop longtemps ignoré, tout à leurs affaires, le virage idéologique à l'œuvre à Pékin depuis une décennie. Une poignée a même osé descendre dans la rue Wulumuqi pour manifester contre l'autoritarisme de Pékin en novembre 2022, à la pointe d'un mouvement de protestation sans précédent depuis des décennies, mais rapidement réprimé.

« La qualité de vie est bien meilleure qu'il y a dix ans, mais la grande différence aujourd'hui est que les Shanghaiens sont devenus pessimistes »

Frank Tsai

Fondateur de China Crossroads

La nomination de l'obéissant Li comme premier ministre en 2023, honni des habitants, marque une ultime humiliation, enterrant pour de bon l'âge d'or de la cité, lorsque ses dirigeants jouaient les premiers rôles au sommet de l'appareil communiste, à l'image de l'ancien maire Jiang Zemin, figure de proue de la « clique de Shanghai » devenu président de la République populaire de 1993 à 2003.

La mise au pas centralisatrice du pays, sous la bannière de l'auto-suffisance, et de la « lutte » contre « l'encerclement américain » instille une insidieuse crise d'identité dans la métropole la plus cosmopolite de Chine. Certes, la municipalité se dément pour rattraper par la manche des multinationales échaudées par les tensions avec les États-Unis. Les investissements étrangers en Chine sont au plus bas depuis trente ans, enregistrant une chute de 80 % en 2023. Shanghai multiplie les offensives de charme pour attirer des grands noms

et maintenir sa touche internationale, à l'image du nouveau spectacle du Puy du Fou lancé en mai. Mais elle se heurte aux limites édictées par Pékin et au scepticisme grandissant des entreprises, dans un contexte géopolitique plombé par le spectre d'une escalade à Taiwan. « Shanghai ambitionne toujours d'être un centre financier international, mais elle peine à trouver sa place dans le puzzle de la Chine d'aujourd'hui », estime Steven Basart, manager général de l'EUCCC sur place. Et ses rêves d'éclipser Wall Street s'évaporent, à la faveur du recentrage de l'économie chinoise.

Au quotidien, la machine urbaine tentaculaire et bien huilée devient plus agréable à vivre pour ceux qui ont les moyens de s'y loger. De nouveaux musées et galeries, dont une antenne du Centre Pompidou, s'égrenent le long du West Bund, promenade aérée prise par les joggeurs et les cyclistes. La montée en gamme de la ville se poursuit, malgré la crise immobilière. Pourtant, la capitale qui rêvait de détrôner Manhattan est gagnée par le blues.

« La qualité de vie est bien meilleure qu'il y a dix ans, mais la grande différence aujourd'hui est que les Shanghaiens sont devenus pessimistes », relève Frank Tsai, fondateur de China Crossroads, organisateur de conférences. Ils regardent avec nostalgie dans le rétroviseur, comme en témoigne le succès récent de la série *Blossoms Shanghai* de Wong Kar-wai, racontant l'ascension d'un millionnaire parti de rien dans les années 1990, à l'heure où la ville incarnait l'ouverture au monde d'une Chine en plein décollage. Après Hongkong, le réalisateur du mythique *In the Mood for Love* ravive une nouvelle fois la grande époque d'une cité où tout semblait possible, et qui aujourd'hui rentre à son tour dans le rang face à Pékin l'impériale. « En surface, tout semble parfait. Mais l'esprit de Shanghai s'est envolé », confie d'Andrea, du haut de son bureau dominant les gratte-ciel scintillants de Xintiandi. ■

NOUVEAU GALA

PLUS D'IMAGES, PLUS D'HISTOIRES



S'OFFRIR DE GRANDS DESTINS

Gala

3,40 € • TOUS LES JEUDIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Sandy Plas

Confrontés aux effets du réchauffement climatique, ils se tournent aujourd'hui vers le fleuve pour sécuriser leur production et « envisager un avenir ». Un projet de raccordement à plus de 500 millions d'euros est à l'étude, entre la Drôme et le Vaucluse, pour irriguer plusieurs milliers d'hectares de terres.

D'un geste sûr, de ceux qu'il a répétés des centaines de fois, Damien Oliveira saisit un sarment de vigne et fait courir sa main jusqu'à son extrémité. « C'est magnifique, la tige se tient bien droite. C'est qu'il y a eu assez d'eau au printemps », se réjouit le jeune viticulteur, qui cultive une trentaine d'hectares de vigne en bio, sur la commune de Bouchet, une petite commune située en pleine Drôme provençale, à 45 km au sud de Montélimar. Aux alentours, le vignoble court à perte de vue, dominé au loin par la silhouette du mont Ventoux. Un paysage verdoyant, mais dont le sol caillouteux peine à retenir l'eau. « On n'est jamais vraiment seins, car si les températures grimpent et qu'il y a un peu de mistral, tout peut basculer en quelques semaines. »

Troisième génération d'agriculteurs, Damien Oliveira s'est installé à Bouchet en 2012. « Je suis né ici, j'ai toujours baigné dans la vigne. Mais j'aime aussi travailler un peu différemment des anciens », explique ce gaillard de 38 ans qui parle sans détour, avec une pointe d'accent du Midi. Environ un tiers de ses vignes est aujourd'hui irrigué, une pratique longtemps taboue dans la profession et possible uniquement sous certaines conditions au sein de l'AOC Côtes du Rhône, mais qu'il balaie d'un revers de main : « Sans eau, on ne récolterait rien. L'arrose sans excès, pour éviter que la vigne ne souffre trop. »

Certains étés, quand la sécheresse s'installe, la température peut atteindre 49 °C au pied des vignes, alors que le débit des cours d'eau qui lui servent à irriguer est au plus bas, occasionnant des restrictions de prélèvements. « Les périodes de chaud ont toujours existé ici, mais, depuis quelques années, les températures montent de plus en plus haut », observe-t-il. Alors, quand il a entendu parler il y a quelques années d'un projet de canalisation permettant de faire venir l'eau du Rhône pour irriguer cette région du sud de la Drôme, Damien Oliveira a tout de suite vu dans cette idée une façon de « sécuriser » son exploitation sur le long terme. « On sent que la pression augmente sur l'irrigation, mais, si on veut continuer à avoir de la vigne ici, il va falloir trouver de l'eau. »

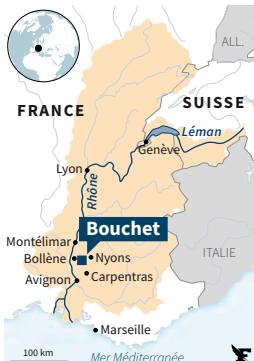
Dans la vallée du Rhône, l'irrigation des terres agricoles s'est développée depuis des temps lointains à partir des cours d'eau et des rivières, dont les eaux sont captées par un vaste réseau de canaux. À partir des années 1950, certains projets d'irrigation par les eaux du Rhône commencent à se développer en lien avec l'aménagement du fleuve par la Compagnie nationale du Rhône (CNR). Mais, avec le changement climatique qui fragilise certaines rivières et la nécessité de limiter les prélèvements dans ces milieux vulnérables, de nouvelles initiatives émergent aujourd'hui pour se raccorder au Rhône.

C'est le cas notamment de HPR (Hautes de Provence rhodanienne), un projet pharaonique qui vise à sécuriser l'approvisionnement en eau de 20 000 à 40 000 hectares de terres agricoles, situées entre la Drôme et le Vaucluse. Le tout sur un périmètre comptant 81 communes, de Bollène, située le long de la vallée du Rhône, à Nyons, à une trentaine de kilomètres du fleuve. L'approvisionnement en eau serait assuré par un réseau de 130 km de canalisations, auxquels pourraient s'ajouter plusieurs cen-



« Sans eau, on ne récolterait rien », souligne Damien Oliveira, le viticulteur bio à Bouchet, dans la Drôme. SANDY PLAS

Ces agriculteurs qui misent sur l'eau du Rhône pour sauver leurs récoltes



Les cultures méditerranéennes traditionnellement implantées sur le territoire, comme l'olivier ou le lavandin, souffrent désormais elles aussi du manque d'eau.



taines de kilomètres de canalisations secondaires, avec une mise en service envisagée en 2032. Montant de l'opération : entre 450 et 750 millions d'euros, selon les scénarios actuellement à l'étude, avec un taux de subventions publiques qui pourrait aller jusqu'à 80 %, le reste étant à la charge des agriculteurs qui intégreront le dispositif.

« C'est actuellement l'un des plus gros projets de ce type en France en termes de superficie et le plus gros à l'échelle du territoire », précise Sophie Lasausse, directrice du Syndicat d'irrigation drômois, qui pilote aujourd'hui le projet avec le Canal de Carpentras, un établissement public en charge des ouvrages d'irrigation pour une quarantaine de communes situées dans le Vaucluse.

Les prémices de HPR voient le jour au début des années 2000, mais le projet commence à se concrétiser réellement à partir de 2015, avec le lancement d'études préalables sous l'égide de la chambre d'agriculture de la Drôme. L'objectif est d'utiliser l'eau du Rhône comme ressource de substitution, pour préserver les cours d'eau du Lez, de l'Eygues et de l'Ouvèze, ainsi que la nappe du Miocène.

Quatre ressources qui sont depuis une vingtaine d'années en déséquilibre, les prélèvements étant supérieurs à la capacité des cours d'eau.

« Avec le réchauffement climatique, il est devenu évident que les débits d'étiage (niveaux les plus bas atteints par les cours d'eau, NDLR) sont devenus plus précoces, plus sévères et plus longs », explique Bertrand Saugues, chef de projet de HPR. À cela s'ajoutent des besoins d'eau qui augmentent pour l'agriculture et, en face, les services de l'État qui ont annoncé une diminution des autorisations de prélèvements sur ces cours d'eau d'ici 2027. « Un « effet ciseau » qui a conduit les acteurs du territoire à se tourner vers le Rhône, une ressource jugée moins fragile. « Si on ne peut plus prélever dans les rivières et dans les nappes, il sera impossible de produire quoi que ce soit à l'avenir dans ce secteur. Nous devons trouver une ressource de substitution. Ce qui est en jeu, c'est le maintien de notre agriculture et, derrière, de notre économie », appuie Jean-Pierre Royannez, président de la chambre d'agriculture de la Drôme.

Si l'objectif de HPR est d'utiliser l'eau du Rhône comme une ressource de substitution, le projet prévoit également l'extension de la superficie des terres irriguées, d'environ 8 000 hectares. Dans une région habituée aux périodes de sécheresses, les cultures méditerranéennes traditionnellement implantées sur le territoire, comme l'olivier ou le lavandin, souffrent désormais elles aussi du manque d'eau. Et cette augmentation des surfaces irriguées n'est pas du goût des défenseurs de l'environnement : « Ce projet ne va pas dans le sens de la sobriété, alors que les débits du Rhône sont également condamnés à diminuer », regrette-t-on au sein de la Frapna Drôme Nature Environnement.

Selon une étude de l'Agence Rhône Méditerranée Corse parue en 2023, le débit du Rhône a déjà connu une baisse de 13 % dans la partie sud du fleuve depuis les années 1960 et pourrait encore diminuer de 20 % dans ce secteur d'ici 2050. Selon l'agence, les prélèvements réalisés dans le fleuve pour les différents usages - irrigation, production d'énergie, eau potable... - atteignent 15 % de son débit à l'aval pendant l'été. Un chiffre qui pourrait encore augmenter dans les prochaines années, mais qui n'est pas de nature « à créer un déséquilibre », assure Thomas Pelte, chef du service ressources en eau et milieu aquatique, pour qui la concertation doit précéder sur le projet : « Même si une solution apparaît faisable techniquement, il faut se questionner sur sa pertinence et son opportunité. Dans un contexte où la ressource se raréfie et alors qu'il va mobiliser des crédits publics, c'est un projet qui doit être

débatu au sein du territoire. On ne peut pas fonctionner dans l'esprit du « premier arrivé, premier servi » ».

Un peu plus au sud, un autre projet d'ampleur de raccordement au Rhône a également vu le jour ces dernières années avec Aqua Domitia, qui irrigue avec l'eau du fleuve les terres agricoles du Gard, de l'Hérault et de l'Aude et dont une extension jusqu'au Pyrénées-Orientales est aujourd'hui envisagée pour faire face aux sécheresses à répétition que traverse le département. Le réseau Aqua Domitia sécurise également l'approvisionnement en eau potable d'une centaine de communes du bassin montpelliérain. Un multiusage qui n'est pour l'heure pas envisagé dans le cadre de HPR, sur le territoire duquel « n'ont pas été identifiés des besoins en eau potable », expliquent les porteurs du projet.

« Si on ne peut plus prélever dans les rivières et dans les nappes, il sera impossible de produire quoi que ce soit à l'avenir dans ce secteur. Nous devons trouver une ressource de substitution. Ce qui est en jeu, c'est le maintien de notre agriculture et, derrière, de notre économie »

Jean-Pierre Royannez Président de la chambre d'agriculture de la Drôme

Reste désormais à boucler un budget qui pourrait dépasser le demi-milliard d'euros et dont la complexité repose en partie sur la participation des agriculteurs qui paieront demain l'eau qui viendra du Rhône plus cher que celle qu'ils utilisent aujourd'hui. En cause : la pressurisation nécessaire pour envoyer l'eau sur plusieurs dizaines de kilomètres. Très énergivore, elle représente un coût non négligeable, qui fluctue en fonction du cours de l'électricité.

À Bouchet, Damien Oliveira a déjà fait les comptes. Avec ces nouvelles canalisations, l'eau qu'il consomme pour irriguer ses terres devrait lui coûter 320 euros le mètre cube, contre une centaine d'euros aujourd'hui, en plus de l'investissement de départ, qui se chifferrait à plusieurs milliers d'euros. « Mais j'irai les yeux fermés », assure le viticulteur. Lui qui subit de plein fouet la crise viticole et la dégringolade des prix voit aussi dans le projet une porte de sortie pour se reconverter - « peut-être un jour » - vers d'autres cultures. « Il faut penser à demain et à ce qu'on transmettra à nos enfants. Si on a de l'eau, on pourra envisager un avenir. » ■

Carlo Maria Vigano, le prélat conservateur qui défie François

Jean-Marie Guénois

Le pape a lancé un nouveau procès contre cet ancien haut collaborateur du Vatican. Il risque d'être excommunié pour ses critiques acerbes contre le pontificat.

Le Vatican semble renouer avec l'ère des grands procès. Après le cardinal Becciu, condamné en décembre 2023 pour des affaires financières par un tribunal du Vatican - il a interjeté appel de la décision -, c'est au tour de M^{re} Carlo Maria Vigano, forte personnalité bien connue du Saint-Siège, mais en rupture, d'être visé par un procès, lancé par le dicastère pour la Doctrine de la foi.

Ce ministère du Vatican, appelé autrefois Saint-Office, où siégeait le tribunal de l'Inquisition, aboli en 1908, reproche des propos irrévérencieux du prélat contre le pape François. Il l'accuse de nier la légitimité du pape François, d'avoir rompu la communion avec lui, de rejeter le concile Vatican II. Ce qui reviendrait à fonder un « schisme ». Il est donc menacé d'excommunication.

M^{re} Vigano a été convoqué par un simple mail, le 20 juin dernier, au Palais de la Doctrine de la foi, Piazza del Sant'Uffizio, qui jouxte les colonnades de la place Saint-Pierre. Il était prié de se présenter en personne, muni de sa pièce d'identité et de son éventuel avocat pour répondre du chef d'accusation lancé contre lui par le cardinal Victor Manuel Fernandez, en charge de ce dicastère. Compte tenu du sujet hautement sensible, ce cardinal n'a pas pu agir sans l'aval du pape, affirment plusieurs sources romaines.

Une convocation à laquelle le prélat a refusé d'obéir : « Je n'ai pas l'intention de me soumettre à un simulacre de procès », s'est-il justifié dans une note publiée, le 21 juin, par le site américain Life Site News. Non seulement il refuse l'instance qui le convoque, « un dicastère dont je ne reconnais pas l'autorité », explique-t-il, mais il affirme que, s'il était déclaré « schismatique par cette Église », « ce serait pour moi un motif d'honneur et de fierté ». Il précise en outre n'avoir remis « aucun document » pour sa « défense ».

L'évêque ne se fait d'ailleurs aucune illusion sur l'issue du procès, dont il affirme que « la condamnation est également prête, compte tenu de la procédure extrajudiciaire » qui a été retenue. Cette formule juridique accélérée fait en effet l'économie d'une « enquête approfondie », note-t-il, en considérant que la manifestation des « preuves » est « superflue » tant elles seraient évidentes. Ce qui permet surtout, conclut-il, une « condamnation rapide ».

Dans cette note du 21 juin, le prélat attaque également les Jésuites et la revue américaine de cet ordre prestigieux, America Magazine, en l'accusant d'« étroite contiguïté avec l'appareil du Vatican » puisqu'elle a publié, le jour de la convocation, les détails juridiques de ce procès. « C'est une stratégie très précise, visant à liquider mon procès par une condamnation déjà décidée par Bergoglio et son zélé collaborateur Tucho Fernandez », a-t-il commenté.

De fait, America Magazine, ordinairement très bien informé, a indiqué que l'issue probable du procès était liée au canon 1364 du code de droit canonique. « L'apostasie de la foi, l'hérésie ou le schisme encourrent une excommunication latae sententiae ». C'est-à-dire sur-le-champ.

Une telle condamnation serait toutefois sans précédent pour ce motif : des critiques acerbes contre le pape formulées par un évêque. La consultation des archives de la Congrégation pour la doctrine de la foi démontre deux cas similaires : un évêque vietnamien en 1976 et M^{re} Lefebvre en 1983, excommuniés parce qu'ils avaient ordonné des évêques sans l'aval de Rome. Un autre cas relativement comparable serait l'abbé Georges de Nantes, frappé d'interdit en 1997, ce qui est une forme atténuée d'excommunication.

Le jour de sa convocation, le 20 juin, M^{re} Vigano avait détaillé dans une note les griefs qu'il reproche à l'Église actuelle.

Soit la synthèse de ses incessantes prises de position depuis six ans et la cause de ses ennemis : « L'Église catholique a été occupée lentement mais sûrement, et Bergoglio a été chargé de la transformer en une agence philanthropique, l'Église de l'humanité, de l'inclusion, de l'environnement », au service du Nouvel Ordre mondial. Mais ce n'est pas l'Église catholique, c'est sa contrefaçon. »

S'estimant « être en pleine communion avec l'Église catholique apostolique romaine, avec la magistère des pontifes romains et avec la tradition doctrinale, morale et liturgique ininterrompue qu'ils ont fidèlement conservée », l'évêque lançait : « Je répudie les erreurs néomodernistes inhérentes au concile Vatican II et au soi-disant "magistère post-conciliaire", en particulier en matière de collégialité, d'œcuménisme, de liberté religieuse, de laïcité de l'État et de liturgie. »

Dans cette note, il attaquait une nouvelle fois violemment le pape François : « Je répudie, rejette et condamne les scandales, les erreurs et les hérésies de Jorge Mario Bergoglio, qui manifeste une gestion absolument tyrannique du pouvoir, exercée à l'encontre de la finalité qui légitime l'autorité dans l'Église : une autorité vicariale de celle du Christ et qui, en tant que telle, ne doit obéir qu'à Lui. Cette séparation de la papauté de son principe légitimant qu'est le Christ pontife transforme le ministerium en une tyrannie autocratique. »

« M^{re} Vigano a assumé certaines attitudes auxquelles il doit répondre. Il est normal que la Doctrine de la foi ait pris en main la situation et qu'elle mène les enquêtes nécessaires pour approfondir cette situation. Ce dicastère lui a également donné la possibilité de se défendre »

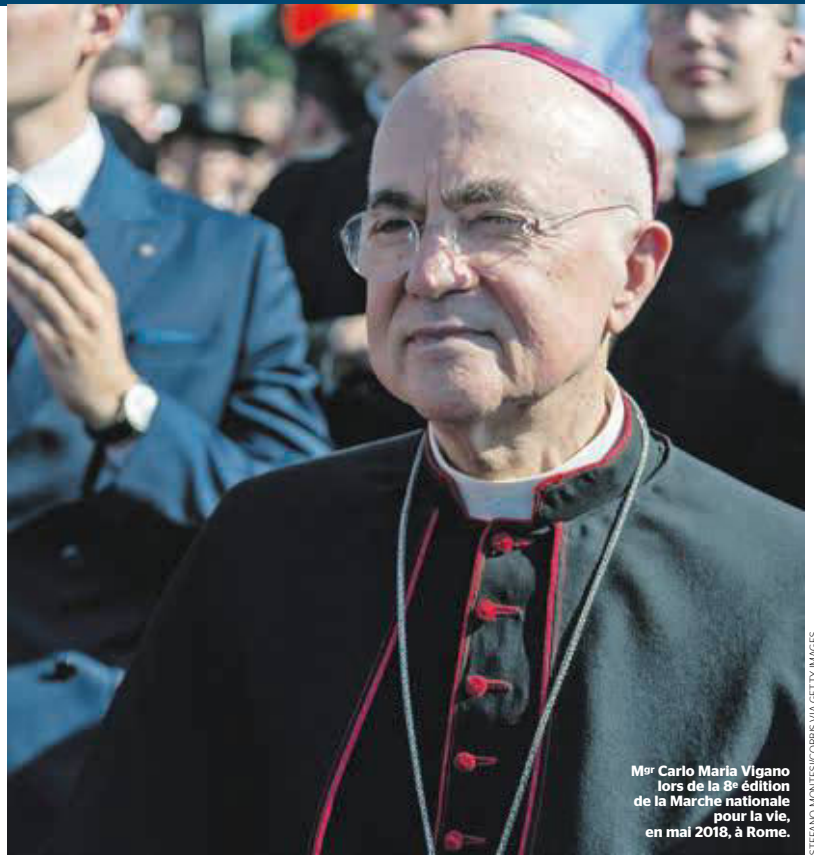
M^{re} Pietro Parolin

Le jour de cette convocation manquée, le 20 juin, le numéro deux du Saint-Siège, le cardinal Pietro Parolin, avait tenté de calmer le jeu. Lors d'un aparté avec des journalistes, il avait confié : « M^{re} Vigano a assumé certaines attitudes auxquelles il doit répondre. Il est normal que la Doctrine de la foi ait pris en main la situation et qu'elle mène les enquêtes nécessaires pour approfondir cette situation. Ce dicastère lui a également donné la possibilité de se défendre. »

Ce cardinal, qui a très bien connu M^{re} Vigano, a ajouté à titre personnel : « Cela me désole beaucoup. Je l'ai toujours apprécié comme un grand travailleur, très fidèle au Saint-Siège et, dans un certain sens, comme un exemple. Aussi, lorsqu'il était nonce apostolique, il a très bien travaillé. Je ne sais pas ce qui s'est passé... »

M^{re} Carlo Maria Vigano, 83 ans, est effectivement une personnalité connue du Saint-Siège et de l'Église catholique. Il appartient au corps des nonces, c'est-à-dire des diplomates formés à l'Académie ecclésiastique, réputée être l'ENA de l'Église. Il a été nommé à 48 ans, observateur permanent du Saint-Siège au Conseil de l'Europe, puis nonce apostolique du Nigeria, pour être ensuite appelé à la secrétairerie d'État, l'équivalent de Matignon pour l'Église, où il a œuvré pendant dix ans, remarqué par son efficacité et son intégrité.

Un parcours qui a conduit Benoît XVI à le nommer, en 2009, au poste clé de secrétaire général du gouvernement de la Cité du Vatican, le poste opérationnel de l'institution, mais où il a fini par dénoncer, l'année suivante, des abus de pouvoir et de la corruption financière. Ce qui lui a valu d'être nommé au poste diplomatique le plus important du Vatican, la nonciatu-



M^{re} Carlo Maria Vigano lors de la 8^e édition de la Marche nationale pour la vie, en mai 2018, à Rome.

STEFANO MONTESKORIS VIA GETTY IMAGES

re de Washington. C'était une façon de le récompenser, mais aussi, pour le secrétaire d'État de l'époque, le cardinal Bertone, d'éloigner ce prélat, originaire du nord de l'Italie, trop zélé et inflexible contre les compromissions vaticanes.

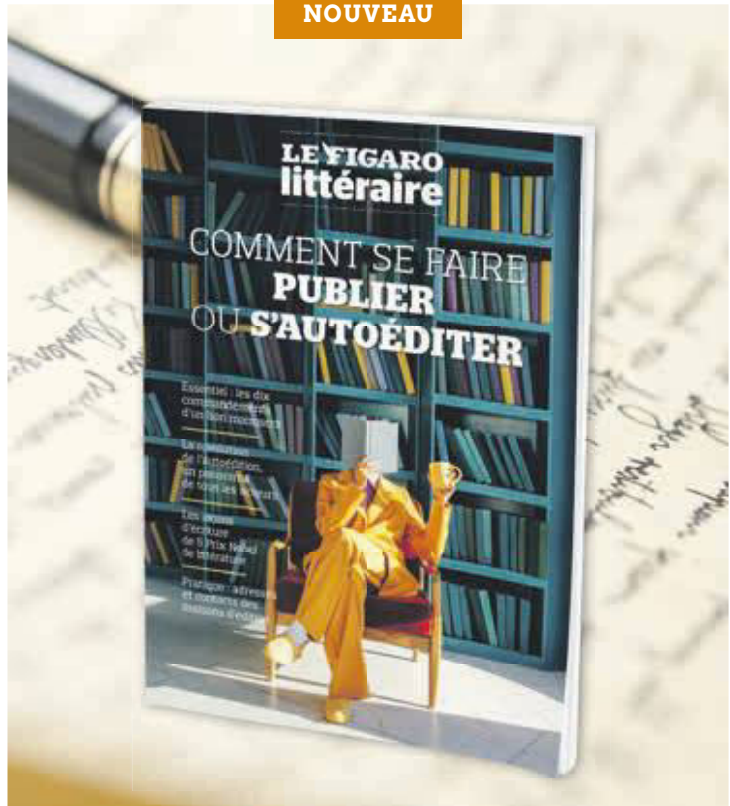
Mais le nonce a appliqué la même méthode à Washington : en 2018, une fois retraité, il a publié une note ouverte, cinglante, où il a notamment dénoncé la compromission du Vatican avec le cardinal

américain Theodore McCarrick, alors en pleine gloire, accusé d'abus sexuels sur mineurs et sur séminaristes adultes, renvoyé de l'état clérical en 2019.

Si cette mise au pas ne surprend personne à Rome dans l'ambiance de fin de pontificat, beaucoup se demandent pourquoi le pape agit seulement maintenant alors que les estocades de Vigano étaient monnaie courante depuis six ans. Deux réponses circulent en curie. « Le

caractère de plus en plus explosif de François », qui serait couramment « sujet à de fortes colères », constatées par ses collaborateurs. La plus plausible étant « la proximité des élections américaines » et le « soutien de M^{re} Vigano, qui a une forte influence sur l'Église des États-Unis, à la prochaine candidature républicaine ». Son excommunication, estime-t-on, « affaiblirait » le prélat frondeur outre-Atlantique, où il compte de solides soutiens. ■

NOUVEAU



9€
90

HORS SERIE EXCEPTIONNEL EN VENTE ACTUELLEMENT
Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

David Lappartient : « Donner l'exemple concret que, par le sport, on peut unir un pays »

Propos recueillis par Jean-Julien Ezvan

À un mois de la cérémonie d'ouverture de Paris 2024, le président du Comité national olympique et sportif français fait le point.

Élu le 29 juin 2023 à la présidence du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), David Lappartient arrivait après des mois de crise interne. Depuis, l'instance a retrouvé sérénité et ambition. Et voit loin. Bilan, enjeux et perspectives avec le dirigeant breton qui, à 51 ans, est également président du Conseil départemental du Morbihan et président de l'Union cycliste internationale. Le nouvel homme fort du sport français.

LE FIGARO. - Quelles conséquences auront les élections législatives sur Paris 2024 ?

David LAPPARTIENT. - Les Jeux olympiques de Paris 2024 font l'objet d'un consensus très large dans le pays et la démonstration nous en est donnée avec le relais de la flamme. Par ailleurs, l'organisation est ficelée, les décisions sont prises, les services de sécurité sont sous l'autorité de Laurent Nuñez, le préfet de police de Paris, et les équipes de Paris 2024 ont fait un excellent travail. Je pense donc que les élections législatives n'auront pas d'incidences directes sur l'organisation des Jeux. Ce contexte nous donne justement l'occasion de démontrer une unité nationale et de retrouver un sens commun, comme nous l'avions eu le 12 juillet 1998, lors de la finale de la Coupe du monde de football gagnée par la France à domicile. Nous pouvons donner l'exemple concret que, par le sport, on peut unir un pays et faire nation. Je veux néanmoins rappeler l'importance de la neutralité du mouvement olympique et sportif. Chacun et chacun est libre d'exprimer son point de vue, de porter un engagement comme il ou elle le souhaite, mais il est fondamental que le mouvement sportif, le CNOSF et les fédérations puissent assurer cette neutralité à laquelle nous sommes astreints. Elle est conforme à la Charte olympique et garante de notre unité.

Quelles répercussions peuvent avoir les élections législatives sur la candidature des Alpes françaises pour les Jeux d'hiver 2030 ?

Le dossier des Alpes françaises a été déposé auprès du CIO qui en a souligné la qualité. La commission exécutive a recommandé à la session du 24 juillet prochain, l'attribution à la France des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030. Reste une pièce manquante : la garantie formelle signée par le premier ministre. À ce jour, un accord de financement a été formalisé entre les régions et l'État, et, de son côté, l'État m'a autorisé à me prévaloir d'un accord de principe auprès du CIO. C'est sur cette base que la recommandation d'attribution a été faite. Il est évident qu'il sera nécessaire de confirmer cet accord par une garantie en bonne et due forme, mais j'ai compris que celles et ceux qui se présentent aux élections législatives, à une très large majorité, soutiennent le projet des Alpes françaises 2030. Nous sommes donc convaincus que la garantie pourra être délivrée quels que soient les scénarios qui se posent le 7 juillet au soir.

Dans la dernière ligne droite des Jeux de Paris 2024, la sécurité et le budget restent-ils les dossiers principaux ?

Oui. La sécurité, on voit le contexte sécuritaire international extrêmement compliqué avec notamment la guerre en Ukraine, ce qui se passe à Gaza, les tentatives de déstabilisation et de manipulation d'un certain nombre de pays pour fomenter un certain nombre de choses. Alors oui, il y a de la vigilance. Comme sur le budget, parce qu'il y a toujours des imprévus et qu'on est avec Paris 2024 sur un budget serré qu'il faut tenir. Il a été calculé pour avoir juste assez d'essence pour franchir la ligne d'arrivée, c'est comme les Grands Prix de Formule 1 dans le temps, quand Alain Prost poussait sa voiture pour finir un Grand Prix (Hockenheim 1986), on est un peu dans ce calcul. Chaque centime compte. Comme chaque journée et chaque seconde. Tout compte. On est là-dessus. Il faut veiller à tout. L'athlète s'entraîne. Nous notre rôle,



« Si l'objectif qu'on s'est fixé - être dans les cinq premières nations au tableau des médailles - est atteint, alors on sera encore plus un très grand pays de sport », confie David Lappartient, le président du CNOSF. STEFANO RELLANDINI/AFP

Paris 2024 d'un côté, le CNOSF de l'autre, est de faire en sorte que l'organisation soit prête, que tous les éléments soient prêts pour l'équipe de France olympique qui va concourir, sous l'autorité du CNOSF.

Le top 5 du tableau des médailles des JO demeure l'ambition affichée ?

Oui. On peut se tromper parfois mais au regard des athlètes que nous avons, de leurs qualités, de leurs capacités, je reste assez confiant sur la capacité à l'atteindre. Et il y a deux, trois éléments à prendre en compte. Le premier, nous sommes à la maison. Il y aura une ambiance franchouillarde avec des metteurs d'ambiance. On organise cela. Il y aura

« La France va se prendre aux Jeux. Les Jeux ont quelque chose d'unique : l'émotion (...) Dans une période où le pays est fracturé, c'est un motif d'engouement national. Dans les villes, les banlieues, le monde rural, il y aura cette même envie de fraternité »

des cocoricos. Cela va aider nos athlètes. Deuxième élément, si on commence bien, je crois à la dynamique de groupe, les médailles appellent les médailles. Et troisième élément, nous n'avons jamais eu autant de moyens. Nos athlètes ont pu se préparer dans les meilleures conditions. Nous sommes confiants. Mais on reste lucides. Dans le sport de haut niveau, on peut parfois passer à travers mais je crois qu'on sera au rendez-vous.

La France va-t-elle se prendre aux Jeux ?

J'en suis convaincu. La France va se prendre aux Jeux. Les Jeux ont quelque chose d'unique : l'émotion. Quand l'équipe de France gagne, que vous soyez ou pas footballeur, tout le monde regarde la finale de la Coupe du monde le 12 juillet 1998. On sait tous où on était ce jour-là. Il y a des rendez-vous marquants. C'est pareil pour les Jeux de Paris 2024, c'est la fierté d'être

français, la fierté de voir notre pays au plus haut niveau mondial, la fierté de voir nos athlètes qui vont porter haut nos couleurs et qui, j'en suis convaincu, ramèneront beaucoup de médailles. Dans une période où le pays est fracturé, c'est un motif d'engouement national. Dans les villes, les banlieues, le monde rural, il y aura cette même envie de fraternité. C'est peut-être ce qui manque à notre pays. Cette parenthèse est peut-être le début d'une nouvelle construction.

Fort de cet élan, la France va-t-elle redevenir un grand pays de sport ?

La France est un grand pays de sport. Si l'objectif qu'on s'est fixé - être dans les cinq premières nations au tableau des médailles - est atteint, alors on sera encore plus un très grand pays de sport. On sera dans les trois premières délégations au nombre d'athlètes (entre 550 et 600), on part pour gagner dans beaucoup de disciplines (une vingtaine de médailles d'or est espérée), on a eu des moyens comme jamais on n'a eu. On a aussi un enracinement profond, celui de nos clubs. Tous nos champions et championnes se souviennent de leur premier club. Que ce soit un footballeur, un athlète de pentathlon moderne ou de cyclisme. Nous sommes d'abord dans le développement de la pratique et après on essaie d'atteindre le haut niveau. Donc, oui, nous sommes un grand pays de sport.

Il y a un an, vous étiez élu à la présidence du CNOSF, une instance chahutée dans laquelle régnait une ambiance délétère, comment avez-vous ramené le calme, la cohésion et l'ambition ?

Plusieurs éléments ont joué. D'abord afficher une vraie volonté d'écoute, de travailler avec l'ensemble des acteurs, leur dire regardez ce qui nous attend, qui est fabuleux, on n'a jamais eu de choses aussi positives dans le sport français, on ne peut pas donner l'image de cette désunion. Immédiatement, j'ai vu ceux que l'on pouvait qualifier de contestataires pour les écouter. J'ai rencontré, j'ai dialogué, on a aussi parfois pu quelques canons, ce qui permet aussi de discuter et de mieux se connaître, et voilà on a aujourd'hui le retour d'une bonne am-

blance au sein du conseil d'administration, ce qui est très agréable.

Sur la route de Paris 2024, le sport français a très vite accueilli le projet des Jeux d'hiver 2030, c'était l'occasion à ne pas rater pour faire le lien, le grand écart, prolonger l'effet olympique ?

On avait une opportunité, même s'il y avait des candidats solides : Suède, Suisse et États-Unis. Mais on avait une opportunité. Très rapidement, j'ai rencontré les présidents de fédérations olympiques d'hiver, j'ai vu leur engagement et je me disais : « C'est l'occasion de faire en sorte qu'en six ans on ait l'ensemble des Jeux olympiques sur notre territoire national. » C'était l'occasion de durablement structurer le mouvement olympique, le CNOSF, nos fédérations et d'offrir aux athlètes d'hiver qui vont voir ces Jeux d'être en France, l'occasion d'y être aussi. Et cela a aussi été la capacité à avancer de manière éclair avec Marie-Amélie Le Fur (présidente du comité paralympique), les deux présidents de région : Laurent Wauquiez (Auvergne-Rhône-Alpes) et Renaud Muselier (Provence-Alpes-Côte d'Azur) et le président de la République. Tout le monde a su jouer collectif, rapidement. Et nous y sommes arrivés, c'est extraordinaire.

Après avoir très longtemps attendu, parfois douté de son avenir olympique, la France retrouve une place centrale sur l'échiquier olympique, une place qui est la sienne ?

Très clairement oui. La France est la fille aînée de l'olympisme mondial. On est vraiment au cœur du système. Dans les 206 comités olympiques nationaux, sans doute les comités olympiques américain, chinois et français figurent parmi les trois qui ont le plus de poids au niveau international. C'est bien pour notre pays. Le sport est aussi un domaine d'influence. La France sait gagner. Pour Paris 2024 où il fallait se relever de trois échecs, il y a eu tout un travail en amont pour fédérer, cela a été long. Pour 2030, cela a été différent, on est passé sous les radars, après une victoire éclair. Deux stratégies différentes, deux stratégies payantes. La qualité de la signature française a été un atout pour 2030.

Quels bénéfices le sport français doit-il tirer de ces deux expériences ?

En termes de qualité d'organisation et des qualités de la France, cela veut dire qu'il y a une envie de France partout dans le monde. Quand je suis en Chine, aux Émirats arabes unis ou au Brésil, partout dans le monde on me parle de cette envie de France. La France attire. Paris attire. Notre savoir-faire, notre culture, notre patrimoine, notre gastronomie... et notre expertise en matière de sport, tout attire au niveau mondial. C'est intéressant de voir cette capacité à gagner. Et aussi nos savoir-faire français. Ils sont reconnus. Partout. On sait qu'il y a une politique d'accueil de grands événements internationaux. On a accueilli la Coupe du monde de rugby, on a de nombreux championnats du monde ou coupes du monde, les fédérations internationales quand elles viennent en France, ce n'est pas un pays qu'elles découvrent mais un pays qu'elles connaissent, dont elles apprécient les qualités. Dans le concert des pays, on pèse au niveau mondial.

Vous imaginez-vous un jour à la tête du Comité international olympique ?

Je suis membre du CIO, très heureux et fier de l'être. L'olympisme me passionne. Le CIO me passionne aussi. J'ai la chance d'être président de fédération internationale, je connais un volet. Je suis président de Comité national olympique, je connais un autre volet. Et en étant à la tête, avec les présidents de région Renaud Muselier et Laurent Wauquiez, d'un comité de candidature, je sais aussi ce que c'est de porter un dossier de candidature olympique. Je présiderai aussi la commission e-sport du CIO, je vois le fonctionnement interne du CIO et tout cela me donne envie de poursuivre mon action au sein de la famille olympique. Où cela me mènera-t-il ? L'avenir nous le dira. Mais j'aime l'olympisme, ses valeurs, les rencontres entre les cultures, le fait que le sport soit facteur d'unité. J'aime vraiment cela. Tout ce volet international, diplomatique par le sport, c'est quelque chose d'intéressant. Mais ce qui m'intéresse dans l'action, ce n'est pas la présidence pour la présidence mais la présidence pour ce qu'elle permet de faire. Il y a plein de choses à faire pour faire bouger les lignes... ■

Cédric Callier

Si le contingent de Bleus sélectionnés ne cesse de grandir, certains athlètes ont vu leur rêve olympique s'envoler.

N ombre d'athlètes français officiellement sélectionnés pour Paris 2024 au 26 juin : 206. À un mois de la cérémonie d'ouverture, de nombreuses disciplines ont déjà rendu leur verdict, parfois non sans psychodrame en interne tant l'enjeu – le rêve d'une vie – s'avère énorme, et la déception dure à surmonter pour certains. Il reste néanmoins encore de nombreuses places à saisir d'ici au 8 juillet, lorsque le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) devra remettre sa liste définitive.

■ Ceux qui ont leur billet en poche

Ambitionnant d'être la discipline la plus pourvoyeuse de podiums pour la France, comme à Tokyo en 2021, où il avait glané huit médailles, dont deux titres, le judo français a déjà officialisé la composition de ses troupes pour conquérir l'Arena du Champ-de-Mars. Avec ses deux têtes d'affiche incontournables : Teddy Riner et Clarisse Agbégénou. Les sports de raquette ont également mis fin à tout suspense récemment, en particulier en tennis de table, où Alexis Lebrun accompagnera son frère Félix en simple après avoir su repousser la menace Simon Gauzy, qui disputera seulement la compétition par équipes. Parmi les autres stars du sport hexagonal à être assurées de leur sélection se trouvent notamment la boxeuse Estelle Mossely, la vétérinaire Pauline Ferrand-Prévot, le gymnaste Samir Aït Saïd ou encore le golfeur Matthieu Pavon, récent 5^e de l'US Open.

■ Ceux qui attendent le coup de tampon

Pour être officiellement sélectionné, il faut, dans les deux disciplines reines de l'olympisme que sont l'athlétisme et la natation, avoir réalisé les minima avant d'être désigné par sa fédération. Ainsi, même le prodige de la natation Léon Marchand (22 ans) a dû en passer par les championnats de France à Chartres la semaine dernière pour poinçonner son ticket olympique avec quatre disciplines individuelles à son programme d'Hercule des bassins : le 400 m quatre nages, le 200 m papillon, le 200 m brasse et le 200 m quatre nages. À ses côtés, Florent Manaudou (50 m nage li-



Le 8 juillet, le Comité national olympique et sportif français remettra la liste définitive des athlètes retenus pour participer à Paris 2024. FL PIOT/STOCKADOBECOM

Les qualifiés, les incertains, les recalés à un mois des Jeux

bre), Maxime Grousset (50 m nage libre, 100 m nage libre, 100 m papillon) ou encore Marie Wattel (100 m papillon et 100 m nage libre) ont eux aussi réalisé les minima, et ils n'attendent plus que le coup de tampon officiel du CNOSF. Un constat valable également en athlétisme pour Kevin Mayer, qui a fait le nécessaire en décrochant la 5^e place – avec 8 476 points – du décathlon des récents championnats d'Europe, à Rome. D'autres, comme la gymnaste Mélanie De Jesus Dos Santos ou la golfeuse Céline Boutier, patientent simplement le temps que leurs fédérations respectives arrêtent son choix global, mais en étant cependant sûres d'être de la fête estivale.

■ Ceux qui tremblent encore

Cette catégorie peut être divisée en

deux groupes, entre ceux qui n'ont pas encore réalisé les minima et ceux qui pratiquent un sport collectif. Parmi les premiers, on retrouve notamment Renaud Lavillenie, qui avait été sacré à Londres en 2012 avant de prendre de l'argent à Rio quatre ans plus tard. À 37 ans, le perchiste rêve de finir à Paris, mais, après une opération aux ischio-jambiers en septembre, le perchiste bute sur les minima olympiques (5,82 m). Le dos au mur, il lui reste une ultime chance d'y parvenir, dimanche prochain, lors des championnats de France à Angers. D'autres têtes d'affiche de l'athlétisme hexagonal sont dans la même situation, comme le hurdler Pascal Martinot-Lagarde (110 m haies) ou encore Christophe Lemaitre.

En ce qui concerne les seconds, leur sort dépendra du bon vouloir de leur sélectionneur. En handball par exem-

ple, Guillaume Gille se retrouve avec un problème de riches au moment de choisir 14 joueurs (plus 2 remplaçants) pour défendre le titre conquis à Tokyo. Idem en volley ou en basket, deux sports où la France ambitionne clairement de monter sur le podium. Sans oublier une discipline individuelle, le cyclisme sur route, où Julian Alaphilippe attend la fumée blanche du côté du sélectionneur Thomas Voeckler, lui qui a renoncé à disputer le Tour de France pour tout miser sur les JO.

■ Ceux qui doivent digérer leur déception

Forcément, quand Tony Estanguet, le patron de Paris 2024, évoquait « la compétition d'une vie pour tout sportif » en évoquant ces Jeux à la maison, il insistait logiquement sur le bonheur d'en

être. Et la douleur de les rater. Parmi les recalés, la déception est plus ou moins forte selon le statut des un(e)s et des autres. En judo, Julia Tolofua n'avait pas hésité à faire part de sa forte désillusion quand lui fut préférée Romane Dicko dans la catégorie des +78 kg. Idem, en pire, avec le duel qui a opposé Madeleine Malonga, finalement sélectionnée, et Audrey Tcheuméo – 78 kg. Autre psychodrame dans l'équipe d'épée masculine avec la non-sélection d'Alexandre Bardenet, conséquence d'un conflit entre athlètes et staff. Bardenet a contesté ce choix et il est passé ce mardi 25 juin devant la conférence des conciliateurs du CNOSF. Pour Kylian Mbappé en revanche, point de conciliateur au programme entre le Real Madrid et lui, l'attaquant des Bleus ayant dû renoncer à son rêve olympique. ■

Euro 2024 : la Belgique en grand danger dans un groupe E fou

Adrien Bez

Les Diables rouges sont à égalité de points avec l'Ukraine, la Slovaquie et la Roumanie avant la dernière journée ce mercredi.

Le groupe E de cet Euro 2024 est déjà historique, mais son dénouement promet d'être spectaculaire. Au moment du coup d'envoi de Slovaquie-Roumanie et d'Ukraine-Belgique pour la dernière journée ce mercredi à 18 heures, les quatre équipes seront à égalité avec 3 points chacune. C'est une grande première depuis la création du championnat d'Europe, selon le spécialiste des statistiques Opta. En cas de match nul dans les deux confrontations, il faudra sans doute descendre bas dans la liste des critères de départage : différence de buts, meilleure attaque, fair-play, etc. Un casse-tête dont les Belges, deuxième derrière les Roumains, entendent bien s'extirper.

Les Diables rouges en rodage

Sur le papier, ce groupe abordable aurait dû éviter aux Diables rouges de sortir les calculatrices. Sauf que les hommes de Domenico Tedesco ont complètement manqué leur entame de tournoi face à la Slovaquie (0-1). Ils ont concédé au passage leur première défaite depuis le fiasco du Mondial 2022 au Qatar, et cette pitoyable élimination en poules qui avait conduit à la nomination sur le banc du

sélectionneur italo-allemand. Celui-ci a fait preuve de culot samedi en changeant de système de jeu face à la Roumanie, avec un passage au 3-4-3. Quatre nouveaux joueurs ont fait leur apparition dans le onze de départ, dont le Rennais Arthur Theate et le vétéran Jan Vertonghen, qui ont stabilisé la défense. Sans oublier Youri Tielemans, auteur du but le plus rapide de l'histoire de la nation dans une grande compétition.

Domenico Tedesco s'est félicité de cette victoire convaincante (2-0) qui a

relancé les siens, même s'il a assuré en conférence de presse que « le premier match était déjà bon » et que « la seule différence, c'est les deux buts marqués ». L'ancien entraîneur de Leipzig regrette de « n'avoir marqué que deux buts en deux matchs au regard de la quantité et de la qualité des occasions créées ». Et de conclure : « Bien sûr, les 3 points sont importants, mais c'était possible de marquer quatre ou cinq buts ce soir (samedi). Nous devons tuer les matchs plus vite, c'est sûr. »

Les Bleus tenus en échec et 2^{es} de leur groupe

Le verdict est tombé, ce mardi. Déjà assurés de disputer les 8^{es} de finale de l'Euro, les Bleus ont confirmé leur qualification malgré un match nul contre la Pologne (1-1) lors de leur 3^e match. Durant une première mi-temps inégale, ils ont de nouveau exposé leurs difficultés offensives du moment en ratant quatre grosses occasions (Hernandez 11^e minute, Dembélé 19^e, Mbappé 42^e et 43^e) face à l'excellent gardien polonais Skorupski.

Après le repos, la délivrance est venue d'un penalty de Mbappé (56^e) suite à une faute sur Dembélé. Après ce premier but inscrit dans un Euro par la star masquée, les Bleus ont été rejoints par les Polonais sur un penalty de Lewandowski (78^e) consécutif à une faute d'Upamecano. La victoire des Autrichiens contre les Néerlandais (3-2) les a privés de la première place du groupe D et leur 8^e de finale est programmé lundi prochain (18 h). M. C.

Son équipe est encore en rodage. Elle a entamé la compétition sans grandes certitudes, absente des débats autour des favoris pour la première fois depuis dix ans et l'émergence des Eden Hazard, Kevin De Bruyne, Thibaut Courtois, Romelu Lukaku et autres Axel Witsel. Une génération dorée comme le plat pays n'en connaîtra sans doute plus, et dont l'apogée restera la troisième place au Mondial russe en 2018. Il a fallu reconstruire sur des ruines, avec des jeunes joueurs comme Loïs Openda, Dodi Lukebakio, Amadou Onana, Orel Mangala, Zeno Debast ou encore Johan Bakayoko. « La nouvelle génération souffre de la comparaison avec celle d'avant, nous confie Jonas Bernard, journaliste belge pour Sudinfo et Le Soir. À l'époque, on avait à tous les postes des joueurs qui jouaient dans des grands clubs. Ce n'est plus le cas. »

Timoré face à la Slovaquie, Kevin De Bruyne s'est montré plus à son avantage contre les Roumains. Le meneur de Manchester City est l'un des cadors encore en place. « Si je peux montrer l'exemple, je sais que les gars suivront. La passion, la force et l'énergie de cette équi-

pe sont exceptionnelles, assurait-il en conférence de presse. Beaucoup de joueurs sont ici pour la première fois. Je dois transmettre mon savoir. Je veux m'assurer que lorsque j'arrêterai, la Belgique continuera à être performante. »

Reste à savoir si les Diables rouges auront la capacité à réagir à l'avenir s'ils venaient à être menés au score. Et si la défense, encore expérimentale, tiendra le coup face à des plus grosses cylindrées. En attendant, ils devront se méfier des Ukrainiens, qui ont su faire preuve de caractère vendredi dernier en renversant les Slovaques (1-2). Bien malin qui peut prédire les deux (ou trois) équipes qui s'extirperont de ce groupe E à grand suspense. ■

| FIN 1 ^{ER} TOUR EURO | | | | |
|-------------------------------|--------------|-------|----------|----------|
| GR. D | FRANCE | 1-1 | POLOGNE | |
| GR. D | PAYS-BAS | 2-3 | AUTRICHE | |
| GR. C | ANGLETERRE | mardi | SLOVÉNIE | |
| GR. C | DANEMARK | mardi | SERBIE | |
| GR. E | UKRAINE | mer. | BELGIQUE | |
| | | 18 h | belN | |
| GR. E | SLOVAQUIE | belN | ROUMANIE | |
| GR. F | GEORGIE | 21 h | M6 | PORTUGAL |
| GR. F | REP. TCHÈQUE | belN | TURQUIE | |

La Chine rapporte les premiers échantillons de la face cachée de la Lune

Cyrille Vanierberghe

La capsule de la sonde Chang'e 6 s'est posée mardi en Mongolie intérieure, avec plus de 1 kilogramme de roches à son bord.

Mardi, un morceau de Lune est « tombé » dans les steppes du désert de Gobi, en Mongolie intérieure. À 14h07 locales, la capsule chinoise de la mission Chang'e 6 a rapporté sur Terre les premiers échantillons de roches venant de la face cachée de notre satellite. « C'est un beau succès, qui montre que les Chinois maîtrisent maintenant parfaitement les techniques spatiales de retour d'échantillons », commente Frédéric Moynier, professeur à l'université Paris-Cité et à l'Institut de physique du globe de Paris, qui a été sélectionné par la Chine pour analyser des fragments lunaires rapportés par la mission précédente Chang'e 5. Par le passé, les échantillons lunaires rapportés sur Terre provenaient tous de la face visible, celle qui est en permanence orientée vers notre planète, que ce soit lors des missions américaines Apollo, des missions robotiques russes Luna des années 1970 ou par la sonde chinoise Chang'e 5 en 2020.

« Cela induit une difficulté supplémentaire, puisque toutes les communications avec la face cachée de la Lune doivent être relayées par un orbiteur », rappelle Francis Rocard, spécialiste de l'exploration du système solaire au Cnes, l'agence spatiale française. « Réussir un deuxième succès d'affilée montre par ailleurs qu'il y a une vraie maîtrise de la fiabilité et de la qualité de tous les équipements. Pour le moment, les Chinois font quasi un sans-faute dans leur programme lunaire Chang'e ». La France avait d'ailleurs une participation scientifique à la mission, sous la forme d'un instrument appelé Dorn, qui a tenté de mesurer les émissions de radons du sol lunaire lors de la courte mission de l'atterrisseur Chang'e 6. Les prises de données sont en cours d'analyse à l'Institut de recherche en astrophysique et planétologie de Toulouse, où le détecteur a été conçu.

Mais la priorité de la mission chinoise a bel et bien été la récupération d'échantillons de poussières et de roches. Certains ont été prélevés en surface, d'autres en profondeur, par une foreuse. « On sait que le forage a bien eu lieu, mais pas s'ils ont réussi à aller jusqu'à 2 mètres de profondeur comme cela était prévu », remarque Francis Rocard. La Chine communique très peu sur ce qui a été réalisé sur ses missions. Nos seules sources d'information sont souvent les annonces de la télévision d'État CCTV. »



Mardi, les autorités chinoises s'apprêtent à récupérer le module d'atterrissage de la sonde lunaire Chang'e 6 en Mongolie intérieure. AFP

Pour Chang'e 6, les Chinois ont choisi un site d'atterrissage qui était non seulement sur la face cachée de la Lune, beaucoup moins explorée que la face visible, mais aussi dans une région relativement proche du pôle sud, appelé bassin d'Aitken. « Quand on parle de bassin, sur la Lune, il s'agit d'une région formée par un impact assez puissant pour traverser la croûte lunaire et faire remonter à la surface des morceaux du manteau », explique Francis Rocard. L'espoir avec Chang'e 6, c'est d'avoir accès à ces matériaux plus profonds. »

L'un des enjeux de l'analyse de ces nouveaux échantillons sera de comprendre comment la Lune s'est formée et a évolué. Grâce aux roches rapportées par les six missions Apollo qui se sont posées sur la Lune, le scénario qui est désormais le plus probable est celui d'un impacteur géant, Théia, qui aurait frappé la Terre et aurait arraché assez de matériaux pour former notre satellite naturel.

« Pour le moment, les roches qu'on a analysées étaient très sèches, ce qui allait avec l'idée que les roches avaient été chauffées à très haute température lors de l'impact et que toute l'eau présente à l'époque avait dû être vaporisée », précise Frédéric Moynier. Mais on peut se demander si c'est aussi le cas pour la surface de la face cachée. Avec Chang'e 6, on pourrait très bien avoir une nouvelle vision de la Lune, ce qui serait très excitant ! »

Projet sino-russe d'une base permanente

Malgré les progrès de l'électronique et de la miniaturisation, les sondes automatiques d'exploration sont incapables de s'approcher de la précision des mesures qui sont réalisables sur Terre dans des laboratoires spécialisés, et rien pour le moment ne remplace le fait de rapporter des échantillons sur Terre.

En 2028, la Chine prévoit d'ailleurs de lancer vers Mars la sonde Tianwen 3,

afin de rapporter vers la Terre des fragments de notre voisine, bien avant le projet américano-européen « Mars Sample Return ». Le rover Perseverance de la Nasa a certes déjà sélectionné et emballé quelques échantillons de roches martiennes, mais personne ne sait quand ni comment ils reviendront sur Terre. La Nasa a récemment passé un appel d'offres pour trouver une solution plus rapide et moins coûteuse que le dispositif très complexe imaginé jusque-là (un atterrisseur équipé d'un rover ou d'un drone de récupération doit aller chercher les échantillons, les placer dans la fusée de retour en orbite, qui doit ensuite s'arrimer à un vaisseau en orbite chargé d'effectuer le voyage vers la Terre).

Les prochaines missions, Chang'e 7 et 8, prévues respectivement en 2026 et 2028, seront de leur côté consacrées à la préparation de la future station de recherche lunaire internationale (ILRS),

un projet sino-russe de base permanente. Ce programme, comme les missions Artemis de la Nasa, vise le pôle sud, une région où on trouve à la fois des bords de cratères presque en permanence exposés au soleil (ce qui permet de générer de l'énergie avec des panneaux photovoltaïques) et des zones toujours dans l'ombre, qui devraient avoir conservé de la glace d'eau en surface.

Les premiers éléments de la future base seront d'abord envoyés par des missions automatiques, avant de recevoir, après 2030, la possible visite d'astronautes chinois. La contribution russe à ce programme lunaire paraît très incertaine, d'autant que leur dernière tentative d'alunissage, Luna 25, s'était traduite l'année dernière par un cuisant échec. Depuis de longues années, les maigres financements spatiaux de la Russie donnent la priorité aux programmes militaires plutôt qu'à l'exploration du Système solaire. ■

Le laboratoire francilien de veille des épidémies animales menacé

Delphine Chayot

La structure régionale de surveillance de la faune sauvage cherche 60 000 euros pour boucler son budget 2024.

Dans la salle d'autopsie, les cartons sont à moitié remplis. « J'avais commencé à les faire car nous devions vider les lieux le 30 juin, mais nous avons eu un répit », sourit Karim Daoud, directeur du laboratoire régional de surveillance de la faune sauvage (LRSFS). Alors j'ai ressenti quelques affaires ». Le déménagement n'est plus d'actualité, mais la structure, la seule à remplir en Île-de-France la mission de veille sanitaire des animaux sauvages, ne tient qu'à un fil. « Financièrement, nous ne pourrions pas poursuivre nos activités au-delà du mois de septembre : il manque 60 000 euros pour boucler 2024 », poursuit le directeur.

Cela fait plusieurs années que le laboratoire fonctionne avec des bouts de ficelle. Créé sous un statut associatif en 2009, il est financé par les cotisations de départements (Seine-Saint-Denis, Essonne et Seine-et-Marne) et de fédérations de chasseurs. La mairie de Paris, l'État ou la région complètent le budget par des subventions aléatoires, souvent versées en catastrophe en fin d'année. « Nous en sommes réduits à quémander alors que, comme le Covid l'a bien montré, la surveillance des maladies animales

transmissibles à l'humain, les zoonoses, est un maillon essentiel de la prévention », s'emporte Georges de Noni, le président de la petite structure actuellement hébergée sur un campus de recherche à Bondy (Seine-Saint-Denis). L'an dernier, plus de 150 autopsies ont été réalisées ici sur des cadavres d'animaux sauvages trouvés dans la nature ou sur la voie publique. Chevreuils, sangliers, lièvres et lapins de garenne, cygnes, foulons, cormorans... - 29 espèces au total - ont été déposés par des chasseurs, des employés communaux et des agents de l'Office français de la biodiversité. Le rôle du laboratoire est de déterminer la cause de la mort de l'animal. « L'examen visuel des organes fournit des indices », relate Karim Daoud, qui est le seul employé du LRSFS. La grippe aviaire produit par exemple des lésions très spécifiques, tandis qu'une rate volumineuse chez le lièvre oriente vers une tularemie ». Les analyses réalisées sur le poste de sécurité microbiologique, dans une salle attenante, permettent au scientifique d'identifier la bactérie, le champignon ou le parasite responsable.

Avec ces résultats, le laboratoire assure une veille sanitaire. En 2023, deux

cas d'échinocoques ont ainsi été mis au jour chez des renards dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine. Ce parasite de la famille des ténias est responsable de l'échinococcose, une maladie qui peut être mortelle pour l'humain. Il s'attrape en mangeant des fruits cueillis près du sol, des légumes crus ou en touchant le pelage de chiens et de chats

« Comme le Covid l'a bien montré, la surveillance des maladies animales transmissibles à l'humain, les zoonoses, est un maillon essentiel de la prévention »

Georges de Noni Président du LRSFS

infectés par des rongeurs. La survenue de cette zoonose est assez rare - une quarantaine de nouveaux cas par an en France - mais ses conséquences sont graves, nécessitant la prise quotidienne de médicaments à vie. Elle se déclare après une très longue incubation. « Le nombre de cas augmente chez les renards et s'étend sur le territoire national », souligne Karim Daoud. Il est donc

important que les services de l'État soient alertés de manière à mettre en place des mesures de prévention. »

Le laboratoire est aussi très attentif à la tularemie, maladie bactérienne à déclaration obligatoire dont les lapins de garenne et les lièvres sont des vecteurs. Après un dépistage positif, le vétérinaire informe aussitôt les personnes ayant été au contact du cadavre : « Ils risquent de s'être contaminés, or le diagnostic est important car l'infection doit être traitée par antibiotiques ». La découverte de cas de botulisme donne aussi lieu à des mesures de prévention : il faut ramasser les cadavres autour des étangs afin d'éviter que la bactérie ne se propage. Ces dernières années, le LRSFS a enfin joué un rôle essentiel dans le dispositif de détection de la grippe aviaire, alors que l'épidémie faisait rage. Le virus a été détecté en 2023 sur près de soixante cadavres d'oiseaux.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, 60 % des maladies infectieuses émergentes notifiées dans le monde proviennent d'animaux, qu'ils soient sauvages ou domestiques. « L'Île-de-France, qui a une population très dense à proximité de forêts, d'étangs et de zones

humides, n'est pas à l'abri de voir apparaître une zoonose. D'autant plus que le changement climatique renforce le risque », souligne Karim Daoud. Le vétérinaire a présenté en assemblée générale, en avril dernier, un projet de pérennisation du laboratoire. Son idée est d'en faire une structure régionale agréée, inchant une unité de biologie moléculaire (PCR), dont la mission serait étendue aux animaux domestiques. Le budget annuel est estimé à 350 000 euros.

Si le laboratoire met la clé sous la porte à la fin de l'année, les cadavres d'animaux devront être transportés dans une autre région, à plusieurs centaines de kilomètres. Une perspective que rejette d'avance la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France. « Alors que le lien entre santé animale et humaine est reconnu par tout le monde, la tendance est à la fermeture des laboratoires départementaux par manque de moyens, et l'État est aux abonnés absents », déplore Georges de Noni. Le président de la structure francilienne a sollicité des rendez-vous auprès des ministères de la Santé, de l'Agriculture et de la préfecture de région. Sans réponse à ce jour. ■

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

carnetdujour@media.figaro.fr
01 56 52 27 27

communications

Le festival des Nuits de Lascours

vous convie à trois soirées au château de Lascours, entre Anduze et Uzès :

- le vendredi 28 juin 2024, à 21 heures, avec l'artiste Didier Gustin, pour « Johnny : libre dans ma tête » ,
- le samedi 29 juin 2024, à 21 heures, avec le pianiste Jean-François Zygel, pour « Le pouvoir de la musique » ,
- le dimanche 30 juin 2024, à 21 heures, avec le Quatuor Zaïde, quatre musiciennes d'exception, pour « De Schubert à Jimi Hendrix » .

Une œuvre monumentale de Jean-Pierre Formica sera dévoilée chaque soir de 20 heures à 21 heures avant les concerts.

Jolie tenue d'être à la campagne et chaussures confortables pour arpenter le parc.

Participation à prévoir. Réservation en mairie au 04 66 61 82 46 contacts:domainedelascours.fr

Château de Lascours, 30140 Boisset-et-Gaujac.

deuils

Isabelle et Jacques-Olivier Simonneau, Anne-Catherine et Gilles Darriac, ses enfants,

Martin et Julie, Anne-Charlotte et Bruno, Antoine, Pierre, Grégoire et Juliette, Guilhem et Solène, Maylis, Arthur et Domitille, ses petits-enfants,

Fleur et Margaux, Louise et Gaspard, Hector et Alfie, Alinhoa, ses arrière-petits-enfants, son frère et ses sœurs

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Marie-Françoise BACQUÉ
née Rioutord,

survenu le 21 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste, à Sceaux, le vendredi 28 juin, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu le samedi 29 juin, à 15 heures, au cimetière de Cons-Sainte-Colombe (Haute-Savoie).

Le conseil de surveillance, le directeur et toute l'équipe de la **Fondation pour la Recherche Médicale (FRM)**

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Jean-Pierre BESSIS

Ils s'associent à sa famille pour lui rendre hommage.

La Fondation Simone, Claude et Jean-Pierre Bessis, créée en 2019, sous l'égide de la Fondation pour la Recherche Médicale, apporte un soutien essentiel à la recherche sur la maladie de Parkinson.

Les membres de l'**Association Luigi Castiglioni** ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Terzilia CASTIGLIONI
veuve de **Luigi Castiglioni**
artiste,

survenu le 17 juin 2024, dans sa 84^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Nicolas de Maisons-Laffitte, le vendredi 28 juin, à 10 h 30.

Ils présentent leurs sincères condoléances à sa famille.

Ézanville (Val-d'Oise).

Nadine Poletto, Christine Jaubertie, ses sœurs, toute sa famille et ses amis

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Chantal DINTZNER
Ingénieure conseil
du génie civil chez Artelia,

survenu le 18 juin 2024, à l'âge de 74 ans, à Ézanville.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Acceul, 2, rue Jean-Boultan, à Écouen (Val-d'Oise), le vendredi 28 juin, à 14 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière d'Ézanville, 21 bis, rue de Condé, à 15 h 30.

Solange Goguel, née Prim, son épouse,

Jérôme, Perrine et Mathieu Goguel, ses enfants, et leurs conjoints,

Caroline, Elsa, Karla et Gaspard, ses petits-enfants,

ses frère, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs

ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 18 mai 2024, à l'âge de 87 ans, de

Claude GOGUEL
X 57,
administrateur de l'Insee,
ancien secrétaire général
d'Alcatel-France.

La cérémonie religieuse se déroulera au temple de Mens (Isère) le vendredi 5 juillet, à 14 heures.

jerome@goguel.eu
perrine.goguel@gmail.com
24, rue des Aigues-Marines,
44210 Pornic.

M. Gilles Féré, son fils, Céline, Caroline, Maria, ses petites-filles et toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Françoise FERTÉ
née Dubosson,

survenu le 24 juin 2024, dans sa 97^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 1^{er} juillet 2024, à 14 h 30, en l'église de Germigny-des-Prés (Loiret), suivie de l'inhumation au cimetière de Sandillon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les familles Le Boulanger, Dumeur, Dumas et Gallais

ont la tristesse de faire part du décès de

Mlle Christiane GAGNIARD

survenu le 23 juin 2024, dans sa 100^e année, à Paris (18^e).

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de l'Immaculée-Conception, 63, rue du Dôme, à Boulogne-Billancourt, le vendredi 28 juin, à 14 h 30, suivie de l'inhumation à 16 heures, au cimetière Pierre-Grenier de Boulogne-Billancourt.

Mme Bruno Giraud, née Bernadette Bosseau, son épouse,

Stanislas et Isabelle Giraud, Nicolas et Laurine Giraud, Alexandre et Anne-Lorraine de Gasteja, ses enfants,

Camille, Antoine, Louise, Pénélope, Gaspard, Arthur et Marceau, ses petits-enfants,

son frère, ses sœurs et leurs enfants

ont l'immense tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Bruno GIRAUD
architecte DPLG,

endormi dans la Paix du Seigneur, à l'âge de 73 ans.

La messe d'adieu sera célébrée le vendredi 28 juin 2024, à 14 h 30, en sa paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris (16^e).

Ni fleurs ni couronnes, des dons à l'Institut Curie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris (14).

Alain David, président, les membres du conseil d'administration et du comité de direction de la **Fondation ACTION ENFANCE**

ont la tristesse de faire part du décès de

Bruno GIRAUD
administrateur, secrétaire
du conseil d'administration
de la Fondation
ACTION ENFANCE,
survenu le 21 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Paris (16^e), le vendredi 28 juin, à 14 h 30.

François de Leymarie, son époux, Alex, Gabriel, Thaïs et Jean, ses enfants,

Robert et Fanny de Rocquigny du Fayel, ses parents, Bernard et Elisabeth (†) de Leymarie, ses beaux-parents,

Ludovic et Anne Pinette, Étienne et Aude de Rocquigny du Fayel, Vladimir et Lise de Marin de Montmarin, Xavier et Ekaterina de Leymarie, ses frère, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, et leurs enfants

ont l'immense douleur de faire part du rappel à Dieu de

Hélène de LEYMARIE
docteur
de **ROCQUIGNY du FAYEL**

le dimanche 23 juin 2024, à Lausanne (Suisse).

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 27 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice, à Paris (6^e).

M. Maurice Mangé, son époux,

Christophe, Laurence et Laurent, Olivier et Laetitia, ses enfants et leurs conjoints, Claire et Amaury, Éric et Blandine, Marie, Blandine, Astrid, Élodie, Ombeline, Aurélien, ses petits-enfants, Charlotte et Clotilde, ses arrière-petites-filles,

ont la profonde tristesse de vous faire part du décès de

Mme Richarde MANGÉ
née Vogel,

survenu à Orléans, le 23 juin 2024, dans sa 91^e année, munie des sacrements de l'Église.

La messe de funérailles sera célébrée le vendredi 28 juin, à 14 h 30, en l'église Sainte-Foy de Sélestat (Bas-Rhin), suivie de l'inhumation au cimetière de Sélestat.

Les fleurs peuvent être remplacées par des dons pour faire dire des messes.

Mme Jean-François Michaud, née Gratiane de La Ferté-Sénectère, son épouse,

Edouard et Hugues Michaud, ses enfants,

Nicolas et Aude de Riberolles et leurs enfants, Benjamin et Alexia Cardoso et leurs enfants, ses beaux-enfants et petits-enfants,

Mme Marie-Claude Schéhadé, sa tante,

la comtesse Paul de La Ferté-Sénectère, sa belle-mère,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-François MICHAUD

survenu le 22 juin 2024, dans sa 68^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-Xavier, à Paris (7^e), le vendredi 28 juin 2024, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Mme Olivier Puyplat, née Dominique Cibié, son épouse,

Vincent Puyplat, Vanessa et Hervé Puyplat, ses enfants,

Thomas, Arthur, Victor, Félix, Oscar, Inès, Margot Puyplat, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de vous faire part du décès, en son domicile à Crans-Montana, de

Olivier PUYPLAT

X 60,
survenu le 19 juin 2024.

La messe d'obèques sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule, le vendredi 28 juin, à 10 h 30.

Dominique Puyplat, chalet Riant Coteau, 2, allée Katherine-Mansfield, CH-3963 Crans-Montana, dominiquecibie@gmail.com

Janine Sinizergues, née Novello, son épouse,

Marie et Diego Tudela, Diane et Matthias Zeller, Balthazar, Theodor, Anaïs, Astor, Elisabeth et Amanda, ses enfants et petits-enfants, Pierre et Marine Sinizergues, son frère et sa belle-sœur, sa famille et ses nombreux amis

ont la profonde tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Jacques SINIZERGUES
École centrale Paris 60,
amoureux des arts
et des mathématiques,

le 21 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-Grenelle, à Paris (15^e), le lundi 1^{er} juillet 2024, à 14 h 30.

La famille remercie chaleureusement les équipes de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

Au lieu de fleurs et de couronnes, elle propose de faire un don à cet hôpital.

remerciements

Marie-Françoise Dériot, son épouse, ses enfants, petits-enfants et toute sa famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du rappel à Dieu de

Gérard DÉRIOT
sénateur honoraire,
décédé le 10 juin 2024,
vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

souvenirs

Il y a cinquante ans, disparaissait

Jean PETITTHORY
12 février 1931 – 26 juin 1974

et sa librairie *Les mains libres*, rendez-vous de poètes et d'amoureux des livres.

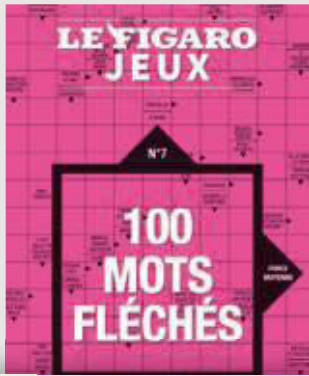
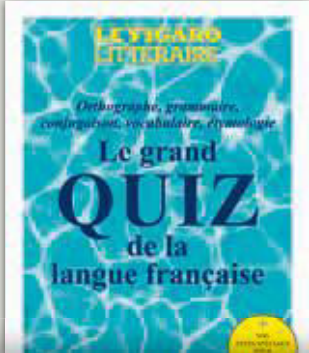
Sa fille pense toujours à lui. dominique.lanzmann@orange.fr

LAGONDA SOLDES

à partir du 26 juin 2024, de 10h30 à 19h

6, rue Benjamin Franklin - 75116 Paris
45, rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris

Les éditions du Figaro En vente actuellement

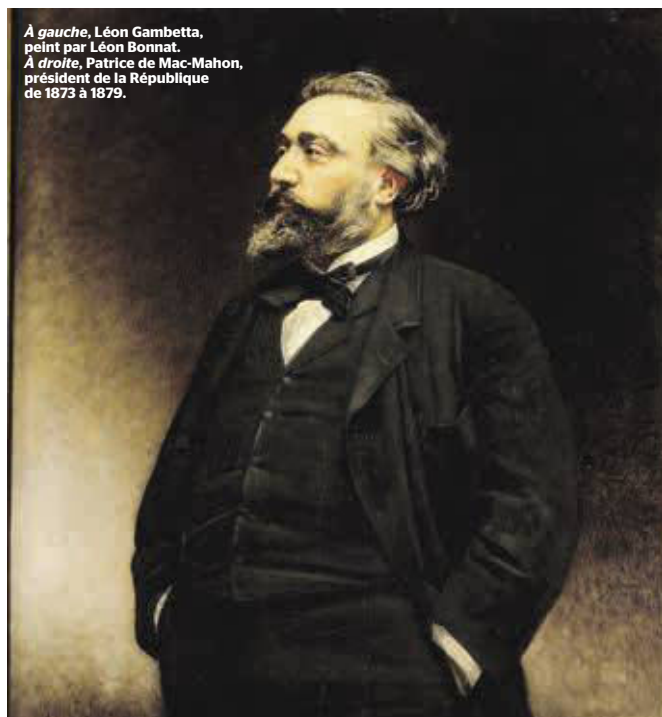


LE FIGARO le carnet du jour

Une naissance...

Demander le carnet
par courriel : prenom@media.figaro.fr

Téléphone : 01 56 52 27 27
carnetdujour@media.figaro.fr



À gauche, Léon Gambetta, peint par Léon Bonnat. À droite, Patrice de Mac-Mahon, président de la République de 1873 à 1879.



© PHOTO JOSSE/BRIDGEMAN IMAGES/TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES

Et Gambetta lança au président : « Il faudra se soumettre ou se démettre »



PAR
Guillaume Perrault

« Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, croyez-le bien, messieurs, il faudra se soumettre ou se démettre. » Ainsi s'exprime Léon Gambetta, lors d'un banquet à Lille, le 15 août 1877, lors de la campagne législative provoquée par la dissolution de la Chambre des députés décidée par le président de la République, Mac-Mahon. Dans ses lettres, Gambetta juge sa victoire électorale certaine. Et il prédit que, en raison de son implication personnelle dans la campagne, le chef de l'État ne pourra pas rester à l'Élysée. Cette histoire célèbre va influencer la culture républicaine alors en formation. Et sa leçon est plus actuelle que jamais.

L'affaire prend sa source en 1870. Lors de la guerre entre la France et les États allemands, défaites et invasion entraînent la déchéance de l'Empire et la proclamation de la République (4 septembre 1870). Mais il s'agit d'un état de fait provisoire, non d'un régime stable. Après un armistice avec Bismarck, les Français élisent, en février 1871, une Assemblée à majorité monarchiste, résignée à accepter la cession de l'Alsace-Moselle pour mettre fin à la guerre. Parmi ces monarchistes, composés de légitimistes et d'orléanistes, Adolphe Thiers s'impose comme un leader naturel. Les députés lui confient le pouvoir exécutif. « Monsieur Thiers », comme l'appelaient la plupart des Français d'alors, conclut la paix, puis écrase la Commune de Paris. Reste à choisir entre monarchie constitutionnelle et République. En juillet 1871, le comte de Chambord, petit-fils de Charles X, rend public un manifeste où, après avoir exposé un programme qui ne manque pas d'ampleur, il affirme son attachement indéfectible au drapeau blanc. Une prétention inacceptable pour les orléanistes. L'union entre légitimistes et orléanistes autour de Chambord étant donc impossible, Thiers se rapproche de l'opposition républicaine et pose ses conditions : « La République sera conservatrice ou ne sera pas. » S'estimant trahis, les députés monarchistes renversent alors Thiers et confient le pouvoir exécutif au maréchal de Mac-Mahon. Puis ils lui accordent le titre de président de la République pour sept ans (1873). Les orléanistes espèrent que, pendant que Mac-Mahon, monarchiste, assurera l'intérim à l'Élysée, la mort de Chambord permettra aux légitimistes, en l'absence d'héritier mâle du défunt, de reporter leur fidélité sur le comte de Paris, descendant de Louis-Philippe. L'accord de tous les monarchistes derrière le même prétendant serait ainsi réalisée et la restauration enfin possible.

Grâce à une transaction entre orléanistes et républicains modérés, trois lois constitutionnelles sont

En 1877, l'hôte de l'Élysée, le monarchiste Mac-Mahon, a dissous la Chambre, composée en majorité de républicains, et en a appelé aux électeurs. Désavoué par les urnes, il a dû plier, puis a fini par démissionner.

adoptées. Arrivent les législatives de 1876. Les républicains, formant la gauche de l'époque et répartis en quatre courants de pensée distincts, obtiennent la majorité en voix face aux monarchistes (4 millions de voix contre 3 200 000) et triomphent en sièges (339 contre 194). Que va faire le président de la République ? Son mandat court jusqu'en 1880. Mac-Mahon est légaliste. Or, à la Chambre, les rapports se tendent entre la nouvelle majorité et le président du conseil qu'avait choisi le chef de l'État avant les législatives, Jules Dufaure. À tel point que Dufaure démissionne en décembre 1876. Mac-Mahon ne cherche pas à le retenir malgré la confiance qu'il lui portait et désire le remplacer par une personnalité qui aurait à la fois son agrément et celui des députés. Le président de la République appelle donc le plus modéré des leaders de la gauche, Jules Simon. L'aile droite des républicains ne peut qu'être satisfaite de voir Simon à la présidence du Conseil, et ce dernier pourrait aussi s'entendre avec les orléanistes. Il se déclare « profondément républicain et profondément conservateur » et obtient la confiance des Chambres. Du point de vue de Mac-Mahon, tout semble donc aller aussi bien que possible.

C'est sans compter avec Gambetta. Plus à gauche que Simon, Gambetta est de surcroît un tribun-né. Petit-fils d'un quincaillier italien installé à Cahors dont le fils, lui aussi né italien, avait repris la boutique, il a opté pour la nationalité française à 21 ans. Avocat, le républicain radical est élu député en 1869. Après le désastre de Sedan, Gambetta participe à la proclamation de la République. Puis le voilà membre du gouvernement de la Défense nationale. Gambetta quitte en ballon Paris assiégé pour gagner la province et appeler les Français à la levée en masse. Cette personnalité, cependant, n'inspire pas alors un respect unanime, tant s'en faut. Après l'armistice, des communistes ont reproché à Gambetta de ne avoir pas conduit la guerre à outrance qu'il avait pourtant

proclamée et d'avoir chauffé à blanc les Parisiens assiégés par ses proclamations martiales, avant de se laver les mains de la suite. Beaucoup d'autres, à droite, tenaient Gambetta pour un irresponsable qui avait prolongé une guerre perdue d'avance et son cortège de malheurs, sans se battre lui-même. Les mêmes l'accusaient d'avoir agi ainsi dans le but d'assurer la légitimité de son parti à gouverner le pays après la paix. La puissance du patriotisme, cependant, était telle que de nombreux Français voyaient en Gambetta l'homme qui avait sauvé l'honneur en incarnant la défense nationale. Élu député, il sillonne bientôt l'Hexagone pour prononcer des discours lors de banquets organisés par des amis politiques aux quatre coins du pays. Gambetta y gagne un nouveau surnom, « le Commis voyageur de la République ». En ces années 1871-1876 où les députés tâtonnent, alors que les Français ignorent de quoi sera fait l'avenir, l'avocat prêche pour le régime selon son cœur. Et, à chaque réunion publique, les sympathisants font des kilomètres afin de le voir, l'écouter, l'applaudir.

Or, cet homme, face à Mac-Mahon, en cette année 1876, veut en découdre. Fort de la victoire des républicains aux législatives, Gambetta entend réduire le chef de l'État à un rôle purement symbolique. À ses

« Nous occupons les hauteurs de la loi d'où nous pourrions mitrailler tout à notre aise les misérables troupes de la réaction qui pataugent dans la plaine »

Léon Gambetta Homme politique

yeux, le gouvernement doit procéder des Chambres, être responsable devant elles seules et n'a pas de compte à rendre au président de la République. Le tribun est déterminé à imposer une interprétation parlementaire des lois constitutionnelles adoptées l'année précédente. Ces dernières, en 1875, avaient fracturé les républicains. Les modérés avaient voté pour (se rapprochant ainsi des orléanistes) et les radicaux contre. Gambetta veut donc refaire l'unité de son camp et engager ensuite une épreuve de force avec Mac-Mahon. Pour resserrer les rangs républicains autour de lui, le tribun utilise une méthode éprouvée : désigner l'ennemi d'une grande partie de sa famille de pensée, l'Église et même les catholiques en général, et les attaquer violemment. Le 4 mai 1877, à la Chambre, Gambetta conclut une philippique par ces mots : « Et je ne fais que traduire les sentiments intimes du peuple de France en disant du cléricalisme ce qu'en disait un jour mon ami Peyrat (Alphonse Peyrat, journaliste et député d'extrême gauche de l'époque, NDLR) : "Le cléricalisme ? Voilà l'ennemi !" ». À gauche, ressassée, l'acclame. Les jours suivants, Gambetta saisit tous les prétextes possibles pour affaiblir Jules Simon, afin de prouver que le président du Conseil n'est rien sans l'appui des

parlementaires. Mac-Mahon estime que la ligne rouge est franchie. Après de nouveaux différends entre la majorité de la Chambre et lui, le président de la République, le 16 mai 1877, adresse une lettre d'admonestation au président du Conseil. Il lui reproche de manquer d'autorité envers les députés et de ne pas rester fidèle, sur chaque sujet politique du moment, à la ligne de conduite délibérée en Conseil des ministres. S'estimant désavoué par le chef de l'État, Jules Simon démissionne. L'hôte de l'Élysée appelle, pour lui succéder, une figure de l'orléanisme, le duc Albert de Broglie, sénateur. Gambetta jubile. Il écrit à sa maîtresse : « Ma chère enfant, la guerre est déclarée, on nous offre même la bataille ; je l'ai acceptée, car mes positions sont inexpugnables ; nous occupons les hauteurs de la loi d'où nous pourrions mitrailler tout à notre aise les misérables troupes de la réaction qui pataugent dans la plaine. » À son initiative, 363 députés signent un manifeste exprimant leur refus d'entrer en rapport avec Broglie. Face à ce blocage institutionnel, et comme les lois constitutionnelles de 1875 lui en donnaient le droit, le président de la République dissout la Chambre (après avoir obtenu le feu vert du Sénat) et convoque des législatives anticipées.

Dans le pays, les esprits s'enflamment et les fantômes de la Révolution et de l'Empire se réveillent. Les républicains accusent leurs adversaires de préparer un coup d'État contre la Chambre, à l'instar du futur Napoléon III, le 2 décembre 1851. De leur côté, légitimistes, orléanistes et bonapartistes dénoncent, chez les républicains, une volonté de ressusciter la Convention nationale omnipotente de 1793 et de mépriser toute idée de contre-pouvoir, ce qui avait contribué à la Terreur. La campagne électorale bat son plein tout l'été. Gambetta ne se présente nullement comme le défenseur des ouvriers contre la bourgeoisie, car il répudie l'idée de lutte des classes et veut croire à leur alliance. À Lille, le 15 août, Gambetta fait même l'éloge de « Monsieur Thiers », aile droite du camp républicain désormais, et caution précieuse pour attirer les électeurs modérés. De ville en ville, le verbe du tribun fait merveille. « Tel il était, moins homme d'État qu'artiste, sublime chanteur des rues », jugera, cinquante ans plus tard, Daniel Halévy au sujet de Gambetta.

Les Français se rendent enfin aux urnes les 14 et 28 octobre 1877. Les républicains obtiennent une majorité nette, même si leur avance diminue très légèrement en voix (4 360 000 suffrages contre 3 570 000 pour monarchistes et bonapartistes) et en sièges (321 contre 200). Mac-Mahon s'incline et appelle des présidents du Conseil qui ont la confiance de la majorité des députés. Puis, en 1879, le Sénat bascule à son tour côté républicain lors du renouvellement d'un tiers de ses membres. Le 30 janvier 1879, Mac-Mahon refuse de signer un décret de mise à la retraite d'office de généraux monarchistes et préfère démissionner. La souveraineté nationale, désormais, et jusqu'en 1958, s'exprimera au Palais Bourbon, et nulle part ailleurs. ■

Découvrez la version intégrale de ce récit sur notre site internet.

Européennes : où se sont opérés les transferts de voix entre la majorité macroniste et les listes de gauche ?

De 2019 à 2024, la liste Renaissance a reculé au profit de celle de Raphaël Glucksmann en Bretagne, dans le Sud-Ouest et dans le sillon rhodanien.



PAR
Guillaume Tabard

La dissolution et la campagne législative ont rapidement occulté le résultat des européennes. Et du scrutin du 9 juin, on a surtout retenu la percée du RN. Mais d'autres leçons sont à retenir. Il s'est produit un mécanisme de vases communicants entre Renais-

sance et les Verts d'un côté, ayant perdu respectivement 7,85 et 8 points au niveau national et PS-Place publique et LFI de l'autre, ayant progressé respectivement de 7,62 et 3,56 points. L'identité de la progression de la liste Glucksmann et du recul de la liste Hayer par rapport à la liste Loiseau se vérifie d'ailleurs au niveau territorial. La carte des résultats canton par canton montre en effet que les zones de plus forte baisse de la majorité correspondent aux zones de plus forte hausse de l'offre sociale-démocrate : la pointe ouest de la France, avec les quatre départements bretons, la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire et la Vendée, l'Ouest parisien - même si celui-ci continue d'offrir aux macronistes leurs meilleurs scores -, un quart sud-est, de Bordeaux à Montpellier et du Lot au pied des Pyrénées. Même transfert enfin le long du sillon rhodanien, de Marseille à Lyon. Les vases communicants n'ont donc pas joué uni-

quement entre les socialistes et les écologistes, même si de tels transferts ont existé aussi, principalement dans les grandes villes

LA PERCÉE DES INSOUMIS DANS LES PLUS GRANDES VILLES

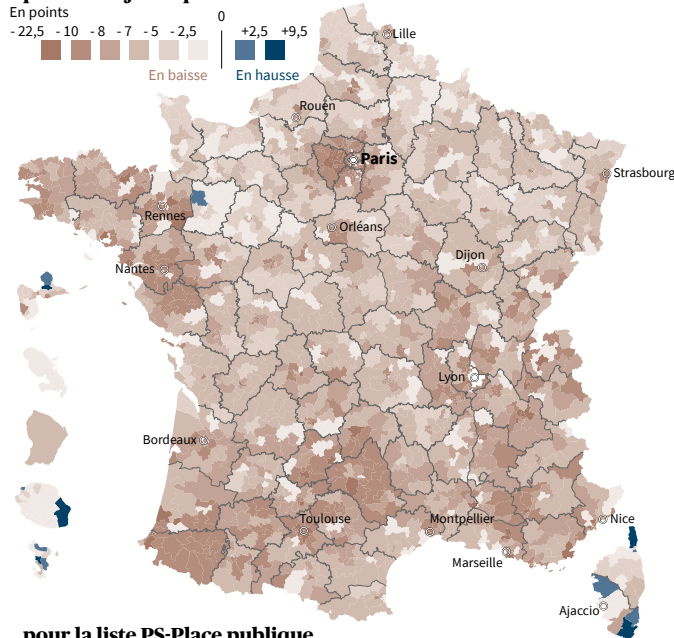
L'étude des résultats dans les plus grandes villes montre un véritable glissement de terrain. En 2019, les européennes avaient confirmé la force du macronisme au cœur des grandes métropoles et vu apparaître une percée écologiste qui s'était traduite par la conquête de Lyon, Bordeaux, Strasbourg et d'autres aux municipales de 2020. C'est dans ces villes de plus de 100 000 habitants que la liste Renaissance a le plus perdu de plumes. Comparée à un recul moyen inférieur à 8 points, l'offre macroniste a perdu plus de 15 points à Paris, 13 points à Lyon, autour de 12 points à Toulouse, Nantes, Strasbourg, Bordeaux, Rennes, Gre-

noble, Montpellier. Le même ressac a frappé les écologistes, qui ont chuté d'environ 10 points à Toulouse, Nantes, Strasbourg, Lyon, Bordeaux ou Lille. Symétriquement, la liste PS-PP de Raphaël Glucksmann et plus encore celle de la LFI Manon Aubry se sont envolées dans ces mêmes villes. Alors que Glucksmann a progressé de 7,62 points sur l'ensemble du territoire, il s'est envolé d'environ 15 points à Paris (de 8,17 % à 22,86 %), Rennes (à 24,93 %), Bordeaux (à 21,97 %), et même de 17 points à Lille (à 25,93 %) et de 18 % au Havre où le PS reste cependant à un niveau plus bas (13,99 %). Mais c'est surtout LFI qui est devenu le vote des grandes villes. Alors que Manon Aubry n'a gagné que 3,56 points au niveau national, elle s'est envolée d'environ 15 points à Montpellier, Strasbourg ou Grenoble, où sa liste a décroché la première place (avec respectivement 24,18 %, 21,28 % et 21,87 %). À Paris, les Verts avaient fait quatre fois mieux qu'elle en 2019. Elle a atteint cette fois 16,76 % dans la capitale, contre 10,70 % pour Marie Toussaint, qui divise le score des écologistes par 2. Le record de la percée Insoumise a eu lieu à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où, avec un bond de plus de 35 points, Aubry a franchi la barre des 50 % (50,37 %), exemple unique, toutes listes confondues, à ces européennes.

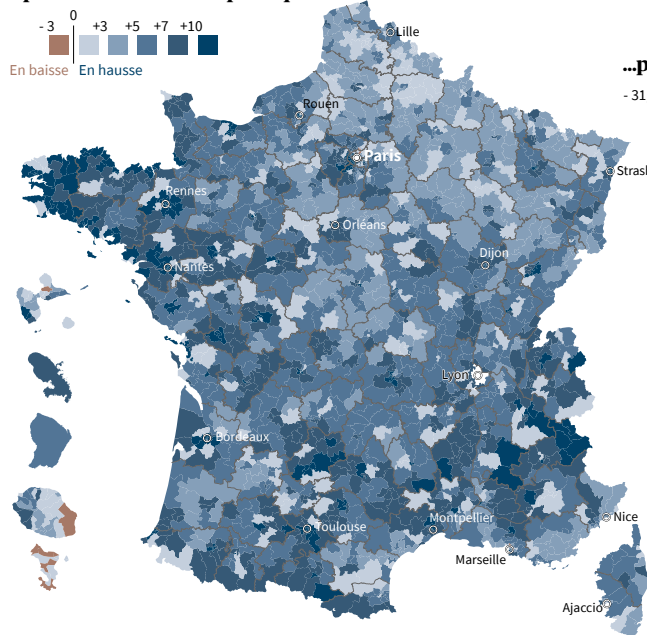
Aux élections européennes, l'évolution du vote...

Canton par canton, la variation du score entre les européennes de 2019 et celles de 2024

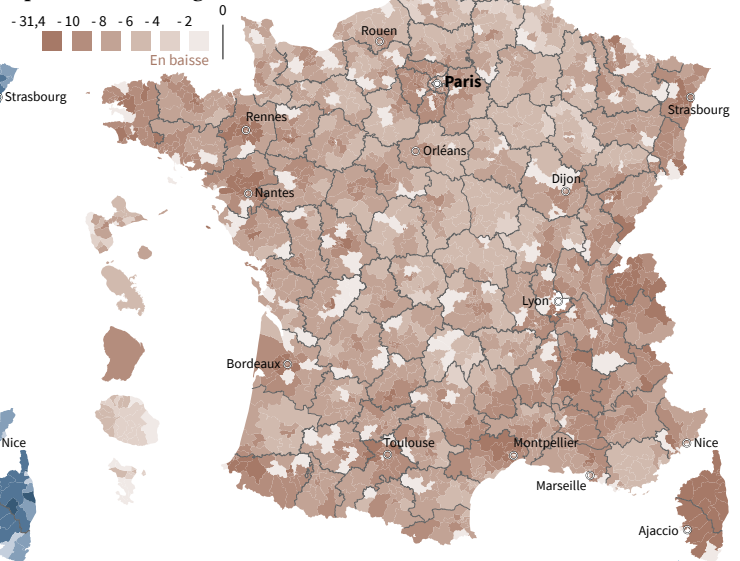
...pour la majorité présidentielle



...pour la liste PS-Place publique



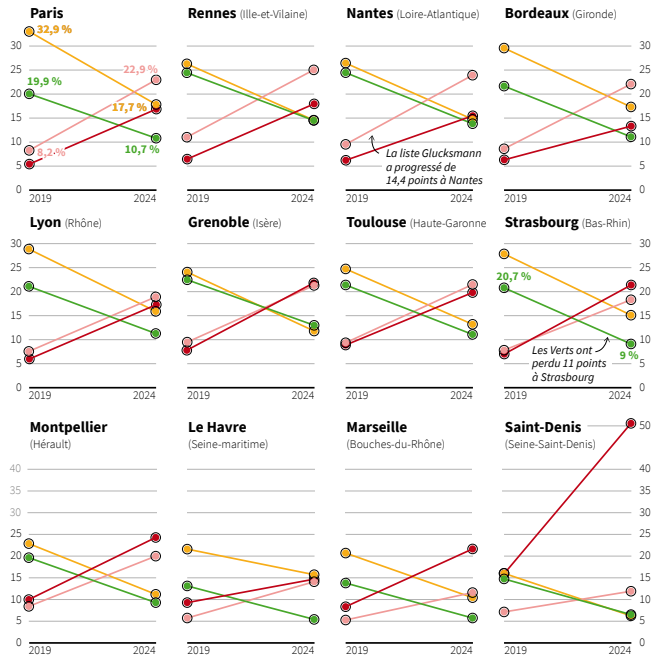
...pour la liste écologiste



Une importante dynamique socialiste dans les villes

Score obtenu aux élections européennes de 2019 et 2024, par commune, en pourcentage

Majorité présidentielle PS-Place publique LFI Écologistes



Jean-Pierre Le Goff : « Le chef de l'État a encouragé l'autodestruction du politique »

PROPOS RECUEILLIS PAR
Eugénie Bastié

LE FIGARO. - Vous aviez critiqué l'inquiétante fuite en avant managériale du chef de l'État. Avec cet acte de dissolution, faut-il saluer le retour du politique, un retour au peuple ou la conséquence d'un management toxique à la tête de l'État ?

JEAN-PIERRE LE GOFF. - Cette dissolution et les échéances fixées pour les législatives ont produit des effets de sidération dans le monde politique et plus largement. Emmanuel Macron la présente comme un acte démocratique consistant à redonner la parole au peuple en le plaçant face à ses responsabilités : veut-il oui ou non être gouverné par les extrêmes ? Des politologues font valoir le fait qu'il n'avait pas d'autre choix, cherchent à mettre au jour le calcul politique sous-jacent et scrutent tous les scénarios possibles. Pour utiles que soient ces analyses, elles se heurtent à un facteur qui me paraît sortir du cadre de la rationalité et du strict calcul politique.

Cette dissolution a les allures d'un « coup de poker » d'un joueur acculé qui joue son va-tout. Emmanuel Macron a déclaré vouloir « clarifier les choix », livrer la « bataille des valeurs », former un « projet commun contre les extrêmes »..., le tout en l'espace de moins de trois semaines ! Sans compter les risques de voir se dégrader un peu plus l'image de la France dans le monde au moment où elle organise les Jeux olympiques.

Il affirme une nouvelle fois avoir entendu la colère et le sentiment de dépossession des Français, prendre toutes les mesures qui s'imposent pour répondre à leurs préoccupations. Après sept années de mandat, ce genre de discours est usé et tombe à plat. Emmanuel Macron n'a manifestement pas saisi l'importance du discrédit dont il est l'objet.

Pour paraphraser les durs propos de Charles Pasqua sur Valéry Giscard d'Estaing, Emmanuel Macron a un problème avec les Français, non seulement, il a du mal à les comprendre, mais il ne comprend pas pourquoi une majorité de Français ne l'aiment pas ou ne l'aiment plus. Par-delà ses calculs politiques supposés, l'annonce de la dissolution le soir même des élections européennes est apparue comme la réaction d'un orgueil blessé et une leçon donnée au peuple qui a mal voté.

Comment caractérisez-vous cette nouvelle fuite en avant ?

C'est une version de « moi ou le chaos » dans une situation où le macronisme est décredibilisé. À sa manière, le chef de l'État accélère le désordre interne en espérant au bout du compte retrouver du crédit. Dans un pays fracturé et où les tensions

s'exaspèrent, au sein d'une Union européenne confrontée à l'agression russe en Ukraine et à un monde géopolitique en reconstitution, Emmanuel Macron déstabilise un peu plus le pays et joue avec le feu. Il affirme son « indéfectible optimisme », comme si le sort du pays dépendait tout entier de son état d'esprit et de sa volonté.

Cet égotisme et cette fuite en avant renforcent le rejet – pour ne pas dire plus – dont il est l'objet. Il ne semble pas vraiment en avoir pris conscience, comme s'il vivait toujours dans un monde à part qu'il façonne à sa mesure. Le peuple qui ne comprend pas le sens et la cohérence de sa politique ne paraît pas être à la hauteur de vue et de l'intelligence de son président.

Cette façon « disruptive » de faire de la politique et ce calcul au résultat des plus improbables me paraissent un coup politique irresponsable qui renforce l'instabilité, le désarroi et l'angoisse des Français. Ce qui n'empêche pas Emmanuel Macron, en même temps, de vouloir les rassurer. Il ajoute du chaos au chaos et joue les pompiers pyromanes. On prendrait les Français pour des imbéciles qu'on ne ferait pas autrement.

« Depuis des années, la gauche s'est enfermée dans l'entre-soi ; elle a arrêté de penser.

Le gauchisme culturel est désormais partie intégrante de son identité et fait le jeu du Rassemblement national »

Quels sont les effets de la décision du chef de l'État sur la vie politique ? Certains évoquent un basculement historique, un moment politique où se jouerait le salut de notre pays. Y a-t-il selon vous une hystérisation des enjeux ?

C'est toute une image de la politique réduite à des « coups tordus », à des tractations et à des combinaisons d'appareils qui s'affiche et décrédibilise un peu plus la « classe politique » au profit du Rassemblement national, qui paraît hors de la mêlée. Les citoyens ont assisté à un drôle de spectacle où en quelques jours une gauche divisée sous la domination de La France insoumise a écrit un programme en un temps record et s'est applaudie pour l'exploit accompli, tandis qu'Éric Ciotti a mené un travail de sape et de débauchage des Républicains au profit du Rassemblement national... Toute honte bue, les sociaux-démocrates se sont alliés avec l'islamo-gauchisme, les révolutionnaires de rue et de salon, les derniers représentants des sectes trotskistes en décomposition, le tout sous la houlette du « Lider Maximo » de LFI, qui règle ses comptes avec ses opposants et se voit déjà premier ministre. L'irréalisme économique et la démagogie sont revenus en force ; LFI et le RN se rejoignent pour « faire payer les riches » ; ils surfont sur les colères, les haines et les ressentiments. Au déni de la question identitaire de LFI répond le nationalisme xénophobe et chauvin du RN. L'excitation est générale. Les chaînes d'information en continu et les réseaux sociaux tournent à plein régime ; le débit de la parole politique et médiatique s'emballa ; les débats s'hystérisent... L'enjeu des élections semble se réduire à un choix sommaire en noir et blanc où chacun est sommé au plus vite de choisir son camp. Emmanuel Macron peut toujours se réjouir des effets dévastateurs de sa « grenade dégoupillée » avec un air entendu : « Je vous l'avais bien dit ! », alors qu'il a lui-même créé une telle situation. Certes, l'érosion des partis et des clivages anciens, la montée du RN ne datent pas de son élection, mais sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale a accentué la décomposition politique au profit d'une bipolarisation des extrêmes qui détruit sa propre majorité et rend le pays de plus en plus ingouvernable. Peut-on aller plus loin dans la déconstruction ?

Que pensez-vous de la résurgence de l'antifascisme et de la référence aux années 1930 qui sont devenues obsessionnelles dans le débat public ?

Faute de mieux, les acteurs politiques et sociaux, tout particulièrement à gauche, se parent des habits du passé. Ils remettent en scène une dramaturgie en décalage avec les réalités et les défis du présent. D'où le sentiment étrange de vivre un tournant politique important mêlé d'irréalité avec la résurgence d'un imaginaire et de références historiques peu ou moins claires. La gauche affiche une version post-moderne de l'antifascisme et du Front populaire, dont les principaux acteurs n'ont plus grand-chose à voir avec les classes populaires. Les ouvriers et les employés votent désormais majoritairement pour le RN, mais la gauche se considère toujours comme son authentique représentant et continue de parler en leur nom. Pour le gauchisme adolescent, l'antifascisme est devenu depuis longtemps une posture

antiautoritaire et un mot d'ordre à tout faire qui divise le monde entre les bons et les méchants. Les électeurs du RN sont considérés au mieux comme des « beaufs », au pire comme des racistes, des fascistes et des nazis.

Une nouvelle fois on remet ça avec les résultats que l'on sait : le RN ne cesse de progresser. Mais rien n'y fait, les leçons de morale, la prégnance du gauchisme et la réactivation fantasmagorique des luttes passées permettent d'éviter d'affronter les réalités dérangeantes qui préoccupent les Français, comme la sécurité, l'immigration, le devenir de la nation... Depuis des années, la gauche s'est enfermée dans l'entre-soi ; elle a arrêté de penser. Le gauchisme culturel est désormais partie intégrante de son identité et fait le jeu du Rassemblement national.

La parole d'Emmanuel Macron semble complètement démonétisée. Comment expliquer que son verbe ne porte plus ?

Emmanuel Macron surevalue le pouvoir et les effets de sa parole interminable, en ayant toujours du mal à comprendre les préoccupations et l'état d'esprit d'une majorité des Français qui vivent dans un autre monde, un autre univers social et culturel que le sien.

Il s'occupe de tout et à réponse à tout avant même que les questions ne soient posées. Ses discours traînent en longueur, alliant dans un curieux mélange de grands principes et de nobles valeurs avec des explications détaillées sur de multiples dossiers qui finissent par faire perdre le fil et noyer le poisson. Ce président communicant est devenu comme l'animateur en chef d'une sorte de jeu de question-réponse et d'un grand débat permanent dans un pays qui est devenu difficilement gouvernable. Il a saturé l'espace public et médiatique de sa présence. À force de se mettre constamment en avant, il a polarisé sur lui les ressentiments et les haines existant dans la société dont se nourrissent les populistes.

Ses petites phrases plus ou moins provocatrices et maîtrisées, lancées ici ou là, n'arrangent pas les choses. Elles alimentent l'« essoreuse à idées » des réseaux sociaux, et des émissions de chaînes d'info, qui mélangent tous les genres et noient tout dans l'indistinction. Emmanuel Macron ne peut alors manquer d'apparaître comme un incorrigible bavard, une sorte d'adolescent branché qui affiche son ego et ne tient pas sa langue. En ce sens, il reflète à sa manière un certain air du temps. Le plus paradoxal en l'affaire est qu'« en même temps » il est censé incarner l'autorité de l'État.

« Emmanuel Macron surevalue le pouvoir et les effets de sa parole interminable, en ayant toujours du mal à comprendre les préoccupations et l'état d'esprit d'une majorité des Français qui vivent dans un autre monde, un autre univers social et culturel que le sien »

Comment expliquez-vous un tel paradoxe ?

Par-delà le contenu de la politique menée et ses méandres (« un coup à droite, un coup à gauche »), c'est tout un style et une manière d'incarner la fonction présidentielle qui me paraissent avoir contribué à son discrédit.

Emmanuel Macron représente, à sa façon, une figure sociale qui a été et est encore valorisée : celle du jeune cadre dynamique, motivé, performant et réactif, volontiers séducteur, qui bouscule les hiérarchies et les bureaucraties et se croit omniscient. Mais il est en même temps un « chef d'État », ce qui lui impose une certaine posture, des devoirs et des contraintes dus à sa fonction. La coexistence du manager de la « start-up nation » – sans parler de l'individu qui, comme tout le monde, a des goûts et des sentiments – et de la stature du « monarque républicain » ne va pas de soi. Le plus surprenant est l'apparente facilité avec laquelle Emmanuel Macron passe de l'un à l'autre, selon les circonstances et les moments.

Cette façon déconcertante d'occuper la fonction présidentielle et de gouverner le pays ne date pas non plus de son élection. D'autres l'ont pratiquée avant lui, mais ce dernier, par son style et sa personnalité propres, l'a poussée à son paroxysme. Dans une société où règnent la méfiance et la suspicion envers l'État et les institutions, cette façon de faire a contribué un peu plus à leur discrédit.

C'est le rôle de l'État comme pôle de référence, d'unité et de stabilité – et la nécessaire distance qu'il implique par rapport à la société – qui est en question dans un moment particulièrement critique de l'histoire sur le plan national et international. Quels que soient les résultats de ces élections, il est grand temps de rompre avec cette autodestruction du politique qui renforce la décomposition du pays et fait le jeu des populistes de tous bords. ■

* Jean-Pierre Le Goff est sociologue et philosophe. Dernier ouvrage paru : « Mes Années folles. Révolte et nihilisme du peuple adolescent après Mai 68 » (Stock/Robert Laffont, 2023).

GRAND ENTRETIEN

Pour le sociologue*, la dissolution prononcée par Emmanuel Macron participe de sa façon « disruptive » de faire de la politique. Une décision impulsive qui, sous prétexte de redonner la voix au peuple, renforce aussi l'instabilité, le désarroi et l'angoisse des Français.



Au RN, chiffrer, c'est s'exposer



CHRONIQUE
Bertille Bayart

Les campagnes électorales, ce n'est pas nouveau, autorisent à formuler des promesses à la crédibilité douteuse. Cette campagne-ci, pour les élections législatives des 30 juin et 7 juillet, nous fait franchir un cap : bienvenue dans le temps de la post-économie.

C'est la gauche qui nous y a amenés. Grisée par son accord électoral, cette chimère à tête de Mélenchon, ventre de Sandrine Rousseau, pattes de Fabien Roussel, poils de Hollande, plumes de Poutou, et queue de Glucksmann, le Nouveau Front populaire, s'est enivrée de ses propres chiffres. Rien n'est trop gros, il n'y a jamais assez de zéros : 30 milliards d'euros de rentrées fiscales supplémentaires dès 2024, 100 milliards en 2025, 150 milliards ensuite. Et autant de nouvelles dépenses.

Les économistes comme Olivier Blanchard, Xavier Jaravel ou Philippe Aghion qui s'étranglent devant cette débauche se font traiter d'orthodoxes bornés, ou pire, de sociaux-démocrates timorés. Au NFP, rien ne se perd, et tout se redistribue. On raisonne en vase clos. Comme si la base fiscale ainsi matraquée ne devait jamais s'éroder sous l'effet d'un pareil traitement. Comme si le pouvoir d'achat créé ex nihilo ne devait s'employer qu'en consommation de produits français, et pas importés, ni en épargne. Comme si les entreprises allaient supporter ce contre-choc de compétitivité à prix bloqués la fleur au fusil et l'investissement en bandoulière. Comme si la France pouvait, comme en 1981, se lancer toute seule dans une aventure de relance en format XXL. Il suffit d'avoir foi dans les multiplicateurs keynésiens pour croire au bouclage financier de ce programme. De toute façon, il est cautionné par les meilleurs post-économistes comme Thomas Piketty ou Julia Cagé.

De l'autre côté de l'échiquier, le Rassemblement national applaudit à deux mains. Plus le Nouveau Front populaire aligne ses gros chiffres, moins Jordan Bardella en livre. Marine Le Pen en a fait l'expérience à chaque élection présidentielle : chiffrer un programme, surtout quand il est mal ficelé, c'est s'exposer. Alors le RN ne s'expose pas. Le programme économique présenté par Jordan Bardella lundi devant la presse a été réduit à peau

de chagrin. Il n'a donné qu'un chiffre, un seul petit chiffre, un chiffre qui n'effraie pas : 7 milliards d'euros. Une paille, de nos jours. C'est le coût estimé de la mesure de baisse de TVA sur les énergies pour le second semestre 2024.

Des pans entiers de dépenses (retraites notamment) du Rassemblement national ont été sabrés. Des décisions à venir sont escamotées du discours (nationalisation des autoroutes) sinon du projet (remise en cause de la réforme de l'assurance-chômage). Et les impôts ? Ils baisseront, bien sûr, pour les particuliers (TVA énergie, part fiscale...) et les entreprises (impôts de production).

« Les multinationales ne sont plus un ennemi. Il n'y a guère que sur la CMA-CEM de Rodolphe Saadé que la foudre est tombée avec la fin promise de la "niche armateurs" »

Lundi, Jordan Bardella n'a pas parlé de fiscalité du capital. Pas plus qu'il ne l'avait fait jeudi dernier, devant le patronat. Ce jour-là, le candidat premier ministre avait tout du Revizor de Gogol, cet « homme creux », selon la formule de Giuliano da Empoli (*Les Ingénieurs du chaos*) : « les thèmes de la conversation lui sont donnés par ceux qui l'interrogent : ce sont eux qui lui mettent les mots dans la bouche et créent la conversation ».

En deux semaines, la conversation économique du Rassemblement national s'est empli des mots qui rassurent les entreprises et les marchés financiers. Emmanuel Macron ayant dissous la majorité, Jordan Bardella en absorbe les sucres. Comme Édouard Philippe, il veut « de l'ordre dans les comptes et de l'ordre dans la rue ». Comme Bruno Le Maire, il veut « un pays de producteurs ». Comme le président, il demande une « pause réglementaire ». Encore quelques jours, et il sera prêt à organiser le prochain sommet Choose France.

Les multinationales ne sont plus un ennemi. Il n'y a guère que sur la CMA-CEM de Rodolphe Saadé que la foudre est tombée avec la fin promise de la « niche armateurs ». Selon un proche de

Marine Le Pen, il n'y aura finalement pas de réforme du prélèvement fiscal unique (PFU ou « flat tax ») sur les revenus du capital. Le retour de l'impôt sur la fortune (appliqué aux placements financiers et pas immobiliers) pourrait épargner l'immobilier de rapport (du fait de la conjoncture du secteur) et les placements éligibles au PEA (actions européennes). Le fonds souverain ? Ce pourrait n'être qu'une incitation supplémentaire à l'investissement en actions des fonds de l'assurance-vie. Le protectionnisme, pardon, le patriotisme économique ? Jordan Bardella n'a parlé lundi que de l'approvisionnement en produits locaux des cantines.

Tout est lissé, poli, adouci. En trois coups de rabot. Un coup de rabot politique, pour faire dès maintenant une campagne de second tour, rassurer ce centre droit que Jean-Luc Mélenchon sabotait méthodiquement vers le RN. Un coup de rabot financier ensuite, pour ne pas provoquer la réaction des marchés et risquer la hausse des taux qui ruinerait l'économie et les chances de Marine Le Pen en 2027. Un coup de rabot économique, manié par ceux qui, comme François Duryev (Otiom Capital), s'emploient à convertir le RN et ses dirigeants aux fondamentaux de la vie des entreprises.

On en oublierait presque que pour être mis en œuvre et financé, le programme économique du RN, même rabougri, suppose d'obtenir vite et simultanément plusieurs dérogations européennes (TVA, contribution française au budget communautaire, prix de l'électricité...). On en oublierait aussi qu'il ne s'agit pas seulement de financer 7 milliards de baisse de TVA en 2024 (et 12 milliards en année pleine) mais aussi, au minimum, de réaliser les économies nécessaires pour tenir la trajectoire des comptes publics (il reste 10 milliards d'euros à identifier cette année, et 20 milliards de plus par an, les années suivantes). On en oublierait encore l'immense fragilité des promesses d'économies, à ce stade hypothétiques, faites sur les dépenses liées à l'immigration et sur la réforme de l'État. On en oublierait enfin que le projet du RN, s'il s'exonère d'être chiffré, repose sur une promesse de croissance qui conditionne les recettes, l'activité et l'emploi. Ici intervient la post-économie, autrement dit la méthode Coué. ■

La parenthèse macroniste est-elle en train de se refermer ?



ANALYSE
Albert Zennou

Dans un duel, il ne faut jamais être le troisième. Or, c'est exactement que les macronistes sont en train d'expérimenter avec la campagne des législatives express voulue par le président de la République. Le bloc central représenté par les troupes macronistes et leurs affiliés d'Horizons, du MoDem et de l'UDI est coincé entre l'émergence d'un bloc de gauche reconstitué pour l'occasion et d'un Rassemblement national qui n'a pour l'instant réussi à séduire que les LR version Ciotti. L'espace politique se réduit pour Renaissance, qui, selon les sondages, pourrait décrocher dans le meilleur des cas entre 70 et 100 sièges. Pas de quoi peser sur la future assemblée et encore moins pouvoir espérer constituer une coalition. Emmanuel Macron avait sans doute en tête de faire une nouvelle fois exploser les blocs de droite et de gauche pour tenter de reconstituer un bloc central qui par refus des extrêmes recueillerait les voix des Français modérés. Or, si l'on en croit les enquêtes d'opinion, le scénario ne semble pas se dessiner de la sorte. La gauche sociale-démocrate est passée sur ses poudres morales pour s'allier dans le Nouveau Front populaire avec les trotskistes du NPA, les radicaux de la LFI, les écologistes et même les communistes. Le RN domine très largement la droite.

On assiste en direct au déclin de l'empire macroniste, celui qui a dominé la politique depuis 2017 en pronant le refus du duel, jugé stérile entre la droite et la gauche. L'heure était alors au dépassement. En 2017, le raz-de-marée macroniste envoyait pour la première fois une large majorité « centriste » à l'Assemblée, regroupant d'authentiques centristes historiques (Bayrou) et des ex du

PS et de LR. Autant de ralliements qui confirmaient la disparition du clivage. La fin de la droite et de la gauche était actée et devait donner une nouvelle coloration au débat politique français. Pour autant, ces deux blocs avaient-ils vraiment disparu ? La France pouvait-elle revenir sur deux siècles d'histoire politique faite d'affrontements entre la gauche sociale et la droite libérale et/ou conservatrice ? Certes, les noms ont changé, à la place du « ni droite ni gauche » est apparue l'opposition progressistes-populistes, histoire de renvoyer Marine Le Pen et le RN dans les cordes de l'extrémisme. Mais dans les faits, le clivage n'a jamais véritablement disparu puisque, très vite, sont apparues au sein même de la macronie des sous-divisions. Une aile gauche a ainsi vu le jour autour des ex du PS et d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) : Jean-Yves Le Drian, Christophe Castaner, Gérard Collomb, Richard Ferrand, François de Rugy, Nicolas Hulot, Olivier Dussot, et jusqu'à Elisabeth Borne. À droite, une autre aile s'est aussi cristallisée autour des ex-LR Édouard Philippe, Bruno Le Maire, Gérard Darmanin. Chacun voulant influencer sur l'exécutif.

Le 7 juillet prochain se profile un affrontement entre la gauche et le Nouveau Front populaire et la droite avec un Rassemblement national dominant. Le clivage droite-gauche fait sa réapparition de façon magistrale mais avec une modification significative. On est loin de l'opposition entre la droite gaulliste alliée au courant libéral de l'UDF qui a formé ensuite l'UMP et LR et la gauche dominée par un PS social-démocrate.

Aujourd'hui, la recherche de radicalité aboutit à un clivage entre une gauche dominée par LFI et une droite écrasée par la prédominance des lepénistes. Mais si la gauche revendique totalement

son appellation, à l'autre bout du spectre, Marine Le Pen nie son appartenance à la droite. Elle a souvent répété que son objectif n'était pas de sauver la droite, d'où son peu d'empressement à constituer l'Union des droites. Pour autant, la seule alliance qu'elle a pu nouer en vue des législatives est celle avec Éric Ciotti. On voit mal des formations et même des élus de gauche rejoindre en masse une coalition autour du RN. D'ailleurs, lors de la présentation, ce lundi, de son programme économique par Jordan Bardella, on a pu noter une inflexion un peu plus libérale. Le but est bien évidemment d'aller séduire une partie de l'électorat traditionnel de la droite dite républicaine peu emballée par les aspirations sociales du parti à la flamme.

Au soir du 7 juillet, on pourrait donc avoir une Assemblée nationale où deux blocs, pas forcément homogènes, vont se faire face. Les macronistes pourraient avoir du mal à tirer leur épingle du jeu. Nous verrons alors si le macronisme n'était qu'une parenthèse dans l'histoire politique française amenée à se refermer dès le soir du deuxième tour des législatives. ■

le club
LE FIGARO
Culture

Ce soir à 22h sur
Le Figaro TV, présenté par
Jean-Christophe Buisson

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeurs des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Theard (Enquêtes),
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 8h à 15h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 € Club : 529 € Semaine : 45 € Week-end :
Prestige : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allier-Nivernais. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen
sous le numéro PU 011/001. **Eutropisation** : P.Phot 0,002 kg/tourne de papier.

Ce journal
se compose de :
Édition nationale
Précédent 22 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 12 pages

Elias Sanbar: « Les Palestiniens veulent l'égalité »



PAR
Philippe Gélie

L'historien, voix respectée de l'intelligentsia palestinienne, redoute qu'après les représailles contre Gaza, Israël mène une « guerre d'annexion » en Cisjordanie.

Historien et essayiste, traducteur du poète palestinien Mahmoud Darwich, ancien négociateur du processus de paix et ex-ambassadeur de Palestine à l'Unesco, c'est fort de toutes ces expériences qu'Elias Sanbar vient de publier dans la collection « Tracts » de Gallimard *La Dernière Guerre ? Palestine 7 octobre 2023-2 avril 2024*. Un court essai, intense et à fleur de peau, sur le drame du Proche-Orient.

LE FIGARO. - Vous titrez sur la « dernière guerre » à propos de Gaza, mais vous ne croyez pas qu'elle sera suivie de la paix ?
ELIAS SANBAR. - Certains voudraient que ce soit une guerre définitive, mais j'ai ajouté un point d'interrogation car, à mon avis, la question ne sera pas tranchée. Dès les événements du 7 octobre (*le massacre de près de 1 200 civils en Israël par des commandos du Hamas, NDLR*), beaucoup de gens se sont concentrés sur la question : qu'est-ce qu'il se passe ? Moi, j'ai pensé, compte tenu de ma connaissance de cette histoire, que je devais peut-être dire ce que c'est.



« Les crimes de guerre des deux côtés finiront devant les tribunaux. Aucune violence ne justifie l'autre », souligne Elias Sanbar.

Pour vous, il s'agit d'un prolongement de la première guerre de 1947-1948 visant à parachever l'expulsion des Palestiniens ?

Oui, c'est pour cela que c'est la deuxième guerre et pas la sixième ou la huitième. L'idée d'achever ce que Ben Gourion (fondateur de l'État d'Israël en 1948, NDLR) a laissé inachevé, on l'entend depuis un moment et c'est un mot d'ordre mobilisateur très important au sein du mouvement des colons. Israël a été pris par surprise par ce qui s'est passé le 7 octobre, mais il a riposté comme dans une partie d'échecs : d'abord avec une opération de représailles, « vous allez voir ce

que vous allez voir », et ensuite, « puis-que vous ouvrez la possibilité d'autre chose, nous enchaînons sur ce qu'il y a à achever ».

Quelles preuves tangibles nourrissent cette conviction ?

Il y en a beaucoup, et pas seulement dans les déclarations. Je vais vous dire : après la guerre de représailles, nous allons passer à la guerre d'annexion. Et elle ne se déroulera pas à Gaza, elle aura lieu en Cisjordanie. Car s'il faut achever quelque chose, selon toute la conception sioniste, c'est là : à Jérusalem-Est, Naplouse, Hébron, et ainsi de suite.

Vous croyez vraiment que le gouvernement israélien pourrait chercher à expulser plus de 2 millions de Palestiniens sous les yeux de la communauté internationale ?

Je pense que c'est ce que voudrait le gouvernement actuel, même si je ne dis pas qu'il va réussir. Des ministres ont tout de même évoqué « la Nakba volontaire » (*la Nakba, catastrophe en arabe, évoque l'exode de plus de 700 000 Palestiniens en 1948, NDLR*), c'est énorme. Il est certain que ce ne serait pas si simple, qu'un détonateur régional serait immédiatement déclenché... Mais ne pas parvenir à faire quelque chose n'empêche pas certains de commettre des folies. Je ne m'arrête pas au fait que (Benjamin) Netanyahu est prêt à tout pour rester au pouvoir, c'est un élément de détail maintenant. Par contre, vous avez une force dans la société israélienne absolument convaincue qu'il faut qu'elle achève le boulot.

Ce courant ne reste-t-il pas minoritaire, même s'il a une certaine influence dans l'actuelle coalition ?

Pendant des années, les sondages donnaient une grande majorité des Israéliens pour la paix. Si vous posez la question aujourd'hui, même à (Itamar) Ben Gvir (ministre à l'extrême droite de Netanyahu, NDLR), il vous dira : bien sûr, je veux la paix. Le problème, c'est qu'on ne demande pas quelle paix. En fait, beaucoup voulaient qu'on leur fiche la paix, c'était ça le « oui » majoritaire. Je pense qu'une majorité écrasante d'Israéliens, qu'ils soient religieux, colons, fanatiques ou pas, ne veulent pas de deux États. Le blocage est là. Une portion de l'opinion s'est accommodée, pour éviter les deux États, d'une forme d'autonomie dans tout ou partie de la Cisjordanie. C'est bien en deçà des aspirations palestiniennes, mais pour beaucoup d'Israéliens c'était une concession historique. Il y a une constante : le refus de partager me paraît absolument général dans la société israélienne.

Et les Palestiniens sont prêts à partager ?

Ils y étaient prêts parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix. Aucun Palestinien ne vous dira jamais que la Palestine n'est pas sa patrie. Mais il y a eu, à un moment, une vraie majorité pour accepter que notre État n'existerait pas sur tout notre territoire national. C'est par cette nuance qu'est arrivée l'idée du partage. Mais cette majorité s'est estompée avec l'échec des négociations, et cette guerre lui a porté le coup de grâce.

Les actes de barbarie commis le 7 octobre discréditent-ils le Hamas pour représenter les Palestiniens ?

Le Hamas représente le Hamas, pas les Palestiniens - c'est l'OLP qui représente les 14 millions de Palestiniens. Gaza est en Palestine, elle n'est pas « la » Palestine. Ce qui s'y passe constitue un cas d'école de guerre tribale - toi ou moi - avec des bannières religieuses. Il y a quelque chose d'annihilateur. D'où cette violence anarchique. J'ai vu les images des charniers autour des hôpitaux, c'est terrifiant. Les crimes de guerre des deux côtés finiront devant les tribunaux. Aucune violence ne justifie l'autre.

Faudra-t-il malgré tout négocier avec le Hamas ?

Il veut négocier ! Dire « jamais », cela fait partie des fanfaronnades guerrières. Y sommes-nous ? C'est une autre question. Mais le Hamas a pris position en faveur des deux États, il y a des déclarations très claires là-dessus de leur direction politique. Leur condition est de ne pas écrire que ce serait définitif - une belle trouvaille politique pour débloquer une situation. Rien de ce qu'on écrit n'est définitif, c'est la réalité du terrain qui décide.

Vous dénoncez les « deux poids, deux mesures » de la communauté internationale...

Je pense que dans la liste des responsabilités, les amis d'Israël arrivent en tête, avant même les colons israéliens. Quand, pendant des années, vous dites à un pays « ne t'en fais pas, on te couvre », vous le menez à sa perte, ce n'est pas vrai que vous le protégez. Le problème, c'est l'impunité. Et aujourd'hui, ces amis d'Israël ne savent plus quoi faire. L'Administration américaine est dans une impasse, c'est Netanyahu qui la tient.

Vous parlez, à propos des Occidentaux, d'une « politique immorale et raciste » ?
Je me place par rapport au principe d'égalité. C'est l'élément le plus important de cette fabuleuse Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Sans l'égalité, aucun des autres préceptes ne fonctionne. Qu'est-ce qui a permis le remplacement des populations en 1948 ? Le fait que nous ne comptions pas, nous n'étions pas égaux. Si l'on avait respecté l'égalité, il y aurait des dizaines de milliers de morts en moins.

Vous suggérez d'inverser le processus diplomatique pour partir de la reconnaissance d'un État palestinien ?
Oui, un État au complet, avec des frontières, une capitale, etc. Ça fait quarante ans qu'on négocie dans l'autre sens. À celui qui me reconnaît, je suis en droit de demander : qu'est-ce que tu reconnais ? Sinon, il va me dire : « Viens, allons parler de ce que je reconnais. » Et on est repartis pour quarante ans. Ce serait une façon de ne pas répéter ad aeternam la négociation d'Oslo.

« Je pense que dans la liste des responsabilités, les amis d'Israël arrivent en tête, avant même les colons israéliens »

Et ce serait utile ?

Bien sûr. D'abord parce que c'est une position morale. Elle relève, encore une fois, du principe d'égalité. Ce n'est pas du symbolisme, ça pèse. Et ceux qui reconnaissent la Palestine ne cessent pas pour autant de reconnaître Israël ! Ensuite, ça laisse tout de même une marge d'espoir, au moment où les deux États sont devenus si difficiles à concrétiser. Le temps a rendu l'application de cette idée quasi impossible, mais c'est une perte terrible, car c'était une très bonne solution. Vous savez pourquoi ? Parce que cela imposait une période sans guerre, plus une gestion de voisinage. La paix réelle serait venue du voisinage, pas du fait qu'il n'y a plus de guerre.

Comment jugez-vous la place prise par la Palestine dans le débat en France ?

Avant, je connaissais presque tous les participants aux discussions sur la Palestine. Aujourd'hui, j'entre dans une salle de 500 ou 600 personnes et je n'en connais aucune. Là, je me dis que nous avons gagné quelque chose. Nous avons inscrit la question palestinienne dans le paysage et non plus seulement dans les franges solidaires. Nous sommes fréquentables. La guerre de Gaza a amplifié ce mouvement.

Le sujet reste pourtant clivant ?

Nous l'étions déjà avant. Mais la France était perçue, à tort ou à raison, comme la quintessence de l'audace. Or, il n'y a plus d'audace. Nicolas Sarkozy a été plus audacieux qu'Emmanuel Macron, lorsqu'il a accepté l'entrée en 2011 de la Palestine à l'Unesco avec les attributs d'un État. Il a compris : ce qu'on nous donne ne reprend rien à Israël.

Où serait l'audace, aujourd'hui ?

Oser dire à toutes les parties : nous vous percevons à égalité et nous appliquerons la plus belle des composantes de la trilogie républicaine, sans laquelle les deux autres ne marchent pas. ■

SALON DU LIVRE
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
DES PAGES AVANT LA PLAGE

29 & 30 JUIN 2024
PLACE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, PARIS 6^e
DE 10H À 19H

ENTRÉE GRATUITE
70 AUTEURS

Partenaires : **vivendi**, **LES ÉDITIONS ALGOÏS**, **LIPP**, **DELANY**, **LE FIGARO**, **DT&TOK**

LE FIGARO

économie



ÉNERGIE

L'EUROPE PAS ASSEZ ARMÉE
CONTRE UNE PROCHAINE
CRISE DU GAZ **PAGE 25**

AIRBUS

L'AVIONNEUR ABAISSE
SES PRÉVISIONS ET CHUTE
EN BOURSE **PAGE 27**



Vent de morosité sur les soldes



Les commerces d'habillement, de décoration ou de bricolage espéraient, avant la dissolution, un rebond des ventes. Ils redoutent désormais l'attentisme des clients. **PAGE 24**

Après Apple, l'UE menace Microsoft d'une lourde amende

Microsoft est à nouveau dans le viseur de la Commission européenne. Bruxelles accuse cette fois le géant de Redmond (État de Washington) de violer les règles de concurrence de l'UE en liant son application de visioconférence Teams à ses célèbres logiciels de bureautique comme Word et Excel. À ce stade, au terme d'une enquête préliminaire, il ne s'agit

que d'une « communication des griefs » qui permettra à Microsoft d'avoir accès au dossier et de se défendre. Mais le groupe risque une amende allant jusqu'à 10 % de son chiffre d'affaires.

Microsoft dissociait déjà depuis octobre dernier Teams de ses suites Office 365 et Microsoft 365, qui incluent également Powerpoint et Outlook. Ses clients pouvaient dé-

sormais acquérir ces logiciels sans Teams, à un prix inférieur. Des engagements pris à la suite de l'ouverture d'une enquête pour abus de position dominante en juillet 2023.

« Après l'ouverture de la procédure, Microsoft a modifié la façon dont il distribue Teams, a constaté la Commission. Il a notamment commencé à proposer certaines suites

sans Teams. » Mais cela n'a pas suffi à rassurer Bruxelles, qui estime qu'« il est nécessaire de modifier davantage le comportement de Microsoft pour rétablir la concurrence ». « Nous nous efforcerons de trouver des solutions pour répondre aux préoccupations restantes de la Commission », a réagi le président de Microsoft, Brad Smith.

KAREN LENTSCHNER

> FOCUS

DANS LE PUBLIC, LES ARRÊTS DE TRAVAIL S'ALLONGENT

Alors que les entreprises se battent contre l'absentéisme, qui coûte 100 milliards d'euros par an à la France, les collectivités territoriales n'échappent pas au problème. Au premier abord, les choses semblent certes s'améliorer, avec une stabilisation du taux d'absentéisme à 4,4 % en 2023, comme en 2022, selon l'Observatoire de l'absentéisme dans les collectivités territoriales de WTW. Un constat qui cache une hausse de 13 % par rapport à 2021 - et de 22 % en cumulé par rapport à 2017. Par ailleurs, si la part des agents absents au moins une fois dans l'année baisse de 21 % par rapport à 2022, la durée des arrêts, elle, s'allonge significativement, passant de 24,5 jours en 2022 à 32,5 jours en moyenne en 2023 (+ 33 %).

La tendance ne touche pas toutes les tranches d'âge de la même manière. Comme dans le privé, l'absentéisme explose de 35 % entre 2021 et 2023 chez les jeunes de moins de 25 ans. Un bond quasi équivalent s'observe chez les plus de 60 ans, avec une hausse de 32 % sur les deux dernières années, et une augmentation de 54 % entre 2019 et 2023. Le taux d'absentéisme pour cette classe d'âge s'établissant à 10,6 % en 2023, Noémie Marciano, directrice de l'activité santé de WTW en France, estime que « dans un contexte d'allongement des carrières et de vieillissement de la population, la mise en place de moyens de prévention est un levier à privilégier, et des actions concrètes en matière d'aménagement du temps et des postes de travail, ainsi que du parcours professionnel, permettent de favoriser le maintien en activité des seniors ».

LOUISE DARBON

le PLUS du FIGARO ÉCO

CYBERSÉCURITÉ

Les collectivités territoriales sur les dents avant Paris 2024 **PAGE 28**

LA SÉANCE

DU MARDI 25 JUIN 2024

CAC 40
7662,30 -0,58%

DOW JONES
39107,38 -0,77%

ONCE D'OR
2345,00 (2345,00)

PÉTROLE (Brent)
85,000 (86,000)

EUROSTOXX 50
4930,77 -0,41%

FOOTSIE
8247,79 -0,41%

NASDAQ
19690,58 +1,11%

NIKKEI
39173,15 +0,95%

L'HISTOIRE

Les bouchons « solidaires », casse-tête pour les clients... et les embouteilleurs

« Ça rentre dans le nez, vraiment pas pratique... » Le retour des beaux jours dans l'Hexagone incite à l'achat de bouteilles pour éteindre les petites soifs. Et, avec elles, un désagrément selon certains usagers. Les bouchons attachés aux bouteilles compliquent la dégustation au goulot. Depuis deux ans, ce type de bouchon « solidaires » ou « captifs » s'est développé. Il sera même obligatoire d'ici au 3 juillet. Le but : faciliter la collecte, le tri, et donc le recyclage de ces petits objets en plastique qui finissent trop souvent dans la nature. Simple en apparence, l'innovation s'est révélée particulièrement complexe à mettre en œuvre. Et pour cause : avec plus de 15 milliards de bouteilles en plastique mises sur le marché par

an rien qu'en France, les volumes sont énormes. « Il nous a fallu plusieurs années de R & D », expliquait-on déjà en 2020 chez Refresco, l'un des grands embouteilleurs européens. Chez Tetra Pak, qui fournit des briques pour les industriels de la boisson, 100 millions d'euros ont été investis en trois ans sur sa propre usine de bouchons de Châteaubriant (Loire-Atlantique). De nouvelles techniques permettent de réduire jusqu'à 60 % l'utilisation de matière plastique.

Tous passés aux nouveaux opércules, les fabricants doivent désormais s'atteler, comme le géant Coca-Cola, à déployer des systèmes de verrouillage empêchant les fameux bouchons de revenir seuls vers l'avant. De quoi tenter de s'assurer l'adoption pleine et entière par les clients. Le prochain défi. ■
OLIVIA DÉTOYAT



Et si le meilleur de l'intelligence artificielle était au service de votre métier ?



Avec les solutions IA de Cegid, élevez votre potentiel et entrez dans le futur de votre métier.

cegid.com

cegid

Ouvrir les possibles



Un grand magasin parisien à l'heure des soldes. Les chiffres d'affaires de l'habillement et de la chaussure ont reculé respectivement de 6,9 % et 11 %, sur un an (de mai 2023 à mai 2024).

RICCARDO MILANI / HANS LUCAS VIA AFP

Vent de morosité pour l'ouverture des soldes

Manon Malhière

Après avoir été boudés ces deux dernières années par des consommateurs au régime sec, les commerces non alimentaires redoutent que l'incertitude politique ne provoque de l'attentisme.

« **L**a période politique actuelle est compliquée, mais il faut rester confiant, on s'adapte », confie le dirigeant d'un magasin de sport. « Entre les grèves des transports ou encore la crise des "gilets jaunes", la réalité est que toutes ces crises passées nous font regarder les prochaines avec plus de recul », relative de son côté le représentant d'un centre commercial. Textile, équipement de la maison, décoration... Les commerces spécialisés dans le non-alimentaire se seraient toutefois bien passés des soubresauts politiques que traverse le pays, provoqués par la dissolution et une campagne électorale qui fait craindre une victoire des extrêmes. Et pour cause. Les soldes d'été, qui débutent mercredi pour six semaines, se tiennent quelques jours seulement avant le premier tour des législatives. Or, les périodes d'incertitude politique ne font jamais bon ménage avec la consommation, surtout lorsqu'il s'agit d'achats plaisir. C'est d'autant plus vrai dans un contexte économique morose, marqué par deux années de crise inflationniste.

Certes, depuis plusieurs années, ces soldes, qui se déroulent également en hiver, ne sont plus le rendez-vous incontournable des consommateurs pour faire des affaires. Ventées privées, offres promotionnelles, Black Friday... La multiplication des initiatives pour attirer les clients permet désormais d'acheter malin tout au long de l'année. Malgré tout, « le moment reste très important pour les entreprises, car elles ont alors le droit de vendre à perte et peuvent plus facilement écouler leurs stocks », rappelle Emmanuel Le Roch, délégué général de Procos, la fédération du commerce spécialisé.

La fin de la crise inflationniste, qui s'est confirmée à la fin du premier trimestre, avait pourtant donné des heurs d'espoir aux acteurs du secteur. Selon un sondage publié par Bonial, entreprise qui référence les catalogues des différentes enseignes, et réalisé en partenariat avec OpinionWay, les intentions des Français pour participer aux soldes montraient des signaux encourageants, quand bien même la plupart des ménages restent préoccupés par leur pouvoir d'achat en raison de

prix toujours bien plus élevés qu'avant 2020. 63 % des personnes interrogées fin mai indiquaient avoir prévu de participer à cet événement, soit une progression de 2 points par rapport à l'an dernier, et d'y consacrer 232 euros en moyenne. Sans compter que les Jeux olympiques ont déjà eu un petit effet positif sur les achats, avec notamment des ventes de téléviseurs et rétroprojecteurs en forte hausse ces dernières semaines, constate le spécialiste de l'e-commerce Cdiscount.

Mais depuis l'annonce surprise de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron le 9 juin, le scepticisme semble reprendre le dessus du côté des commerçants, qui redoutent un « attentisme sur les achats » prolongé. « Je pensais que le début de l'été aurait été marqué par un nouvel élan pour le commerce. Mais après le stress inflationniste, on fait maintenant face à un stress politique », déplore un observateur du secteur. « Sans le contexte politique actuel, on aurait pu espérer une bonne saison des soldes », résume Laurent Landel, président de Bonial et expert de la consommation.

Cela tombe mal pour des magasins spécialisés qui ont déjà lourdement subi la crise inflationniste provoquée par la flambée des prix des matières premières et la guerre en Ukraine à partir de 2022. Confrontés à des étiquettes en hausse de plus de 20 % en deux ans, entre 2022 et 2023, dans les rayons alimentaires des grandes surfaces, bon nombre de ménages ont été contraints de faire des arbitrages, et ont privilégié les achats alimentaires essentiels à d'autres produits. La consommation d'habits et de chaussures, mais aussi d'équipements de la maison (meubles, petits et gros électroménagers) en a alors fait les frais, particulièrement à partir de septembre 2023. « Beaucoup d'achats non alimentaires ont été soit reportés, soit rayés de la liste », précise le président de Bonial.

Résultat des courses, les ventes en volume dans ce secteur du commerce spécialisé ont baissé de 0,9 % en 2023 après avoir progressé de 6,1 % en 2022, selon les récents chiffres de l'Insee. Pour le secteur du textile et de la chaussure, qui connaît la plus grave crise de son histoire avec une multiplication sans précédent des redressements judiciaires, plans sociaux et faillites (Camaieu, Kookai, Naf Naf, Burton), le décrochage est sévère. Selon Procos, le chiffre d'affaires des magasins d'habillement a reculé de 6,9 % en mai sur un an (de mai 2023 à mai 2024), et celui des boutiques de chaussures de 11 %.

« Beaucoup d'achats non alimentaires ont été soit reportés, soit rayés de la liste »

Laurent Landel, Président de Bonial

Outre la crise inflationniste, « la météo n'a pas non plus incité les Français à renouveler leur garde-robe », explique Yann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce. En hiver, il n'a pas fait froid et il a plu très souvent. À l'inverse, au printemps, il n'a pas fait chaud et on a également eu beaucoup de pluie. » Pas sûr que le retour du soleil suffira à inverser la tendance.

Plombé par une baisse des ventes en volume qui a atteint 6,5 % l'an dernier, l'équipement du foyer traverse également une mauvaise passe, après avoir enregistré une croissance insolente durant la pandémie, lorsque les ménages refaisaient leur intérieur. « On s'attend à des renouvellements de certains équipements de la maison après les nombreux achats effectués durant le Covid. C'est, par exemple, le cas du mobilier de jardin qui a généralement une durée de vie de quatre à cinq ans », espère un observateur du secteur. Mais, à ce stade, les ventes n'ont pas vraiment repris. C'est le cas par exemple pour l'enseigne de meubles et d'objets de décoration Maisons du monde qui a enregistré une chute de son chiffre d'affaires de 9,5 % au premier trimestre par rapport à la même période l'an dernier.

Le segment bricolage (Bricorama, Leroy Merlin, Castorama) n'est pas non plus épargné. Victime de la faible dynamique de la consommation, ce domaine

de l'équipement du foyer subit aussi la crise immobilière qui, liée à la hausse des taux d'intérêt, s'est traduite par une chute du nombre de constructions et une baisse des transactions. La situation a freiné les achats de carrelage, de peinture, de matériaux en tout genre, mais aussi de meubles et d'articles de décoration. « Or le sujet du logement ne sera pas réglé rapidement », avertit Emmanuel Le Roch. En outre, l'incertitude politique pourrait dissuader les ménages de réaliser de gros achats, même soldés.

Finalement, la beauté fait partie des rares activités du commerce spécialisé à enregistrer une croissance dynamique depuis la fin de la pandémie : son chiffre d'affaires a progressé de 20,1 % en mai par rapport à la même période l'an dernier, selon Procos. Et ce, après avoir connu une période difficile pendant la période du Covid quand les consommateurs étaient calfeutrés chez eux ou étaient obligés de porter des masques.

Plus fondamentalement, le commerce spécialisé pâtit d'une modification des comportements d'achat qui pourrait perdurer et rebattre significativement les cartes. « La sensibilité prix est exacerbée. Les Français comparent de plus en plus les enseignes », constate Laurent Landel, de chez Bonial. Cette tendance explique en grande partie l'essor des magasins discount qui sont devenus de redoutables adversaires des enseignes classiques, en séduisant désormais toutes les catégories socioprofessionnelles avec leurs prix cassés. À l'instar du distributeur hard-discount néerlandais Action, qui vend des produits variés, allant du cadre photo aux outils de bricolage en passant par les produits ménagers.

L'essor des plateformes de vente en ligne asiatiques très agressives comme Shein (textile) et Temu (bazar) ne facilite pas non plus la tâche. Enfin, la vente d'occasion tire son épingle du jeu comme l'illustre la très bonne performance du site de vente de produits de seconde main Vinted dont le chiffre d'affaires mondial a progressé de 61 % l'an dernier. Pour certains experts, cette évolution des modes de consommation représente un véritable défi pour les distributeurs traditionnels qui vont devoir redoubler de créativité pour continuer à gagner des parts de marché. ■

1% Recul

du chiffre d'affaires du secteur de l'habillement en 2023

2,6% Recul

du chiffre d'affaires du secteur de l'équipement de la maison en 2023



Plombé par une baisse des ventes en volume qui a atteint 6,5 % l'an dernier, l'équipement du foyer traverse une mauvaise passe.

NICOLAS GIOVANNI / HANS LUCAS VIA AFP

L'Europe n'est pas encore assez armée pour faire face à une prochaine crise du gaz

Isalia Stieffatre Bruxelles

L'Union européenne a fortement réduit sa dépendance aux importations russes, mais n'a pas tiré toutes les leçons de la crise énergétique, pointe un rapport de la Cour des comptes de l'UE.

Explosion des prix, crainte de pénuries et risques de coupures : dans les mois qui ont suivi l'invasion russe de l'Ukraine, en février 2022, toute l'Europe a subi une crise historique du gaz. En août 2022, alors que les prix de gros du gaz culminaient à 339 euros par mégawattheure, soit six fois plus que douze mois plus tôt, l'UE et ses États membres ont lancé une série de mesures d'urgence pour éviter un drame énergétique : réduction volontaire de la consommation d'électricité, plafonnement des profits et obligation du remplissage des stockages de gaz, ainsi que l'éventualité d'activer un gel des prix au niveau européen.

Mais ces mesures n'ont peut-être pas eu l'effet escompté, selon le rapport de la Cour des comptes européenne (CCE), publié lundi 24 juin, qui alerte sur le degré de préparation réel de l'UE face à une prochaine crise énergétique d'ampleur. Entre fin 2021 et aujourd'hui, la part de gaz russe dans les importations européennes a plongé, passant de 45 % à environ 10 %. Une conséquence de la prise de conscience, tardive mais brutale, de la dépendance de l'Union envers le géant russe. Juste avant le début de la guerre, le gaz représentait environ un quart de la consommation brute d'énergie dans l'UE, les plus grands pays consommateurs étant l'Italie et les Pays-Bas (41 %), suivis de Malte (40 %) et de la Hongrie (34 %).

« Compte tenu de sa dépendance à l'égard du gaz étranger, l'UE ne peut jamais baisser la garde sur la sécurité de son approvisionnement, et rien ne garantit des prix accessibles aux consommateurs en cas de pénurie majeure »

João Leão Membre de la Cour des comptes européenne (CCE), responsable du rapport

Dans son rapport, la Cour des comptes estime que les mesures ne sont pas certaines d'avoir porté leurs fruits : arrivées tardivement, alors qu'une certaine stabilisation était en train de s'effectuer et que de nombreux États membres avaient pris des dispositions nationales, les bénéfices réels de ces actions « restent incertains et ne peuvent souvent être démontrés ».

La Cour détaille que, entre septembre 2022 et début 2023, l'UE est parvenue à réduire de 15 % sa demande de gaz. Mais elle explique ne pas pouvoir déterminer si cette réduction « est une conséquence directe des mesures engagées ou est due à des facteurs externes », en citant les prix prohibitifs du gaz et la douceur de l'hiver. De même, la CCE estime que, si l'obligation de remplissage des installations de stockage de gaz à l'échelle européenne a été respectée, l'objectif de 90 % ayant même été dépassé, « cela ne correspond ni plus ni moins qu'aux niveaux de remplissage d'avant la crise ». Même l'efficacité du plafonnement des prix du gaz dans l'UE ne peut être mesurée, car « ceux-ci sont toujours restés nettement en deçà (des paliers fixés par l'UE, NDLR) depuis sa mise en place ».

Prudent, le rapport estime que l'UE doit encore résoudre « des problèmes de taille » pour être totalement prête à faire face à une nouvelle crise. La CCE met en garde l'Union européenne contre un manque flagrant de solidarité entre ses États membres, quand certains envisagent la possibilité de couper leur approvisionnement en gaz à un pays voisin en cas de crise grave. « Compte tenu de sa dépendance à l'égard du gaz étranger, l'UE ne peut jamais baisser la garde sur la sécurité de son approvisionnement, et rien ne garantit des prix accessibles aux consommateurs en cas de pénurie majeure », avertit João Leão, le membre de la Cour responsable de l'audit.

Parmi les autres manquements pointés par la Cour des comptes figure l'échec substantiel de la plateforme AggregateEU, mise en place pour faire des achats groupés de gaz naturel liquéfié (GNL), entre compagnies de dif-



Les installations de stockage souterrain de gaz de Kasimovskoye, exploitées par Gazprom PJSC, à Kasimov, en Russie, en novembre 2021. ANDREY RUDAKOV / BLOOMBERG

férents pays, afin d'obtenir de meilleurs prix auprès des fournisseurs. « De fait, les différences de prix entre les Vingt-Sept engendrées par la crise s'étaient déjà considérablement amoindries avant la mise en service d'AggregateEU », estime le rapport.

Aujourd'hui, pourtant, l'Union avance doucement mais sûrement sur le chemin de l'indépendance envers le gaz russe, ce qui était loin d'être une évidence il y a encore trois ans. Les imports de gaz étranger au sein de l'Union européenne ne font que diminuer depuis le

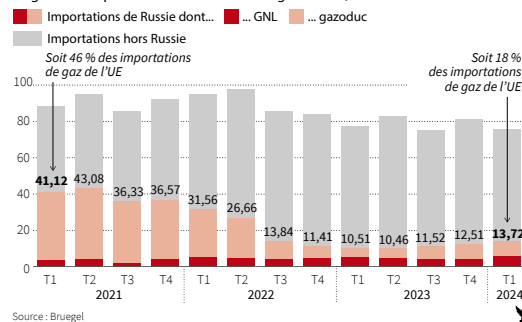
début de la guerre. « Cette année encore, la demande de l'Europe en termes de gaz a diminué de 3 % par rapport à l'année précédente », détaille Ana Maria Jaller-Makarewicz, chef analyste sur l'énergie pour l'institut IEEFA Europe, qui insiste : « La sécurité de l'approvisionnement ne devrait pas poser de problème tant que ces chiffres sont en baisse. »

Même les imports de GNL, pourtant pointés du doigt par le rapport de la CCE comme un potentiel « problème », ont diminué de 5 % dans les pays de l'UE depuis avril dernier. « Si cette tendance se poursuit, la demande de gaz d'ici à 2030 sera plus faible, tout comme les importations de GNL. Il se pourrait que nous ayons déjà atteint le pic d'importation de GNL », affirme Ana Maria Jaller-Makarewicz.

Si le cadre d'urgence mis en place par l'Union a effectivement aidé les Vingt-Sept à sortir rapidement de la crise, l'UE n'est, à ce stade, pas totalement prête à endurer une nouvelle crise énergétique, estime la CCE. Les mesures d'adaptation proposées n'assurent toujours pas un accès au gaz à des prix abordables, cela peut entraîner des difficultés dans la coopération européenne lors d'une crise importante. ■

Les importations de gaz russe divisées par trois

Origine des importations trimestrielles de gaz de l'UE, en milliards de m³



La mobilisation anti-impôts fait plusieurs victimes à Nairobi

Joseph D'Arrast Nairobi (Kenya)

Les manifestations de la jeunesse contre les hausses de TVA et la vie chère ont dégénéré. L'armée a été déployée.

Des milliers de jeunes se sont déversés dans les rues du centre-ville de Nairobi ce mardi pour clamer leur colère contre la vie chère et la décision du gouvernement d'augmenter la TVA sur plusieurs produits de première nécessité. Habillés de noirs, arborant des drapeaux kényans et des pancartes provocatrices, ils scandent des slogans contre le président William Ruto et sa loi de finances controversée.

Florence, 24 ans, brandit une pancarte accusant Ruto d'être un voleur : « Je n'ai pas d'emploi depuis quatre ans, je ne gagne pas d'argent, je souffre déjà, mais tous les prix vont augmenter, ce n'est pas juste ! » Les jeunes sont les premières victimes de la hausse de prix, car plus de 30 % sont touchés par le chômage. Alors que les manifestations au Kenya sont habituellement le fait du parti d'opposition, celles-ci se distinguent par leur jeunesse, leur caractère apolitique et, jusqu'à cette semaine, leur pacifisme. Le mouvement, baptisé Occupy Parliament (« occuper le Parlement »), s'est rapidement structuré sur les réseaux sociaux.

« Ruto doit partir, j'ai voté pour lui, mais il nous a trahis, nous ne voulons pas

de sa loi ni de son gouvernement. Aucun politique ne nous soutient, c'est nous seule, la jeunesse kényane, qui devons nous battre », crie James, un étudiant de 22 ans.

À la mi-journée, cette ambiance déjà animée a vite laissé la place à des déferlements de violence alors que le texte venait d'être voté. Tandis que la police faisait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau, une partie des manifestants a réussi à pénétrer au sein du Parlement, saccageant et incendiant une partie des locaux.

Enlèvements et arrestations

La réaction de la police s'est alors faite plus brutale, de nombreux coups de feu résonnant dans le centre de la capitale. Le bilan humain pourrait être lourd, cinq morts et des centaines de blessés étant déjà à déplorer. Des associations de droits de l'homme font aussi état de vingt-quatre enlèvements de leaders présumés depuis la veille et de plus de cinquante arrestations durant la manifestation. L'armée a été déployée et le président kényan, William Ruto, pourrait s'adresser au pays en fin de journée pour annoncer des mesures d'urgence.

L'ampleur des manifestations a surpris le gouvernement, et une partie des mesures les plus controversées ont déjà été retirées du texte. Parmi elles, des taxes sur le pain, les serviettes hygiéniques, l'huile de cuisine, le sucre, les



voitures et les paiements mobiles. Des concessions jugées insuffisantes par les manifestants.

Ces mesures sur des produits de consommation de base sont particulièrement critiquées dans un contexte d'inflation persistante, à 5,1 % sur un an, selon la Banque centrale kényane. Le président Ruto, élu en 2022 sur la promesse de venir en aide aux plus modestes, s'est déjà mis à dos une partie de la population en ayant augmenté l'impôt sur le revenu et les cotisations santé et doublé la TVA sur l'essence.

Tiraillé entre ses impératifs budgétaires et la pression de la rue, le président Ruto compte lever 2,18 milliards d'euros supplémentaires à travers la loi de finances afin de redresser les comptes du pays. Il table ainsi sur un déficit budgétaire de 3,3 % du PIB, contre 5,7 % pour l'exercice en cours.

Le chef de l'État a hérité de ses prédécesseurs d'une dette colossale tandis que le shilling kényan subissait une forte dépréciation. Il cherche désormais à réduire sa dépendance aux emprunts pour boucler son budget. La dette publique s'élève à 76 milliards d'euros - soit un peu plus de 70 % du PIB - tan-

dis que le service de la dette s'élèvera à 7,2 milliards d'euros lors du prochain exercice fiscal. De quoi absorber plus de la moitié des recettes fiscales.

Le Kenya est sous programme du Fonds monétaire international (FMI) depuis 2021. Lequel conditionne son aide à une augmentation des taxes et de sérieuses réformes fiscales, constatant que le pays ne lève pas suffisamment d'impôts.

Mais les manifestants se montrent peu sensibles à ces arguments budgétaires. Le FMI est clairement perçu comme la plume masquée de cette loi de finances. « Nous ne sommes pas les rats de laboratoire du FMI », peut-on lire sur une pancarte.

Certains arguent qu'il vaudrait mieux que le Kenya fasse faillite plutôt que de se soumettre à ces mesures fiscales drastiques. Ils critiquent la gabegie de l'État, l'augmentation des frais de la classe politique et la corruption qui affecte le pays, citant des exemples de scandales en cours, notamment une affaire d'emplois fictifs à large échelle. « Ruto et son gouvernement n'ont pas la légitimité pour nous imposer ces nouvelles taxes. Nous ne leur faisons pas confiance », s'énervent James. ■

Dijon investit 100 millions pour faire rouler bus et camions poubelles à l'hydrogène vert

Elsa Bembaron

La métropole bourguignonne vient d'inaugurer sa première station de production et de distribution de ce gaz.

Un bus, une benne à ordures, un camion, un petit véhicule utilitaire... tous, flambant neufs et fonctionnant à l'hydrogène, sont alignés dans une drôle de station-service. Et pour cause. Il s'agit de la première station de production et de distribution d'hydrogène vert (parce que produit à partir d'énergie renouvelable) de la métropole de Dijon. C'est aussi la première pierre d'un dispositif plus large, représentant un investissement de 100 millions d'euros. Trente millions sont destinés à financer cette station et une seconde du même type et 70 millions à l'achat d'une flotte de bus et de bennes à ordures qui rouleront à l'hydrogène. Le projet est porté par Dijon Métropole Smart Energy, une coentreprise détenue par Engie Solutions à 40,55 %, InthHy (un développeur d'énergies renouvelables) et Dijon Métropole et à 10 % par l'Ademe Investissements. « Le service public peut beaucoup, mais il ne peut pas tout », souligne François Rebsamen, maire de Dijon et président de Dijon Métropole, soucieux de mettre en avant « un hydrogène vert produit localement. Une alternative durable et locale aux énergies fossiles. »

La bascule d'une partie des camions poubelles et des bus de la ville du diesel à l'hydrogène doit permettre d'économiser l'équivalent de 4000 tonnes de CO₂ par an, l'équivalent de 18 millions de kilomètres en voiture thermique. La station, dotée d'électrolyseurs de l'isérois McPhy, affiche une capacité de production de 430 kg d'hydrogène par jour. De quoi assurer l'avitaillement d'une vingtaine de véhicules lourds par jour. Elle a été conçue pour permettre à des voitures de venir faire le plein d'hydrogène, mais cette fonctionnalité ne sera activée que lorsque la demande sera effective.

Objectif : 16 bus en 2026 et 38 en 2028

Ce choix politique permet de mesurer le coût de la transition énergétique. L'achat d'un bus à hydrogène est de l'ordre de 650 000 euros, contre 250 000 euros pour un diesel (pour un modèle standard, les bus accordéons sont plus onéreux dans les deux cas). Le prix d'un kilomètre passe de 60 centimes avec un poids lourd diesel à 1 euro à l'hydrogène, qui, lui, n'émet pas de gaz à effet de serre. L'hydrogène présente néanmoins quelques avantages non négligeables par rapport aux véhicules à



Cette première station-service, dotée d'électrolyseurs de l'isérois McPhy, affiche une capacité de production de 430 kg d'hydrogène par jour. E.B.

batterie. Il faut une vingtaine de minutes pour faire le plein d'un bus à hydrogène, contre plusieurs heures de charge pour l'électrique, et l'autonomie du premier est environ deux fois supérieure à celle du second. De quoi soutenir les ambitions de la métropole, qui a déjà prévu de s'équiper d'une seconde station à hydrogène, à proximité de son centre.

Mais le développement de cette station est loin d'avoir été un long fleuve tranquille. Dans un premier appel d'offres, la métropole avait choisi le fabricant belge Van Hool pour lui fournir ses seize premiers bus à hydrogène. La faille de ce dernier en avril dernier a plus que compromis la livraison des premiers véhicules, qui ont pourtant été construits. « Un nouvel appel d'offres va être lancé, il faut prévoir un délai de dix-huit mois environ », glisse Lau-

rent Calvalido, directeur général de Keolis Dijon Multimodalité. L'objectif de la métropole est de disposer de 16 bus en 2026 et 38 en 2028, qui viendront s'ajouter aux 8 bennes à ordures, dont quatre roulent déjà. « Il y a d'autres constructeurs de bus à hydrogène », rassure Laurent Calvalido, néanmoins confiant quant à la capacité de la métropole à trouver les véhicules qu'elle recherche.

Côté production d'hydrogène, tout n'est pas rose non plus. L'implantation de la station au nord de la ville, en face de la métropole à valorisation énergétique (UVE) de Dijon Métropole, ne doit rien au hasard. Ce centre, un modèle du genre, traite 140 000 tonnes de déchets par an, soit l'essentiel des rebuts du département. En les brûlant, il fournit de la chaleur à l'équivalent de 55 000 loge-

ments et produit 37 gigawattheures (GWh) d'électricité renouvelable par an. L'UVE en consomme dix pour son fonctionnement. Le solde aurait pu contribuer à la production d'hydrogène, comme initialement prévu dans le projet de station. « C'est compliqué de faire cent mètres (avec un câble électrique, NDLR) sans passer par Enedis quand on n'est pas sur le même cadastre », se désole Damien de Malliard, directeur du pôle valorisation de la métropole et de l'UVE.

La liaison physique entre les deux unités n'étant pas possible, les équipes de la métropole planchent désormais sur un schéma de montage juridique qui permettra à l'incinérateur de vendre en direct une partie de son électricité aux électrolyseurs en passant par un agrégateur, qui sera capable d'éta-

blir un prix préférentiel par rapport au prix spot sur le marché. Un casse-tête juridique-commercial, mais qui devrait permettre à la station d'abaisser son coût de production en bénéficiant d'une électricité à un prix (très) compétitif.

En outre, à une centaine de mètres, l'ancienne décharge de Dijon Valmy est recouverte de 43 000 panneaux solaires depuis 2021. La production de la ferme solaire d'EDF pourrait venir alimenter la station, avec la possibilité de stocker l'énergie produite sous forme d'hydrogène en milieu de journée, lorsque la production des panneaux solaires est à son paroxysme et que les prix du marché spot sont bas. Un modèle économique vertueux et respectueux de l'environnement se met en place, petit à petit. ■

Rénovée a minima, la gare du Nord est prête pour les JO

Jean-Yves Guérin

La SNCF a achevé son chantier. Des aménagements cosmétiques, car le projet a dû être mené en deux ans.

La gare du Nord à Paris s'est refaite une beauté à l'occasion des Jeux olympiques qui démarrent dans un mois. C'était indispensable pour la première gare d'Europe qui accueille 700 000 passagers par jour. « En complément des lieux olympiques, la gare du Nord est pour moi le principal lieu stratégique de la compétition, car elle desservira énormément de sites », a expliqué, lors de l'inauguration, Jean-Pierre Farandou, PDG de la SNCF. De fait, la vieille dame construite en 1864 avait besoin d'un coup de neuf, surtout comparé à la gare Saint-Pancras où arrive l'Eurostar à Londres.

Concrètement, un nouvel accès à la gare a été créé côté est, doté d'un parvis sur lequel on trouve le plus grand parking à vélos français (près de 1 200 places) avec des emplacements pour les vélos mécaniques et d'autres plus larges pour les bicyclettes électriques. En attendant les vélos-cargos. La gare routière a été refaite, rendant la circulation des bus plus fluide. « Cela a notamment nécessité de détruire un immeuble dans une rue adjacente », souligne Hélène Marbach, directrice du projet « moder-

nisation de la gare du Nord » à Gares & Connexions, filiale de la SNCF. Au chapitre des innovations, une nouvelle signalétique très efficace avec des caractères plus gros pour qu'on trouve plus aisément le métro, les lignes de Transilien, comme la H, ou la zone d'embarquement de l'Eurostar ou des TGV.

De nouveaux tourniquets pour valider son billet de Transilien sont désormais moins proches des quais. Une rectification bien utile pour éviter les attroupements excessifs en cas de train en retard ou annulé. À noter aussi, un escalator qui rend plus simple l'accès à la gare routière. Et quelques nouveaux commerces de marques référentes, comme une boutique Pierre Hermé. Un réaménagement salué notamment par David Belliard : « Ce projet rend la gare plus accessible, plus lisible et plus écologique, et la reconnecte à la ville », estime le maire adjoint en charge des mobilités dans l'équipe d'Anne Hidalgo, maire de Paris.

Mais, rien à faire, malgré ces louanges, pas d'effet waouh. Quand on entre dans cette gare, elle fait encore son âge, car les aménagements effectués, s'ils

vont dans le bon sens, ne cachent pas l'essentiel : il n'y a pas eu de modification majeure qui aurait changé la donne en profondeur. Car la SNCF a décidé en septembre 2021 de mettre fin au projet très ambitieux mené avec la foncière d'Auchan, Ceetrus, rebaptisée depuis Nhood. Quelque 1700 m² d'espaces

« Je souhaiterais qu'à l'automne, on se donne pour mission de simplifier la billetterie. On voit encore un peu trop de queues aux automates de vente de billets »

Valérie Pécresse
Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

verts, des bureaux et des boutiques à foison, voire une salle de spectacle qui finalement n'était plus d'actualité : il s'agissait ni plus ni moins que de réinventer la gare du Nord.

Si Gares & Connexions a dit stop il y a un peu moins de trois ans, c'est princi-

palement à cause d'une dérive des coûts inacceptable. Initialement, StatioNord, où Auchan avait la majorité des parts, devait mener le chantier pour 600 millions d'euros. En 2021, la facture se montait à 1,5 milliard d'euros. Le renchérissement du coût des matières premières à cause de la crise sanitaire n'expliquait pas tout. En outre, comme les travaux n'étaient pas lancés, StatioNord estimait que, pour achever ce chantier XXL en 2024, il faudrait fermer la gare un certain temps. Une hypothèse balayée immédiatement par la SNCF tant le trafic est intense et tant cette gare constitue un « hub » ferroviaire.

Du coup, Gares & Connexions a dû rebâtir en quelques mois un projet beaucoup moins ambitieux. Celui qui a été inauguré mardi. Puis entamer une course contre la montre pour le réaliser avant les JO, car manquer cette échéance était tout simplement inenvisageable. « Nous avons tenu les délais, affirme crânement Marlène Dolveck, directrice générale de Gares & Connexions. Nous avons mené à bien ce chantier en deux ans. » Mais cette première phase de rénovation de la gare du Nord ne suffira

pas. Deux autres sont prévues, une qui s'achèvera en 2027, la suivante en 2032, pour adapter la gare à l'augmentation des flux de voyageurs, notamment au niveau de la halle transmanche, en clair celle de l'Eurostar. Car, à l'horizon 2030, 1 million de passagers par jour sont attendus dans cette gare.

D'ores et déjà, Valérie Pécresse a quelques idées sur les prochains sujets à traiter. « Je souhaiterais qu'à l'automne, on se donne pour mission de simplifier la billetterie, estime-t-elle. On voit encore un peu trop de queues aux automates de vente de billets. » Dans les coulisses, la SNCF et Ceetrus continuent de batailler devant les tribunaux. Le groupe ferroviaire a gagné une première manche : la foncière d'Auchan a été condamnée en première instance puis en appel à lui verser 47 millions de « garantie à première demande ». Mais le gros du conflit n'est pas réglé : devant le tribunal administratif, la SNCF demande près de 300 millions de dommages-intérêts à Ceetrus, qui lui réclame à peu près le même montant. Pour l'instant, aucune date d'audience n'est fixée dans ces deux affaires. ■

Trou d'air boursier pour Airbus après une révision de ses perspectives pour 2024

Emmanuel Egloff

L'avionneur ne va pas tenir ses prévisions de livraisons d'avions cette année et passe une grosse provision sur ses activités spatiales.



Dans l'usine d'assemblage d'un Airbus A321neo, à Toulouse. AIRBUS GROUP

Les investisseurs n'ont pas du tout apprécié la surprise que leur a réservée Airbus. L'avionneur a lancé lundi soir un avertissement sur le contenu des résultats semestriels, qui seront publiés le 30 juillet prochain, et sur l'ensemble de l'année 2024. Conséquence : le titre s'est effondré de près de 10 % à la Bourse de Paris lors de la séance de mardi. C'est plus de 10 milliards d'euros de capitalisation boursière qui sont partis en fumée en une seule journée.

Les mauvaises nouvelles annoncées par Airbus portent sur deux domaines. Le premier se trouve dans la division « spatiale ». Des charges « principalement liées à la mise à jour des hypothèses sur les calendriers, la charge de travail, les sources d'approvisionnement, les risques et les coûts sur la durée de vie de certains programmes de télécommunications, de navigation et d'observation » seront constatées dans les comptes du premier semestre 2024 à hauteur de 900 millions d'euros, selon Airbus.

Dans le domaine des avions commerciaux, Airbus explique être « confronté à des problèmes spécifiques persistants au niveau de la chaîne d'approvisionnement, principalement en ce qui concerne les moteurs, les aérostructures et les équipements de cabine ». En conséquence, l'avionneur réduit son objectif de livraisons sur l'année, passé de 800 à 770 appareils. Ces deux éléments amènent Airbus à réviser à la baisse ses prévisions sur l'ensemble de l'année. Il visait auparavant un résultat opérationnel compris en-

tre 6,5 et 7 milliards d'euros. Il prévoit désormais un résultat d'exploitation (Ebit) ajusté « d'environ 5,5 milliards d'euros ». C'est donc une réduction de 15 % à 20 % par rapport aux prévisions précédentes.

La réaction des investisseurs a été d'autant plus sévère avec le géant européen que ces deux problèmes sont déjà anciens et qu'il ne parvient visiblement pas à les résoudre. En matière de production d'avions, la Deutsche Bank souligne ainsi, dans une note d'analyse, que cette situation « rappelle les performances moins bonnes que prévu de l'exercice 2022 ». Airbus, qui visait initialement de livrer 720 appareils cette année-là, avait révisé son objectif à 700. Et ses clients avaient dû finalement se

contenter de 661 avions. Ces retards s'expliquent par les difficultés des sous-traitants à tenir l'augmentation de cadence demandée par Airbus, par les tensions persistantes sur certaines matières premières et, d'une manière générale, par les perturbations des chaînes logistiques mondiales.

Le groupe s'était attelé à régler ces problèmes l'année dernière. Et il semblait y être parvenu puisqu'il a livré 735 appareils sur l'ensemble de l'année 2023, dépassant son objectif - identique à l'année précédente - de 720 avions. L'avertissement lancé cette semaine montre que ces chaînes d'approvisionnement restent fragiles. Les analystes de la Deutsche Bank estiment même que le nouvel objectif de 770 unités pour 2024

pourrait être difficile à atteindre. L'industriel ne parvient pas à rattraper les performances enregistrées avant la crise du Covid. En 2019, Airbus avait ainsi produit 863 appareils.

Dans le secteur spatial, les difficultés sont également récurrentes et anciennes. Les résultats de l'exercice 2023 avaient ainsi été marqués par une provision de 600 millions d'euros liés à l'activité spatiale, qui pesait 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Fin 2023, la société avait restructuré la division « défense and space », mettant en place une structure simplifiée devant permettre de retrouver le chemin des profits et de l'efficacité opérationnelle. « La nouvelle charge sur l'espace soulève des questions sur la qualité de l'audit réalisé l'année der-

nière et sur l'état des lieux réel des différents développements », ne peut que regretter le bureau d'analyse Oddo BHF. La plupart des analystes jugent que les difficultés opérationnelles ne sont pas - encore - sous contrôle et n'excluent pas de nouvelles révisions à la baisse des perspectives sur l'ensemble de l'année. Ce qui explique l'ampleur de la baisse du titre en Bourse.

2094 commandes nouvelles nettes en 2023

Pour autant, ces difficultés n'empêchent pas Airbus de bénéficier d'une exceptionnelle dynamique commerciale. L'an dernier, le groupe a enregistré 2094 commandes nouvelles nettes, ce qui est un record. Fin 2023, le carnet de commandes d'Airbus atteignait 8598 avions commerciaux. Cela représente plus de onze années d'activité aux cadences actuelles de production. Même en tenant compte des difficultés opérationnelles de production, le géant européen parvient à afficher de la croissance. En termes de livraisons, d'abord, puisque le nouvel objectif de 770 appareils en 2024 représente une croissance de ces livraisons de près de 5 % par rapport à 2023. Et plus encore pour le résultat d'exploitation, qui est aujourd'hui attendu en hausse de près de 20 % d'une année sur l'autre. Pour que cette dynamique trouve une concrétisation boursière, il faudra cependant que les dirigeants retrouvent la confiance des investisseurs. L'annonce est un « vent contraire » à la « crédibilité de la direction sur le marché de l'espace », estiment en effet les analystes de RBC. ■

E.C.

Nouvel incident sur un Boeing 737 Max

Nouvel épisode dans l'interminable série noire de Boeing.

Les 125 passagers d'un Boeing 737 Max, de la compagnie Korean Air, qui reliait samedi Incheon, en Corée du Sud, à Taichung, une ville de Taiwan, a connu de fortes perturbations. Après plusieurs dizaines de minutes de vol, l'avion est brutalement descendu de 26 900 pieds, soit plus de 8 200 mètres, durant quinze minutes, selon BFMTV.

Les pilotes n'ont pas eu le choix de provoquer cette chute après une panne dans le système

de pressurisation qui a été signalée 50 minutes après le décollage. Ce dispositif permet notamment de réguler la pression à l'intérieur de la cabine. L'avion a ensuite fait demi-tour et atterri sans dommages à Incheon. « Dix-sept passagers ont été pris en charge par des professionnels de la santé en Corée et ont été libérés sans blessures graves », a précisé le ministère sud-coréen des Transports. Ces voyageurs ont subi des problèmes d'hyperventilation et des douleurs aux oreilles à cause du changement de pression dans la cabine de l'avion.

Un média coréen rapporte que des enfants pleuraient à bord lorsque les masques d'oxygène ont été libérés et qu'ils avaient peur que l'avion touche le sol. « Une autre passagère a déclaré qu'elle avait l'impression que quelque chose n'allait pas car l'avion semblait planer dans les airs et les agents de bord sont restés assis sur leurs sièges », précise The Straits Times. Dimanche, les passagers ont pu reprendre un autre avion pour rejoindre Taiwan. À leur arrivée, certains voyageurs ont assuré qu'ils ne reprendraient plus l'avion durant son certain temps.

E.C.

LES DÉCIDEURS

nominations@lefigaro.fr

IVAN SEGAL Renault

Après trente ans dans l'automobile, Ivan Segal deviendra, le 1^{er} juillet, directeur des ventes et des opérations monde de la marque Renault. Il a commencé sa carrière dans le groupe PSA en 1995 avant d'évoluer auprès de Volkswagen. Il a rejoint Renault en 2016, en tant que directeur général du territoire Iberia puis directeur commercial France.

JEAN-MICHEL JAVELLE Sodiaal



Le conseil d'administration de Sodiaal a élu à sa présidence Jean-Michel Javelle. Membre du bureau depuis quatorze ans, il exerce comme éleveur laitier avec deux associés dans une exploitation de la Loire. Il succède à Damien Lacombe qui a occupé cette fonction pendant dix ans.

JOY ALLEN-ALTIMARE Saucony

L'entreprise de vêtements de sport Saucony, filiale de Wolverine Worldwide, confie sa direction marketing mondiale à Joy Allen-Altimate. Elle était auparavant directrice des revenus pour l'Amérique du Nord de Havas Media Network, où elle supervisait l'expérience client, la croissance et les équipes multiculturelles de l'agence.



Un nouveau patron au volant d'Audi en France

Un père bulgare, une mère allemande, une femme française et cinq enfants binationaux. Nouveau directeur d'Audi dans

l'Hexagone, Robert Breschcow maîtrise ainsi autant de langues que la marque compte d'anneaux : quatre. Il peut aussi se targuer d'être, à sa manière, un vrai Européen. S'il a consacré sa carrière à la voiture, cet instrumentiste - il est pianiste et violoniste - s'est longtemps imaginé comme musicien professionnel. Robert Breschcow a finalement rallié l'école de commerce de Reutlingen, dans le Bade-Wurtemberg. Elle proposait un double diplôme avec un établissement de Reims.

Un stage au siège de Porsche a confirmé son attrait pour l'automobile. Au terme de son cursus, en 2001, il a débuté au sein du cabinet de conseil Mercer (rebaptisé depuis Oliver Wyman). C'était une manière de compléter ses études et de faire ses armes en se penchant sur de vrais cas d'entreprise. « Ces deux années m'ont donné un regard global sur l'industrie », estime-t-il. Robert Breschcow a intégré le groupe Volkswagen en 2003, aux services financiers. Il a alors refusé une première proposition d'Audi mais a gardé le contact. Il a fini par sauter le pas et a rejoint la marque en 2005. Il a dé-

monstré son intérêt pour le marché de l'automobile en 2009, comme manager du marketing de ce marché essentiel. Séduit par la vie outre-Manche, il a regagné ses terres natales en 2013 à contrecœur. « Cela me permettait d'endosser une responsabilité qui combinait mes expériences passées », explique-t-il.

Des produits inédits dévoilés

En 2016, il s'est envolé pour l'Espagne, ouvrant cette fois sur Seat. Et de raconter : « J'ai été attiré par le défi que cela représentait de changer de décor et de segment. » Il a ensuite élargi son périmètre à Cupra, division sportive de Seat qui a acté son indépendance en 2018. En décembre 2020, il a renoué avec la France, récupérant les rênes de Seat et Cupra dans le pays. Il évolue dorénavant auprès d'Audi. « Je reste fidèle à ce nom, que j'affectionne particulièrement et que je suis ravi de retrouver », souligne-t-il.

Robert Breschcow ne tient néanmoins pas à se reposer sur ses acquis car, depuis son départ, le constructeur a dévoilé des produits inédits, à l'instar du Q6 e-tron. « Je souhaite réussir à partager ma vision et engager les équipes afin d'améliorer encore les performances de vente », expose celui qui apprécie aussi de lâcher le volant pour le guidon de son VTT.

MAUD KENIGSWALD
MKENIGSWALD@LEFIGARO.FR

VINCENT RICCI GXO



Directeur adjoint du prestataire de logistique depuis 2023, Vincent Ricci devient DG France de GXO, dirigeant une équipe de 10 000 collaborateurs répartis dans plus de 70 entrepôts. Sa mission consistera à renforcer les partenariats existants avec les clients de GXO dans l'Hexagone, d'étendre l'offre de services à de nouveaux secteurs et de développer l'offre de transport. Il remplace Rui Marques, qui prend des fonctions similaires en Espagne.

ANDREAS SCHERTZINGER Axa

Axa recrute Andreas Schertzinger pour superviser la data, l'intelligence artificielle et l'innovation dans le groupe. Par le passé, il a occupé divers postes chez Swiss Re, y fondant notamment une start-up d'assurances pour particuliers.

MARGARET CONWAY Canal+

Actuelle directrice de la production de Red Production, filiale de StudioCanal au Royaume-Uni, Margaret Conway évolue comme directrice des productions des séries télévisées de StudioCanal. Dominique Jubin, jusque-là DG de la structure de production StudioCanal Original, devient directrice de la fiction française Ciné+ OCS.

Le « Washington Post » s'enfonce dans la crise

Claudia Cohen

Propulsé PDG du quotidien américain par Jeff Bezos, le Britannique Will Lewis déclenche l'ire de la rédaction.

Un vent de révolte souffle sur le *Washington Post*, engoncé depuis de nombreuses semaines dans une profonde crise financière et de management. Propriété du fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, le journal américain est mal en point : ses pertes annuelles dépassent les 70 millions de dollars, sa directrice de la rédaction, Sally Buzbee, a claqué la porte au début du mois de juin, sur fond de désaccords avec le nouveau PDG, Sir Will Lewis, et Robert Winnett, qui devait lui succéder au lendemain des élections américaines, vient de jeter l'éponge après une cabale médiatique pour empêcher sa nomination...

Le Britannique Sir Will Lewis, propulsé aux commandes du quotidien américain en novembre dernier par Jeff Bezos, n'en finit plus de récolter l'ire de sa rédaction. Les journalistes du *Washington Post* remettent en cause le sens de l'éthique de leur dirigeant, ancien PDG de Dow Jones, ex-éditeur du *Wall Street Journal* et rédacteur en chef du *Daily Telegraph*, mais également celui de Robert Winnett, actuel numéro deux du quotidien britannique *Daily Telegraph*. Ils sont tous deux accusés

Depuis 2020, le titre a vu son audience s'effondrer de moitié et ses abonnements numériques reculer d'environ 20%

d'user de pratiques journalistiques agressives et déloyales pour parvenir à leurs fins... Des investigations publiées ces derniers jours et fouillant dans le passé des deux hommes, présentés comme proches, révèlent par exemple qu'ils avaient payé par le passé plusieurs de leurs sources pour obtenir des informations confidentielles, à l'époque notamment où ils collaboraient au *Daily Telegraph*. Une pratique très critiquée dans la profession outre-Atlantique où dans des pays européens comme la France. Dans ses propres colonnes, le *Washington Post* a publié un article relatant le rôle qu'aurait joué à l'époque Will Lewis dans « le scandale des écoutes » du journal britannique *News of the World* lorsqu'il officiait à la fin des années 2000 dans la galaxie des médias du magnat Rupert Murdoch.



Les journalistes remettent notamment en cause le sens de l'éthique de Will Lewis. ANDREW HARNIK / GETTY IMAGES VIA AFP

En interne, la nomination de Robert Winnett a également été perçue comme une tentative de Will Lewis de faire progressivement venir ses amis britanniques, et des inquiétudes ont été exprimées quant à l'absence de femmes à des postes clés du journal. Plus généralement, les journalistes américains voient d'un mauvais œil l'arrivée sur leurs terres de la « bande de Fleet Street », un qualificatif négatif désignant certaines pratiques des professionnels qui travaillent autour de la fameuse rue londonienne.

Depuis son arrivée à la tête du *Post*, Will Lewis a décidé de sortir les grands moyens face à l'urgence de la situation économique dans laquelle se trouve le journal. Depuis 2020, le titre a vu son audience s'effondrer de moitié et ses abonnements numériques reculer d'environ 20 %, pour atteindre aujourd'hui les 2,5 millions. Aux yeux de nombreux observateurs du secteur des médias, le titre avait largement profité des années Trump à la Maison-Blanche en s'affichant comme un contre-pouvoir avec son slogan - « La démocratie meurt dans l'obscurité ». Il peine en revanche à s'imposer à l'ère de l'Administration Biden. « Dans une certaine mesure, le *Post* a également recentré sa couverture politique autour des coulisses et de la petite cuisine des élus de Washington... Un créneau est déjà bien occupé par *Politico* et qui intéresse moins le grand public à la

recherche d'une couverture éditoriale nationale », analyse de son côté, auprès du *Figaro*, un journaliste new-yorkais d'un média concurrent.

Dans le cadre de son plan de restructuration de la rédaction, Will Lewis avait récemment annoncé le lancement à l'hiver prochain d'une nouvelle division distincte de la rédaction historique, qui serait consacrée au « journalisme de service et au journalisme sur les réseaux sociaux ». Cette dernière s'appuierait sur l'intelligence artificielle. Une nouvelle rubrique, au sein de la section opinion du journal, devrait par ailleurs permettre aux lecteurs vivants aux quatre coins du pays de soumettre leurs points de vue, bien au-delà des espaces classiques dédiés aux commentaires en ligne.

Sir Will Lewis, qui aurait d'après le *Financial Times* conservé des liens avec sa société de communication et de conseil, WJL Partners (nommée d'après ses initiales), se retrouve fragilisé.

Plus d'une décennie après son rachat du *Washington Post* pour 250 millions de dollars auprès de la famille Graham, Jeff Bezos n'a jamais été aussi impliqué dans le redressement de son journal. Au lendemain de l'annonce du renoncement de Robert Winnett, le milliardaire s'est engagé « à maintenir pleinement la qualité, l'éthique et les normes auxquelles nous croyons tous », selon le message envoyé aux rédacteurs en chef du quotidien. Malgré les vents contraires, il met un point d'honneur à écarter les rumeurs qui lui prêtent l'intention de vendre le journal au plus offrant. ■

Twitch, le nouveau terrain de jeu du sport-spectacle

Carla Plomb

Les stars de la plateforme vidéo multiplient les événements sportifs conçus sur mesure pour divertir leurs audiences.

« Quand j'ai commencé à faire du sport sur Twitch, dont le marathon, c'était juste un objectif personnel. Je ne me suis jamais dit que cela aurait un impact sur les gens », raconte Pierre-Alexis Bizot, mieux connu sous le pseudonyme de Domingo. Pour le streamer au 1,8 million d'abonnés sur Twitch, la plateforme de diffusion de vidéos en direct d'Amazon, le rythme est intense. Pionnier du sport divertissement, l'influenceur de 30 ans multiplie les formats autour du tennis, de la course à pied ou bien du cyclisme, comme avec l'échappée, une compétition organisée au sein du vélodrome national de Saint-Quentin-en-Yvelines en 2021. De nombreux spectateurs s'étaient alors déplacés pour encourager leur créateur favori. « C'est important d'essayer de pousser les gens à faire du sport sans tomber dans le côté moralisateur ou culpabilisant, mais au contraire véhiculer des valeurs comme le dépassement de soi. »

La rencontre entre le sport traditionnel et une plateforme plutôt connue pour ses parties de jeux vidéo fonctionne. L'Arcom dévoilait récemment que la moitié des 15-24 ans intéressés par le sport consomment des formats sur ce sujet sur Twitch ou bien Netflix. Cet engouement n'a pas échappé aux groupes audiovisuels : France Télévisions s'est prêtée à l'exercice en avril dernier avec son émission « Aux Jeux Streamers », diffusée sur Twitch et France.tv, et réu-

nissant créateurs de contenus, athlètes et présentateurs du groupe public.

« D'autres formes de sport sont possibles en y mettant un peu de divertissement », appuie Domingo. L'ex-footballleur espagnol Gerard Piqué l'a bien compris. Ce dernier a conçu en 2022 la Kings League, un championnat de football à sept diffusé sur Twitch mêlant ex-joueurs professionnels et personnalités d'Internet, et aux règles revues et corrigées. Les matchs ne durent ainsi que 40 minutes, et des jokers, comme l'exclusion d'un joueur adverse ou l'octroi arbitraire d'un penalty, dynamisent les rencontres. Une version mondiale du championnat a été organisée fin mai au Mexique. Les trois matchs de l'équipe française, emmenée par l'ancien international Samir Nasri et le streamer AmineMaTue, ont cumulé plus de 9 millions de vues sur la chaîne Twitch de ce dernier. Gerard Piqué prévoit de lever 60 millions d'euros pour développer sa ligue.

Les sports de combat se font aussi une place sur Twitch. « Je n'oublierais jamais quand à 12 ans, mon père m'a fait rentrer dans une salle de boxe », raconte ainsi le streamer Billy, aussi connu sous le pseudonyme de RebeuDeter, dans la bande-annonce de DTR, son gala de boxe anglaise organisé le 7 décembre prochain à Paris La Défense Arena. Entraîné par l'ancien champion Ibrahim Asloum, Billy se frottera à Grégory Bouchelaghem, combattant profes-

sionnel de MMA. Dix autres influenceurs s'affronteront dans cette salle d'une capacité de 40 000 places.

Ces événements ne sont pas toujours du goût des instances sportives. La Fédération française de boxe, qui supervise les compétitions tant sur l'aspect sécuritaire que sur le respect des règles sportives, affirme ainsi auprès du

« La production live coûte très cher. Pour concrétiser ces idées, si on n'a pas un partenaire pour nous accompagner, on ne peut pas le faire »

Domingo Streamer sur Twitch

Figaro que les billets pour DTR ont été mis en vente sans son accord. « Streamers ou non, les combattants doivent être licenciés et passer des examens médicaux. Il ne faut pas outrepasser les règles », souffle un porte-parole. « L'équipe de Billy ne nous a, à ce jour, pas contactés. Des étapes ont été sautées. On a découvert cet événement en même temps que tout le monde. C'est comme si Amine annonçait un match de football au Stade de France sans l'aval de la Fédération française de football. »

Lorsque le dialogue est établi entre stars d'Internet et fédérations sportives, ces dernières apportent leur aide en fournissant du matériel ou des

moyens humains, comme des médecins ou des arbitres officiels. Pour la course de Formule 4 « GP Explorer » organisée par Squeezie, youtubeur aux 19 millions d'abonnés, les pilotes amateurs ont ainsi profité d'entraînements sur mesure menés par des instructeurs de la Fédération française de sport automobile, sur son circuit du Mans.

La fédération de boxe concède que ce gala peut apporter « une belle visibilité pour la discipline », particulièrement à l'approche des Jeux olympiques de Paris. « S'ils se conforment à nos règles, nous serons les premiers derrière eux. Sinon, ce sera un refus pour la tenue de la compétition. On ne joue pas à la boxe, ce n'est pas une discipline spectacle. » Pour en mettre plein la vue, Billy s'est en effet entouré de professionnels du monde artistique, dont le scénographe du rappeur marseillais SCH. Effets pyrotechniques, animations en tout genre... l'influenceur chiffre la préparation de son événement à 3 millions d'euros. Un coût absorbé en partie par des sponsors comme Samsung ou Wilkinson.

Les annonceurs raffolent en effet de ces événements, emmenés par des stars d'Internet dont l'écrasante majorité des fans ont entre 16 et 34 ans. Partenaire des Jeux de Paris 2024, le groupe EDF a ainsi signé depuis 2023 un partenariat avec Domingo. « D'abord pour l'aspect commercial, afin que les jeunes souscrivent des offres chez nous, mais aussi pour recruter des collaborateurs dans les an-

nées à venir » affirme Alexandre Boulléray, responsable pôle marque et sponsoring sportif du groupe.

Illustration également avec BNP Paribas, principal sponsor du tournoi de Roland-Garros. En sollicitant des figures du web comme Domingo et Doigby pour son événement WildCard Battle, organisé le 6 juin sur le court Suzanne-Lenglen, la banque tente de toucher une audience éloignée du tennis. « Collaborer avec les influenceurs est plutôt historique chez nous, mais c'est quelque chose qu'on a décidé d'accélérer et surtout d'événementialiser cette année », remarque Vincent-Baptiste Closon, responsable sponsoring et événementiel de la banque.

La deuxième édition du GP Explorer, événement le plus regardé du Twitch français, a, elle, compté sur le soutien de Subway, de la radio publique Le Mou'v ou du constructeur automobile Alpine. Ces partenariats sont bénéfiques de chaque côté. « La production live coûte très cher, plusieurs centaines de milliers d'euros au total. Pour concrétiser ces idées, si on n'a pas un partenaire pour nous accompagner, on ne peut pas le faire. Je suis toujours suivi dans mes projets, c'est une chance inouïe », se réjouit Domingo. Et ce, même si le « total direct » et le côté sans filtre de Twitch peuvent toujours induire une petite part de risque. « On n'est jamais totalement à l'abri » d'un couac ou d'un dérapage, conclut le groupe EDF. ■

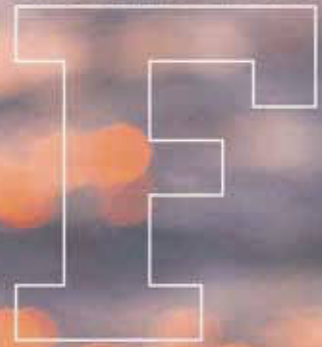


INTIME
Tony Parker,
la vie côté rosé

CONQUÉRANT
Les jeunes
vignerons,
avenir des vins
corsés de
Patrimonio

DEMESURÉ
La fondation
Bernar Venet
au Muy

L'ART DE VIVRE DU FIGARO



Rosé/
l'été
en pente
douce

LE NOUVEAU LUXE CONTEMPORAIN

Découvrez le nouveau F

demain avec votre quotidien Le Figaro



STYLE
UN SOIR À L'OPÉRA
AVEC LE DÉFILÉ HAUTE
COUTURE DE CHANEL **PAGE 37**



DESIGN
DANS LES COULISSES DE LA RÉNOVATION
DU CHALET DES ÎLES, AU BOIS DE BOULOGNE,
PAR L'ARCHITECTE NICOLAS LAISNÉ **PAGE 38**

Notre-Dame de Paris dévoile ses aménagements intérieurs

Mobilier, objets liturgiques, reliquaire, mais aussi signalétique et parcours de la visite. À six mois de l'ouverture, le diocèse a présenté le nouveau visage de la nef et des chapelles.

PAGE 34

CHANEL: CYRILLE WEINER, GUILLAUME BARDET

Pina Bausch, une sainte en enfer

Ariane Bavelier

Le Ballet de l'Opéra de Paris met à son répertoire « Barbe-Bleue », créé par la chorégraphe allemande en 1977. Et le danse au plus violent.

À vrai dire, on ne se réjouissait pas particulièrement de voir Barbe-Bleue entrer au répertoire du Ballet de l'Opéra de Paris. Le spectacle a été donné au Châtelet par le Tanztheater de Wuppertal, au printemps 2022. La compagnie allemande venait de remonter cette pièce créée en 1977, et chacune de ses tournées passe par Paris. Fallait-il en plus que les danseurs de l'Opéra s'en emparent ? Dans le répertoire de Pina Bausch, on aurait préféré quelque chose de plus adapté à la nature du Ballet de l'Opéra de Paris et de moins vu : par exemple *Iphigénie en Tauride*, somptueux pendant d'*Orphée* et *Eurydice* qu'on a vu à Paris à peine trois ou quatre soirs lorsque Jean-Albert Cartier avait invité au Palais Garnier Pina Bausch et ses danseurs. C'était en... 1991.

À qui la faute ? On sait que les négociations avec Wuppertal ne sont pas faciles et moins encore depuis que la chorégraphe a disparu. De son vivant, même sur le tard, elle essayait de vives critiques. Aujourd'hui, depuis Pina, le film de Wim Wenders adoré ou honni, elle est sanctifiée. La moindre chose érigée de son nom remplit si bien les salles que Boris Charmatz, son successeur à Wuppertal, ne s'embarasse pas de scrupules. Au Festival d'Avignon sous le titre de *Forever*, *Immersion dans Café Müller* de Pina Bausch, il présentera une « installa-

tion chorégraphique tenue par vingt-cinq interprètes qui se relaient sept heures durant pour performer Café Müller ». La pièce originelle durait 40 minutes et Pina Bausch détestait qu'on y touche...

Barbe-Bleue dansé par l'Opéra de Paris a, lui, été remonté dans les règles de l'art. Sur le plateau couvert de feuilles mortes qui chuintent dès qu'on y bouge comme les souvenirs et les désirs, Takeru Coste en Barbe-Bleue et Léonore Baulac en Judith mènent une heure cinquante de ce huis clos terrible. Lui violent, autoritaire, dominé par ses pulsions, qui lutte contre son destin en appuyant, pour tenter de l'interrompre, sur un magnétophone diffusant l'enregistrement du *Barbe-Bleue* de Bela Bartók. Elle dévorée de peur et de curiosité. Leur interprétation efficace et poignante court au plus tragique. On est dans les violences faites aux femmes dans toute leur horreur, et Léonore Baulac, bleus aux cuisses, en porte les stigmates. Il y manque toutefois ce petit rien de tendresse entre les protagonistes qui permettrait de reconnaître dans cette histoire monstrueuse l'écho des manques laissés par notre enfance, et les projections qui s'ensuivent et tissent nos histoires d'amour. Un petit rien capital. Chez Pina Bausch, même s'il tourne aigre, le lait de la tendresse humaine est là. ■

Barbe-Bleue, jusqu'au 14 juillet, au Palais Garnier

Exposition
13 juin
— 1^{er} sept. 2024



Bijoux de scène
DE LA COMÉDIE –
FRANÇAISE

 **COMÉDIE
FRANÇAISE**

LE COLO
des Arts
Joailliers
Avec le soutien
de Van Cleef & Arpels

16 bis bd Montmartre
75009 Paris

Entrée gratuite
sur réservation,
du mardi au dimanche
de 11h à 19h,
Nocturne le jeudi

Diadème de Rachel dans *Phaëte* aux perles et camées, 1843
© Coll. Comédie-Française - Photo :
L'École des Arts Joailliers - Benjamin Chelly

Notre-Dame : nouveaux atours, nouveaux usages

Claire Bommelaer

À six mois de l'ouverture, le chantier se poursuit. Et le diocèse de Paris a détaillé les aménagements intérieurs et leur emploi.

« Nous sommes prêts » : à six mois de la réouverture de la cathédrale, le diocèse de Paris a organisé une conférence de presse pour présenter les futurs aménagements intérieurs de Notre-Dame. Après quatre ans et demi passés à parler travaux et gros œuvre, le temps de l'affectataire est (presque) venu, et l'Église tient à faire savoir qu'elle est dans les starting-blocks. « Où que j'aile, on me demande des nouvelles de Notre-Dame de Paris, et je voulais répondre à une attente, a expliqué M^{re} Ulrich, archevêque de Paris, dans une courte introduction. Il fallait une solide espérance, il y a cinq ans, pour imaginer une réouverture en 2024. Pour- tant, le chantier est en train de s'achever et, à partir de mi-octobre, l'Église va pouvoir s'installer. »

Entourés de certains artistes et d'artisans des métiers d'art, l'archevêque et le recteur archiprêtre de la cathédrale, M^{re} Ribadeau Dumas, ont mis en avant « l'atelier Notre-Dame ». Nouveau mobilier liturgique, trente nouveaux objets liturgiques, nouveaux habits, nouvel éclairage, nouvelle décoration des chapelles, nouveau reliquaire, nouvelle signalétique... En décembre 2024, Notre-Dame de Paris et son usage devraient être transfigurés, tant pour les fidèles que pour les visiteurs.

À rebours de nombre de cathédrales en Europe, l'archevêché et le diocèse ont choisi de laisser ces deux derniers groupes cohabiter. « Ici, le patrimoine et le culte sont imbriqués et je souhaite que les visiteurs rencontrent autant Dieu que la beauté », a indiqué M^{re} Ribadeau Dumas.

Réservation par internet

Avec quelque 15 millions de visiteurs attendus pour 2025 (estimation basse), il a fallu tout de même penser les choses. La cathédrale a annoncé qu'elle mettrait en place un système de réservation par internet, sauf pour les fidèles, qui auront leur propre entrée. « Nous ne pouvons pas accueillir plus de 2500 personnes à la fois, et les créneaux horaires gratuits vont permettre de fluidifier les flux », a justifié Olivier Josse, secrétaire général de la cathédrale. Une file d'attente sera ouverte pour ceux qui n'ont pas de billets, mais il faudra alors « se montrer patient », a prévenu Olivier Josse. Seuls les visiteurs individuels pourront réserver, dans les six premiers mois, les groupes étant invités à attendre jusqu'à la Pentecôte



2025. Les créneaux seront mis en vente à l'automne prochain, et le diocèse a mis en garde contre des sites internet frauduleux qui proposaient déjà des visites payantes.

Une fois munis de leur ticket, les visiteurs entreront par le portail du Jugement dernier. Ils tomberont ensuite nez à nez avec un nouveau baptistère, un des cinq éléments de mobilier liturgique commandés à l'artiste Guillaume Bardet.

« J'ai choisi de créer l'ambon, la cathédrale, le baptistère, le tabernacle et l'autel en bronze, afin de ne pas concurrencer le blond retrouvé de la pierre », a répété l'artiste. Contemporain mais épuré, ce mobilier se veut « silencieux », selon les mots de Guillaume Bardet. Tout comme les 1500 chaises, les 60 prie-dieu, les 40 bancs et les 170 agenouilleurs de la designer Ionna

Les vases et les objets liturgiques (ci-dessus) ainsi que le nouveau mobilier (en bas à gauche) ont été créés par Guillaume Bardet.

En bas à droite, une maquette de la grande chasse-reliquaire pour la couronne d'épines du Christ, imaginée par Sylvain Dubuisson.

VUES D'ARTISTE/GUILLAUME BARDET ET SYLVAIN DUBUISSON

Vautrin, en chêne blond et au dossier carré, qui prendront leur place au centre de la nef et dans les chapelles.

Prenant acte de la circulation légèrement chaotique qui prévalait avant l'incendie, la cathédrale a instauré un circuit de déambulation allant du nord

au sud, de l'ombre à la lumière. Autrefois, le côté sombre de l'édifice « poussait » les visiteurs à se rassembler vers la nef. La restauration spectaculaire des chapelles, où seront exposés une partie des tableaux offerts au XVIII^e siècle par les orfèvres (les « Mays »), de grandes tapisseries commandées au mobilier national et peut-être, un jour, six grands vitraux contemporains dédiés à la Pentecôte (lire ci-dessous), devrait aider à détourner les regards. « Les chapelles seront dédiées à la prière, avec des bancs », a précisé M^{re} Ribadeau Dumas.

Première messe le 8 décembre

Point d'orgue, dans la chapelle axiale, se trouvera la grande chasse-reliquaire pour la couronne d'épines du Christ. Commandée directement par M^{re} Aupe-

tit, ancien archevêque de Paris, à l'artiste Sylvain Dubuisson, elle se présente comme un retable monumental de 3,60 m de haut (sur 2,60). En bois de cèdre, serti d'épines de bronze insérées dans des encoches, elle possède une sphère au centre, où se trouvera la couronne. Devant, un « tombeau autel » en marbre, coffre fort pour la couronne, et sur lequel des bougies sont posées. La proposition va surprendre, et peut-être susciter des critiques. « Notre-Dame est un sujet passionnant et donc passionnel », a tempéré le recteur. Ancien recteur du sanctuaire de Lourdes, ce dernier dit connaître les chemins de la « dévotion populaire » et sait que ce reliquaire à portée de main trouvera son usage et sa place.

Le diocèse de Paris ne souhaite pas communiquer sur le coût de toutes ces nouveautés, entièrement financées par du mécénat et des dons. On sait simplement que la Fondation Notre-Dame a déjà récolté 6,3 millions d'euros, grâce à 7000 donateurs.

Il faut encore attendre six mois pour que la cathédrale, restaurée et aménagée, se dévoile dans son entièreté. Selon M^{re} Ulrich, l'inauguration se fera en deux temps. Le 7 décembre, en présence d'Emmanuel Macron, pour signifier la fin des travaux de l'édifice. Le 8 décembre, avec la première messe, en vêtements et ornements imaginés par le couturier Jean-Charles de Castelbajac, et au son du grand orgue. Par la suite, la cathédrale redeviendra une ruche, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. À partir de 2025, le chantier de restauration se poursuivra sur la sacristie ou les arc-boutants pendant quelques années, et la mairie de Paris devrait de son côté, entamer la refonte complète du parvis et des sous-sols. ■



Les vitraux contemporains pris dans la tourmente des législatives

Est-ce le concours pour des vitraux contemporains ? Au long de deux heures de présentation sur les futurs aménagements intérieurs de Notre-Dame de Paris, cette question brûlante a été à peine évoquée par le diocèse de Paris. Répondant à l'interrogation d'un journaliste, le recteur de la cathédrale, M^{re} Ribadeau Dumas, a juste rappelé que ces vitraux étaient, une « commande de l'État », et non pas de l'Église.

Un peu plus tôt, l'archevêque de Paris, monseigneur Ulrich, avait tout de même indiqué que la commission artistique chargée d'étudier les candidatures d'artistes et de vitraillistes pour six nouvelles baies dans les chapelles de la nef se réunirait une nouvelle fois aujourd'hui ou demain. Quant à une éventuelle annonce et un éventuel calendrier, il n'en savait rien, ou préférait parler d'autre chose.

Il faut dire que la situation politique amène chacun, gouvernement en tête, à louver entre les dossiers urgents à régler avant le 8 juillet et les accessoi-

res, entre les décisions à même de passer sans encombre et celles potentiellement génératrices de discorde.

Dans ce concert, et à l'aune de l'ambiance délétère de la campagne électorale, ce concours pour des vitraux contemporains, annoncé par Emmanuel Macron en décembre 2023, semble dérisoire. Pourtant, et alors que nombre de voix, dont celle du diocèse de Paris, plaident pour un report des annonces, Rachida Dati chercherait le moyen de ne pas enterrer le sujet, et de rendre publique les noms des cinq lauréats en lice, entre les deux tours. Il est évident que le ministre de la Culture a obtenu le feu vert de l'Élysée, qui ne veut pas renoncer à ce chantier présidentiel, et s'est engagé dans une sorte de course contre la montre.

Depuis le départ, l'affaire partait de travers. Alors qu'après de vifs débats, il était décidé de rebâtir Notre-Dame à l'identique, Emmanuel Macron annonçait le lancement d'un concours pour des vitraux contemporains, avec le plein et entier soutien de monseigneur

Ulrich, archevêque de Paris. Était-ce un « lot de consolation » pour le président de la République, qui avait, dès 2019, caressé l'idée d'un concours d'architecture pour la flèche, avant de renoncer ? Ou la croyance forte de

« L'intervention d'artistes d'aujourd'hui ne saurait se faire au prix de la dépose de décors existants (des verrières non figuratives imaginées par Viollet-le-Duc, NDLR). L'architecte avait voulu, dans les chapelles, un effet de lumière qui contribue à l'équilibre de cette création », signalait-elle.

L'Académie des beaux-arts
Dans un communiqué, en décembre 2023

l'Église que l'art sacré doit être de son temps, au moins autant que la liturgie ? L'annonce, en tout cas, a déclenché une vague de protestations dans les milieux patrimoniaux. La Tribune de l'Art, magazine spécialisé en ligne, a lancé une pétition contre le projet, et récolté 150 000 signatures, une « performance » pour ce genre de sujets.

De son côté, l'Académie des beaux-arts a publié un communiqué sans appel, en décembre 2023. « L'intervention d'artistes d'aujourd'hui ne saurait se faire au prix de la dépose de décors existants (des verrières non figuratives imaginées par Viollet-le-Duc, NDLR). L'architecte avait voulu, dans les chapelles, un effet de lumière qui contribue à l'équilibre de cette création », signalait-elle.

Avancant envers et contre tous ces conservateurs, la présidence de la République, bientôt rejointe par une Rachida Dati totalement acquise au projet, a nommé un comité artistique, présidé par Bernard Blistène. Ce dernier était chargé de sélectionner cinq binômes (un artiste et un vitrailliste), ces jours-ci, puis de nommer un binôme lauréat en novembre prochain. Le vainqueur du concours devait présenter un prototype à la réouverture de la cathédrale, les 7 et 8 décembre 2024.

À la clôture des candidatures, le 20 mai dernier, 83 artistes s'étaient positionnés, dont des grands noms de

l'art comme Daniel Buren, Robert Combas, Hervé di Rosa, Yan Pei-Ming, Laure Prouvost, mais aussi Philippe Parreno, Jean-Michel Alberola, Pascal Convert, Jaume Plensa, Claire Tabouret ou Barthélémy Toguo. Preuve que si des oppositions se sont fait jour, ce chantier d'exception attire le monde artistique et les vitraillistes les plus en vue (Ateliers Duchemin, Simon-Marq...).

On en est là, et on ne sait si Rachida Dati trouvera un créneau dans l'entre-deux-tours, pour mettre le sujet sur le tapis. Il reviendra en tout état de cause via la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture (CNP). Rassemblant une quarantaine d'experts et d'historiens, celle-ci a fait savoir qu'elle se réunissait le 11 juillet sur la question des aménagements intérieurs de Notre-Dame de Paris, vitraux compris. Après discussions, elle devrait donner un avis positif ou négatif sur ces aménagements, et plus singulièrement, sur ces vitraux. ■

C.B.

Étienne Sorin

Le réalisateur de « La Favorite » et de « Pauvres créatures » retrouve Emma Stone dans un triptyque étrange, à l'humour noir malaisant.

Sielon François Truffaut, « le cinéma, c'est l'art de faire faire de jolies choses à de jolies femmes ». Selon Yorgos Lanthimos, c'est plutôt l'art de faire faire des choses atroces à de jolies femmes. Emma Stone est bien placée pour le savoir. *Kinds of Kindness* est la troisième collaboration entre la star hollywoodienne et le cinéaste grec. « C'est aussi vrai pour Willem Dafoe et Margaret Qualley », précise Lanthimos, rencontré à Cannes. On dit souvent qu'Emma Stone est ma muse. Elle préfère dire que c'est moi qui suis sa muse. Et c'est vrai. Une muse à barbe. » Sauf que le masochisme de Stone interrompt. Déjà humiliée dans *La Favorite*, maltraitée dans *Pauvres créatures* – avant toutefois de s'émanciper par le sexe –, Stone prend cher dans la nouvelle fable de Lanthimos (*The Lobster*, *Mise à mort du cerf sacré*). Entre automutilation (elle se coupe le pouce pour le faire frire et le donner à son mari) et accident de voiture, pas grand-chose ne lui est épargné dans *Kinds of Kindness*. Mais ces sacrifices à l'écran lui valent une reconnaissance du métier. Sa performance dans *Pauvres créatures*, lion d'or à la Mostra de Venise, lui permet ainsi de décrocher cette année l'Oscar de la meilleure actrice. L'excellent Jesse Plemons, son partenaire dans *Kinds of Kindness*, repart lui de Cannes avec le prix du meilleur acteur.



Emma Stone et Jesse Plemons évoluent dans *Kinds of Kindness* en interprétant dans trois récits des personnages différents.

« Kinds of Kindness », la bonté selon Lanthimos

D'où cette question : les acteurs américains sont-ils les meilleurs acteurs au monde ? « Il y a de grands acteurs partout dans le monde », répond Lanthimos. Les Américains ont l'avantage de parler anglais, une langue dans laquelle je peux travailler. Comme pour les films, je ne crois pas qu'on puisse parler d'acteurs « meilleurs » que d'autres. C'est une question de sensibilité. Certains acteurs correspondent à certains réalisateurs ou à certains types de projet. J'essaie de choisir des interprètes qui prennent du plaisir à jouer dans mes films. » Le plaisir n'est pourtant pas la première notion qui vient à l'esprit à la vision des films de Lanthimos. Dans *Kinds of Kindness*, une

nouvelle fois, le sexe est peu voluptueux, la chair est triste. « Je crois qu'à leur façon mes personnages s'amuse », persiste le réalisateur. Dans l'une des trois histoires tout du moins. Le sexe est un bon moyen de caractériser un personnage. Comme plein d'autres domaines, il est aussi le lieu des rapports de pouvoir et de domination. »

Kinds of Kindness est un triptyque composé de trois segments séparés et autonomes, dans lesquels les mêmes acteurs incarnent différents personnages. Les trois histoires sont reliées par une thématique commune. On peut la résumer en un mot : l'emprise. La Nouvelle-Orléans leur sert de décor, mais sans les clichés attachés à la

ville de Louisiane. Le carnaval, le jazz, la vie nocturne, le Mississippi... Tout cela n'est pas le genre de la maison Lanthimos. « Ce n'est pas ce qui m'intéressait. La ville donne une atmosphère particulière au film mais je ne voulais pas en rajouter. Nous avons écrit le scénario sans savoir où se situerait l'action. Comme le choix des acteurs, la localisation apporte des éléments auxquels vous n'aviez pas pensé. Nous savions que nous aurions besoin d'un grand lac, mais *Kinds of Kindness* pourrait se situer n'importe où dans le monde. »

« Je crois qu'à leur façon mes personnages s'amuse. Dans l'une des trois histoires tout du moins »

Yorgos Lanthimos Réalisateur

On est pourtant bien chez Lanthimos, misanthrope sardonique qui refuse l'étiquette de moraliste. « Je ne prétends en aucun cas édicter une morale. J'aime au contraire que l'interprétation reste ouverte, que chaque spectateur ait sa propre lecture. Je ne porte aucun jugement sur mes personnages et j'ai l'impression de laisser de la place au spectateur pour se faire sa propre opinion sur ce qui est bien ou mal. Le regard des autres sur mes films m'intéresse plus que mon propre avis. » Lanthimos devrait très vite être fixé. ■

« Kinds of Kindness »

Drame de Yorgos Lanthimos
Avec Emma Stone, Jesse Plemons
Durée : 2h44
Notre avis : ●●●○

« Le Moine et le Fusil » : réveil paisible au Bhoutan

Olivier Delcroix

Nommée aux Oscars, cette parabole poétique de Pawo Choyning Dorji charme le spectateur et l'entraîne vers des contrées inhabituelles.

Ce film, qui voudrait épouser les codes du cinéma occidental, ne ressemble à aucun autre. Situé au Bhoutan, *Le Moine et le Fusil*, de Pawo Choyning Dorji, possède cette fraîcheur presque naïve des œuvres du jallissement.

Après un premier film, sorti en 2019, *L'École du bout du monde*, ce cinéaste, qui fut d'abord photographe et producteur, poursuit son travail de mise en avant de sa terre natale, le Bhoutan. Surnommé « le pays du Bonheur national brut », ce petit État montagnard enclavé entre la Chine et l'Inde a vécu durant de longues années sous l'autorité d'un monarque apprécié de son peuple. En 2006, ce roi, âgé de 51 ans, décide d'abdiquer pour ouvrir son pays à la mondialisation. Les Bhoutanais, peuple principalement rural, découvrent alors la télévision, internet... et la démocratie.

C'est tout l'enjeu de ce long-métrage nommé aux Oscars. *Le Moine et le Fusil* commence par montrer des paysages à couper le souffle, notamment un champ de fleurs roses à perte de vue, alors qu'au loin se découpe la silhouette d'imposantes montagnes himalayennes. Le vent souffle sur les hautes herbes. Dans la vallée, dominée par des poteaux électriques, on suit un jeune moine bouddhiste qui porte une bonne-bonne de gaz sur l'épaule. L'intrigue de ce film choral se met tranquillement en place. D'aucuns pourraient regretter son rythme un peu lent, alors qu'il s'avère plutôt contemplatif.

Nous sommes en 2006. Dans un village reculé, un représentant du gouvernement éduque les jeunes et les moins jeunes au vote démocratique, car le pays organise une grande élection blanche. Mais les Bhoutanais restent réfractaires à ce changement. Le taux d'inscription électoral est catastrophique. Tandis qu'une jeune femme venue de la ville s'occupe de mobiliser les villageois des montagnes, le petit moine à la bonbonne de gaz

est arrivé à destination. Il livre son butin au grand lama, qui l'apostrophe sèchement. « Il me faut des armes. Peux-tu en trouver ? » L'arc narratif s'enclenche. Pourquoi diable un lama aurait-il besoin d'armes, d'autant qu'il compte s'en servir lors d'une cérémonie ayant lieu à la pleine lune ? Le film se métamorphose en une sorte de course contre la montre assez surréaliste. Car un Américain collectionneur d'armes cherche lui aussi au Bhoutan un vieux fusil de la guerre de Sécession, qu'il compte bien payer un bon prix au fermier qui le possède.

Un charme singulier

Dans un décor incroyable, les héros de ce long-métrage au tempo étrange sont vêtus de costumes traditionnels. Ils continuent de contourner par la gauche les temples bouddhistes, les fameux stupas, qui se trouvent sur leur chemin. On se croirait revenu à l'époque de *Tintin au Tibet*. Dans de petites épiceries reculées, les gens regardent la télévision et frissonnent aux aventures violentes de James Bond incarné par Daniel Craig. Le film ne manque pas d'humour. On s'amusera du fait que le petit moine commande à l'épicière de « l'eau noire » sans comprendre qu'il s'agit de Coca-Cola. Le dénouement du film, poétique et inattendu, joue beaucoup sur l'effet de surprise. *Le Moine et le Fusil* fonctionne comme une parabole sur la lente accession à la démocratie d'un pays féodal isolé durant des siècles, perdu dans l'immensité de chaînes de l'Himalaya. Le charme agit. Il est singulier. Et le fait que ce long-métrage déconcertant sorte en France en pleine campagne électorale ajoute à sa pertinence. ■

Le Moine et le Fusil
Drame de Pawo Choyning Dorji
Avec Tandin Wangchuk, Kelsang Choejay
Durée : 1h47
Notre avis : ●●●○



Troyes

Musées de Troyes

Musée d'Art moderne

Collections nationales Pierre et Denise Lévy

ITALIA VELOCE
ARTS ET DESIGN AU XX^E SIÈCLE

Sélection d'œuvres de la Fondazione Massimo e Sonia Cirulli

Exposition : 22 juin - 20 octobre 2024

14 place Saint-Pierre, 10000 Troyes - Tous les jours sauf lundi - Tél. +33 (0)3 25 76 26 81



« Les Pistolets en plastique », méfaits divers

Éric Neuhoft

Jean-Christophe Meurisse transforme l'affaire Xavier Dupont de Ligonnès en farce trash. Un exutoire hilarant.

Il fallait le dire tout de suite. Xavier Dupont de Ligonnès se la coule douce en Argentine. Pardon, pas XDDL, mais Paul Bernardin, soupçonné d'avoir assassiné sa femme et ses trois enfants et de les avoir enterrés sous sa terrasse, qui a disparu sans laisser d'adresse. La police est sur les dents. Un suspect est arrêté à l'aéroport de Copenhague. Évidemment, il n'a rien à voir avec tout ça. Il faut assister à l'hilarant dialogue par zoom entre les flics français et leurs homologues danois, avec cette réplique d'ores et déjà culte de Vincent Dedienne : « *We have a tradition of error judiciaire.* »

La bêtise permet à deux enquêtrices Facebook de se lancer dans leurs propres investigations. Elles se saoulent dans la maison du crime, interrogent les voisins, brouillent les pistes. En Amérique du Sud, le tueur cite Victor Hugo et refait sa vie. Laurent Stocker barbu possède assez d'ambiguïté pour créer une sourde inquiétude. Il a appris l'espagnol et s'affuble de costumes blancs.

Une comédie loufoque

Le film part dans tous les sens. C'est son mérite. Les doigts dans la prise, Jean-Christophe Meurisse (*Oranges sanguines*) se croit tout permis, et d'abord de s'emparer sans vergogne de ce célèbre fait divers. Les séquences virevoltent comme des cartes à jouer aux mains d'un champion de poker. À la morgue, Jonathan Cohen disserte devant un cadavre sur la fascination des gens pour les séries horribles. Dans un avion, une passagère enceinte (Nora Hamzawi) décrit dans le détail ses épiétismes. Romane Bohringer prend le large en famille avec armes et bagages. Il flotte sur les images une fébrilité réjouissante, un goût des répliques qui font mouche, un penchant assumé pour les situations rocambolesques.

La farce paye. Cela ne faillit pas une seconde. On regarde le résultat d'un œil surpris, ravi. Une troupe d'acteurs



Delphine Baril et Charlotte Laemmel incarnent deux enquêtrices Facebook qui se lancent dans leurs propres investigations. BAC FILMS

semble folle de joie de se retrouver au générique, fût-ce pour une brève apparition. L'ennemi public numéro un conserve son mystère. On ne pensait pas qu'il inspirerait un jour une comédie aussi loufoque. Le cynisme le dispute à l'absurde. Il y a des parties de ping-pong, un cure-dents qui s'offre des acrobaties, un pompiste qui ne perd rien pour attendre. Les flashes d'actualité ponctuent cette course fol-

le. Des gendarmes, mitraillette au poing, débarquent sur une plage exotique comme dans *Le Magnifique*. L'humour règne. Il n'est pas si bête et très méchant.

Mocky et les Monty Python ont trouvé leur successeur. Marqués par une multitude d'événements, ces *Pistolets en plastique* disent assez notre encombrante passion pour le mal. Ils le font dans un éclat de rire grinçant, en

dehors de tout conformisme. Le titre est mauvais. Le film est bon. Cela vaut mieux que l'inverse. La tentation est grande de se demander ce que le principal intéressé, s'il est encore de ce monde, penserait de l'entreprise. À Cannes, la production avait poussé le vice jusqu'à imprimer une fausse accréditation à son nom. Au début, évidemment, un carton prévient que tout cela relève de la pure fiction. Tu parles. ■

« Les Pistolets en plastique »
Comédie de Jean-Christophe Meurisse
Avec Laurent Stocker, Delphine Baril, Charlotte Laemmel, Gaëtan Peau et Anthony Paliotti
Durée : 1h36
Notre avis : ●●●○

Jean-Christophe Meurisse : « Je déteste les bons sentiments »

Propos recueillis par Étienne Sorin

Jean-Christophe Meurisse aime paraphraser Beckett : « *Face au pire, le rire.* » Un adage qu'il met en pratique depuis vingt ans au théâtre avec sa compagnie Les Chiens de Navarre (*Une raclette, Tout le monde ne peut pas être orphelin, La vie est une fête...*). Et au cinéma. Après *Apnée* et *Oranges sanguines*, *Les Pistolets en plastique*, présenté en clôture de la Quinzaine des cinéastes, à Cannes, confirme que, de la scène à l'écran, l'humour du presque quinquagénaire ne perd rien de sa noirceur.

LE FIGARO. - Qu'est-ce qui vous a donné envie de faire un film librement inspiré de Xavier Dupont de Ligonnès ?
JEAN-CHRISTOPHE MEURISSE. - L'arrestation à Glasgow, en octobre 2019, de Guy Jao, pris à tort pour Xavier Dupont de Ligonnès et retenu vingt-six heures dans les geôles écossaises. Le pauvre gars est un préretraité de chez Renault. Ça m'a fait penser à un dessin de Sempé. Un type ordinaire devient l'ennemi public numéro un. Le ciel lui tombe sur la tête. Mon personnage de Zavatta, le profileur, n'est pas complètement farfelu. La police écossaise travaille avec des profileurs notés de 1 à 6, comme des chauffeurs Uber. Un profileur 6 étoiles l'a appelée pour leur dire qu'il avait XDDL sous les yeux... Quand j'ai lu ça, j'ai pensé à l'injustice du destin. J'ai imaginé le vrai, vivant et menant une très belle vie en Argentine. Peu après, j'ai vu un documentaire sur des « enquêtrices web » qui tentent d'élucider des cold cases. Du pain bénit pour inventer deux femmes qui elles aussi vont deve-

nir des monstres. Elles représentent la fascination que tout le monde partage pour ce meurtrier. Avec Landru, il est devenu le criminel le plus célèbre. J'aime bien cette phrase de Nietzsche : « *À force de regarder les abysses, les abysses regardent en vous.* »

La fascination qu'exerce XDDL tient aussi au fait qu'il a disparu dans la nature...

Oui, ça fait fantasmer. Il y a plus de fans de Xavier Dupont de Ligonnès que d'électeurs de Macron. Mais qu'y a-t-il derrière le fantasme ? Je suis sûr que les gens seraient très déçus s'ils apprenaient qu'il s'est suicidé. Ils rêvent qu'il ait réussi son évasion. Au fond d'eux, ils en ont marre de payer facture, d'élever leurs gosses. Ils aimeraient bien se refaire une deuxième vie narcissique et sexuelle. Si lui a réussi, pourquoi pas moi.

XDDL est renommé Paul Bernardin dans le film, mais vous avez mis sa vraie tête sur l'affiche, en le vieillissant... C'est un coup de com qu'on assume complètement. Chahrol a fait un film sur Landru et a dit qu'il fallait bien qu'on s'amuse de manière cathartique. Le seul qui peut porter plainte, c'est XDDL. Je veux bien être à l'origine de son arrestation.

Vous mettez en scène le meurtre de l'épouse et des enfants de façon glaçante. Pourquoi ?

C'est la première scène que j'ai écrite, pour couper court à toute romantisation. Et rappeler que c'est un monstre ignoble qui a tué les membres de sa famille dans leur sommeil. Ses enfants étaient en train de têter leur doudou. Ça me paraissait nécessaire de rappeler ça. Je pose la question à l'envers. Si je



n'aurais pas montré le massacre, le film aurait été violent de cynisme. Ne faire qu'une comédie à partir d'un assassin d'enfant, ce n'était pas possible.

Pourtant, comme ils l'ont fait pour Ruben Östlund, certains critiques, notamment de gauche, vous taxent de cynisme...

Comme dit Östlund, plus la presse de gauche me déteste, mieux je me porte. Il y a une part de snobisme. Dans notre culture judéo-chrétienne, faire rire, ce n'est pas sérieux. Le Christ n'a jamais été représenté en train de rire, ni même sourire. Le livre interdit et empoisonné du *Nom de la rose* est le second tome de *La Poétique*, d'Aristote, traitant du rire. Comme disait Bergson, le rire a une puissance sauvage. Il y a aussi un puritanisme dans le refus de représenter la violence. Je crois au contraire qu'il faut montrer le Mal. Plus il y en a au cinéma, moins il y en a dehors. Purger les passions du spectateur, c'est vieux comme la tragédie grecque. Ou Shakespeare. C'est le pouvoir cathartique de l'art. Je ne comprends donc pas ce puritanisme qui atteint le cinéma. On renvoie la violence à une supposée perversion ou fo-

lie du réalisateur. On me traite de cynique alors que ce n'est pas moi qui suis violent, c'est le monde qui est violent. La réalité est toujours pire que la fiction. Je déteste les bons sentiments.

Pourquoi ?

La violence vous tombe toujours dessus sans prévenir. L'annonce d'une maladie, la violence physique... Un soir, je devais avoir 25 ans, je suis allé au théâtre avec des amis et ma compagne de l'époque. J'étais un peu ivre, j'étais bien. Heureux. J'ai pris le métro pour rentrer chez moi. Tout à coup, quatre mecs me sont tombés dessus et m'ont tabassé à mort. En une seconde. Pourquoi le cinéma ne pourrait-il pas refléter cette angoisse ?

Les prénoms des deux enquêtrices web, Léa et Christine, font référence aux sœurs Papin, qui ont assassiné leur patronne en 1933. La sœur aînée a énoncé sa patronne avec une cuillère... En fait, vous n'inventez rien ?

J'ai voulu faire l'histoire de la criminalité en France. L'énucération, ce n'est pas le délire de l'artiste. Ça m'intéresse toujours de montrer la violence au cinéma.

« La réalité est toujours pire que la fiction », souligne Jean-Christophe Meurisse. PHILIPPE QUAISSÉ / PASCOCO

J'aime la comédie noire, les montagnes russes. Dans mes pièces comme dans mes films. Grâce à mes producteurs, jeunes et passionnés, je suis tout aussi libre. Ils ont compris qu'il fallait rendre le cinéma aux cinéastes. Ils me font entièrement confiance. Il n'y a plus d'intervention sur le casting. Ça n'empêche pas d'avoir un regard vigilant. Moi, venant du théâtre et en vivant financièrement, je ne me suis pas mis à genoux pour faire à tout prix des films. Vous ne voulez pas de moi ? Je reste au théâtre.

Vos personnages dansent beaucoup, parfois dans des situations improbables. La danse est la plus belle réponse à la noirceur du monde ?

Oui, c'est joyeux. J'ai monté un spectacle qui s'appelait *Les danseurs ont apprécié la qualité du parquet*. J'adore voir les gens danser. Ils expriment quelque chose de vrai, à leur insu. Et je ne peux pas écrire sans musique. J'ai écrit la scène du profileur Zavatta à l'aéroport après avoir écouté Véronique Sanson.

Vous êtes autodidacte, mais êtes-vous très cinéphile ?

Oui, même si je suis plus sélectif. J'ai été très marqué par le cinéma scandinave ces dernières années. Il me paraît le plus dingue, le plus fort. Les Danois Lars von Trier et Thomas Vinterberg, le Norvégien Joachim Trier, les Suédois Roy Andersson et Ruben Östlund, le Finlandais Aki Kaurismäki... On nous présente les sociétés nordiques comme des modèles de progressisme, mais, quand on voit leurs films, ça craque complètement. Devant *Drunk*, de Vinterberg, ou *Julie* (en 12 chapitres), de Trier, on peut autant rire que pleurer. Par ailleurs, j'adore me rendre dans ces pays. ■

Après le coup de théâtre, le grand opéra de Chanel

Hélène Guillaume

À la suite du départ surprise de sa directrice artistique, début juin, la maison a confié les clés de sa collection aux talents de son studio : pari gagnant. Présentées à l'Opéra Garnier, les 46 silhouettes redéfinissent l'opulence pure et dure de la haute couture.

Dans le studio de la rue Cambon, lundi après-midi (veille du défilé), Virginie Viard est aux abonnés absents, mais le studio, qui l'a accompagnée ces dernières années (et dont la plupart des membres ont également collaboré avec Karl Lagerfeld), a repris le flambeau. Ils sont tous là, les chargés de la cabine, des matières, du stylisme, des tailleurs, du flou, des cheveux, du make-up, des souliers... Deux d'entre eux ont été missionnés pour expliquer la collection, partager les inspirations, détailler les étoffes, décrire les boutons. Tout le monde est excité, il a même été décidé de réaliser l'accessoirisation (le dernier essai des mannequins) en une seule journée, au lieu des deux habituelles. Sans doute pour éviter les états d'âme, les crises existentielles. Soudain, Naomi Campbell débarque dans le studio, le niveau sonore monte. Le rythme des filles qui s'enchainent dans un froissement de taffetas haute couture est de très, très bon augure.

L'Opéra Garnier sera donc, ce mardi matin, le théâtre d'un défilé Chanel... sans couturier. Ce n'était pas arrivé de

puis la période de transition entre la disparition de Coco, en 1971, et l'arrivée de Karl, en 1983. Quelques jours avant le premier défilé officiel de l'Allemand, dans *Le Figaro*, on évoquait ce long hiatus de leadership créatif : « *Chanel sans Chanel, ça fait douze ans que ça dure. Et que ça marche.* » Aujourd'hui, alors que la maison a atteint les près de 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires (!), elle n'attendra pas une décennie avant de nommer un couturier. Elle ne se permettra pas non plus de ne pas défilé. On se demande ce qu'il se passe dans la tête des Wertheimer, les propriétaires, lorsqu'ils pénètrent dans le palais Garnier...

Au service du confort

Tout le monde est là, assis sur les fauteuils de velours rouge installés dans des genres de loges reconstituées le long des coursives qui encerclent le grand escalier (scénographie du réalisateur Christophe Honoré). On s'attendrait presque à voir nos voisins sortir les jumelles de théâtre qui ont été envoyées en guise d'invitation. Une porte s'ouvre vivement et Vittoria Ceretti sort, le regard en coin, un nœud noir comme écrasé dans les cheveux, drapée dans un manteau opéra de



taffetas... En digne Italienne, le mannequin star réussit son entrée (ou sa sortie). On a tous en tête une image, voire un cliché, associée au mot Chanel. Ici, cette

silhouette ravive dans notre esprit le chic dramatique des portraits des années 1920 de Gabrielle, qui adorait les bals déguisés, mais aussi les défilés qu'on a tant aimés

Lors du défilé Chanel à l'Opéra Garnier, à Paris, mardi.
CHANEL

de Lagerfeld. En particulier, celui de 2006, avec ses filles, un même genre de nœud sur la tête, qui avaient l'air aussi cool et riches que pestes.

« *Voir et être vu, c'est le propre de l'Opéra* », nous a glissé Caroline de Maigret, la veille, lors de l'accessoirisation. Le show qui se reflète dans le plafond miroir installé bas, est un ballet de regards à peine échangés entre ces sublimes filles, telles des divas s'appropriant à monter sur scène et des spectatrices qui ne le sont pas moins. Elles ont les jambes nues, chaussées des sandales drapées, passent dans un manteau de cocher, une cape en taffetas passée sur un body en jersey brodé de pampilles, un tailleur en tweed-chenille violet presque shocking, une tunique sixties comme une marqueterie d'or. Une longue robe smokée ceinturée de broderies argent s'inspire de la tunique créée par Chanel pour l'*Apollon musagète*, de Balanchine et Stravinsky (1929).

Le jersey fétiche de Gabrielle est, ici, matière à sophistication, en version lamé mordoré ou laqué couleuvre crème sur une robe au mouvement étrange et ondulant. Le tulle, commun au costume des ballerines et à la couture pour créer des volumes, est ici par touche (dépassant comme un fond de jupe d'un tailleur) ou en majesté sur un tutu brodé. Le sens du spectacle, de la dramaturgie propre à la maison, est plutôt d'actualité dans ce monde où chacun se met en scène. Mais, ici, les grands volumes, les matières, la construction du vêtement sont toujours au service du confort, condition sine qua non de l'émancipation féminine selon Mademoiselle. Si, de nos jours, les pièces uniques et spectaculaires sont monnaie courante sur les tapis rouges (autant que les images des célébrités incapables de marcher, de respirer et de monter les marches ainsi habillées), cette haute couture est tout l'inverse. *Bigger than life*, d'une sophistication assumée, mais toujours créée avec le désir d'être un plaisir à porter. ■

Bruno Pavlovsky : « Chanel ne recrutera pas un directeur artistique qui propose la même chose dans toutes les maisons où il passe »

Rencontré la veille du défilé de haute couture dans ses bureaux de la rue Cambon, le président des activités mode de Chanel revient sur le départ brutal de la directrice des collections, Virginie Viard, la question de la succession, la difficulté de trouver le profil qui respectera l'héritage de cette maison à nulle autre pareille, tout en écrivant les chapitres à venir.

LE FIGARO. - Vous vous êtes séparé de votre directrice artistique, Virginie Viard, le 6 juin dernier.
BRUNO PAVLOVSKY. - C'est une belle histoire qui s'est arrêtée. Virginie a rejoint Chanel en 1997, et sa contribution a été exceptionnelle durant toute sa collaboration avec Karl Lagerfeld et durant les cinq dernières années en tant que directrice des collections. Par rapport à Karl, qui avait de Chanel une approche plus « costume », Virginie a redonné à la sil-

houette une féminité et une légèreté, un porter plus facile, qui s'adresse à toutes les femmes. Mais, comme cela peut arriver, le moment était venu pour elle et nous de passer à une autre étape. Le timing s'impose à nous et c'est la vie...

Où en sont vos réflexions autour de sa succession ?

Nous avons décidé de prendre le temps nécessaire pour clore proprement ce chapitre et trouver une nouvelle organisation de la création. Ce dont je suis sûr, c'est que le système idéal pour nous n'est pas de recruter un directeur artistique qui propose la même chose dans toutes les maisons où il passe. Trop de directions artistiques perdent le sens de leur marque. Chanel a un produit qui existe, un produit fort, et la puissance de Karl, comme celle de Virginie, a été de continuer à le faire évoluer, à construire en utilisant le meilleur du passé, chacun

avec leur propre vision mais toujours au service de la maison. Nous ne ferons jamais table rase de ce qui existe chez Chanel... Il y a un cadre, la direction artistique doit jouer à l'intérieur de ce cadre. On peut évidemment le faire bouger de l'intérieur, mais certainement pas le faire exploser... Certains médias américains ont parlé du système des directeurs artistiques qui ne serait plus adapté aux besoins de grandes maisons comme la nôtre. Ont-ils raison ? Sincèrement, je ne sais pas, il suffit de le penser pour trouver l'oiseau rare ! La plus grande difficulté aujourd'hui est que peu de designers connaissent la haute couture et ont cette expertise.

Pourriez-vous arrêter la haute couture ?
Non, elle est un fondement de Chanel. Coco a fait uniquement de la haute couture, Karl a relancé la marque en s'appuyant sur la haute couture et Virginie a

commencé sa carrière en s'occupant de haute couture. Même dans notre prêt-à-porter, il y a une lecture et une compréhension du vêtement, de la construction sur le corps qui commence sur la haute couture. Par ailleurs, elle est aussi essentielle en termes d'image et de service : toutes nos clientes de prêt-à-porter rêvent un jour d'y avoir accès, de vivre cette expérience, celle des essayages notamment.

Est-il possible de séparer les deux activités avec deux directions artistiques ?
Il nous est arrivé dans les années 1990 d'avoir deux studios supervisés par Karl, avec Gilles Dufour au prêt-à-porter et Virginie Viard à la haute couture... Nous avons de grands talents aujourd'hui dans notre studio de haute couture, ils ont fait un travail formidable, en peu de temps et dans ce contexte particulier, sur cette

collection de l'hiver prochain. Cette période leur permet aussi de s'exprimer.

Envisagez-vous de faire évoluer quelq'un en interne ?
Les talents de notre studio ont travaillé aux côtés de Karl Lagerfeld, puis de Virginie, ils ont été les chevilles ouvrières des collections de ces dernières années. Ils représentent un socle solide, ce qui ne signifie pas nécessairement que ce socle est capable d'écrire l'histoire à venir. Mais nous n'écarterons aucune option. Tout va dépendre des rencontres que nous allons faire, des personnes que nous allons solliciter ou qui nous ont déjà sollicités et de la façon dont nous allons évoluer dans les semaines et les mois à venir, sachant que nous avons aujourd'hui la haute couture, le défilé prêt-à-porter de l'été 2025 début octobre, la collection des Métiers d'art en décembre, etc. ■

Propos recueillis par H.G.

LVMH rachète L'Épée 1839

Judikaël Hirel

La manufacture d'objets d'art horlogers rejoint le giron de la division Montres du groupe de luxe.

Avions, vaisseaux spatiaux, fusées, bolides, robots, araignées et même carabine Winchester... L'Épée 1839, dont le groupe LVMH a annoncé le 25 juin le rachat de Swiza, la maison mère, est la manufacture des rêves horlogers les plus atypiques. Fondée en 1839 par Auguste L'Épée, dans la région de Besançon, en France, et basée depuis 2008 à Delémont, dans le Jura suisse, elle rassemble en son sein plus de 80 designers, ingénieurs, horlogers, mécaniciens et collaborateurs aux côtés d'Arnaud Nicolas, son président et directeur créatif. Ses horloges contemporaines, faites main, sont en quelque sorte des jouets horlogers pour grands enfants. Des

objets de luxe destinés - comme jadis les pendules d'officiers et horloges de voyage - à ajouter une touche de beauté, d'originalité et de complexité sur le coin d'un bureau comme dans un salon design. Cette manufacture unique, qui a fourni les horloges murales du Concorde, est en effet le leader incontesté de la fabrication d'objets d'art mécaniques aux complications extrêmes : calendriers perpétuels, tourbillons, aiguille rétrograde... Ces « ohni », objets horlogers non identifiés, ont conquis les amateurs de bel ouvrage du monde entier, qui y retrouvent les mêmes savoir-faire et le même artisanat que dans leurs garde-temps préférés.

D'ailleurs, l'an passé, la maison vieille de 185 ans s'est vu décerner le prix de l'horlogerie mécanique lors du grand prix de l'horlogerie de Genève pour sa Time Fast II Chrome, une horloge en forme de balle de des années 1960. Mais pourquoi rachat cette manufacture d'horloges ? « Plusieurs maisons du groupe avaient déjà, séparément, fait appel à L'Épée 1839, avec des créations plébiscitées par leurs clients respectifs : Tiffany & Co., avec une horloge en forme de taxi new-yorkais ; La Fabrique du Temps Louis Vuitton, avec une montgolfière, explique Frédéric Arnault, président-directeur général de la division montres de LVMH. Ce sera égale-

ment prochainement le cas de TAG Heuer, avec un projet en cours dans l'univers automobile. Cette manufacture possède un vrai savoir-faire en matière de complications, une capacité inégalée à les transporter en trois dimensions dans des créations aussi horlogères que décoratives. »

Un taxi jaune new-yorkais
Ainsi, le taxi jaune new-yorkais des années 1950, revisité en bleu turquoise pour Tiffany & Co, aura été l'une des succès de vente de Noël dernier dans les boutiques du célèbre joaillier de la 5^e Avenue. Une horloge Tiffany Taxi Swiss Made de 47 cm de long animée par deux mouvements

indépendants (l'un donnant l'heure et doté de huit jours de réserve de marche, et l'autre entraînant le moteur), et proposée à 62000 €. « C'est selon moi une maison unique, la seule aujourd'hui à pouvoir autant s'adapter à l'univers de chaque marque, et à présenter un tel potentiel de développement, estime Frédéric Arnault. Son succès ces dernières années a vraiment été exceptionnel, et les possibilités de collaborations avec nos différentes maisons sont infinies. Au sein de la division horlogère de LVMH, L'Épée 1839 va pouvoir prendre son essor et se développer, tout en continuant à travailler pour ses clients actuels. » ■

Le Chalet des Îles, contemporain à la folie

Béatrice de Rochebouët

Sur le lac du bois de Boulogne, ce restaurant créé au second Empire a été entièrement repensé par l'architecte Nicolas Laisné, dans l'esprit d'origine, avec du bois, matériau naturel et bas carbone, et du vert, couleur de la nature.

Retour au passé. Pour s'imprégner de l'esprit du lieu, il faut se replonger au second Empire, avec Eugénie de Montijo, l'épouse de Napoléon III, impératrice des Français. Née à Grenade en 1826, la fille cadette du comte et de la comtesse de Teba, dont la beauté éclatante et la liberté étincelante séduisirent le peintre Franz Xaver Winterhalter – il en fait son portrait, présenté lors de l'Exposition universelle de 1855, puis installé au palais des Tuileries –, est une originale voulant échapper aux conventions guindées de la cour. « Les Parisiens doivent respirer l'air pur, se divertir et s'amuser », disait celle que Victor Hugo qualifia de « cocotte » pour avoir fait tourner bien des têtes. Pourquoi ne pas créer un lieu de distraction où la nature serait reine ?

En 1857, elle décide alors d'importer un chalet suisse, pour l'île du nouveau bois de Boulogne, à Paris, entouré d'un lac. Il fut transporté en pièces détachées depuis Berne. Ce ne fut pas un cadeau de son mari, contrairement à ce qu'il a été souvent écrit, mais une pure folie voulue par son épouse. L'endroit, un restaurant et un lieu de fête, est resté comme à ses débuts. Il a traversé les années, en perpétuant la tradition. Mais il lui fallait faire peau neuve.

Depuis avril, c'est un nouveau Chalet des Îles, tout beau, tout neuf, que l'on peut découvrir, après avoir embarqué sur une barge. Quelques minutes de traversée sur l'eau, pour rompre avec la ville et se mettre dans une tout autre ambiance. Le chantier de ce lieu mythique, où la magie du dépaysement opère instantanément, a été confié à l'architecte Nicolas Laisné, à la tête de l'agence française du même nom, créée en 2005 (15 collaborateurs) à Montreuil et nommée dans la catégorie habitat de l'Équerre d'Argent en 2019, prestigieux prix français. Ce talentueux quadragénaire a gagné l'appel d'offres de la mairie de Paris, propriétaire du lieu, qui en a cédé la concession. D'autres concurrents, notamment des architectes d'intérieur, étaient sur les rangs. Lui a pris le projet dans sa globalité, en traitant aussi bien l'extérieur, en tant qu'architecte, et l'intérieur, comme décorateur, les deux étant intimement liés, car ils influent sur nos émotions et notre bien-être. D'où sa cohérence parfaite.

Par son expérience du bois à empreinte carbone minimale pour l'Arboretum de Nanterre, livré en 2023 – le plus grand campus en bois massif d'Europe, au milieu d'un gigantesque parc arboré, avec 125 000 m² de bureaux, d'espaces de coworking et de services, porté par la



Le Chalet des Îles a conservé ses éléments d'époque, tableaux, plafond à caissons, qui s'harmonisent avec la moquette, la cheminée et le mobilier contemporain, dans une ambiance de guinguette chic.

société WO2 de Guillaume Poitrinal et Philippe Zivkovic –, il était l'homme de la situation, celui qui a inventé l'art de vivre autrement, bien avant le Covid, qui a révolutionné nos vies. Parfaitement à même de comprendre ce Chalet au milieu d'un environnement boisé, devant avant tout respecter l'écologie de l'île, Nicolas Laisné a passé un an et demi à le dessiner, avant de suivre le chantier pendant cinq mois (coût total de 3 millions d'euros, y compris la décoration intérieure).

Osmose entre le chalet et son écosystème

L'architecte – et, depuis un an et demi, architecte d'intérieur avec un département dédié à l'agence – a donc choisi le bois, matériau absorbant et stockant durablement le CO₂, pour contribuer à la réduction de l'effet de serre et agir face au changement climatique. Le fronton de la façade principale du chalet est habillé d'écailles de bois de mélèze teintées et vernies, tout comme il l'a été en 1855, reflétant les lumières naturelles. Les tui-

les reprennent également leur forme d'antan, avec leurs motifs en triangle appelés « tavaillons », posés les uns sur les autres. Ils ont été sculptés un à un, à l'ancienne, par un compagnon.

L'ensemble extérieur joue sur les tonalités d'un dégradé allant du marron au beige blond, en harmonie avec les troncs des arbres, pour une osmose entre le chalet et son écosystème. Des clôtures paysagères viennent se fondre dans l'architecture afin d'apporter une cohérence entre les 1000 m² d'espaces extérieurs, auxquels s'est ajoutée une nouvelle terrasse couverte, ouvrant généreusement sur le lac. Elle est nettement plus accueillante qu'avant avec ses garde-corps à mi-hauteur tout autour, où l'on peut s'asseoir. « J'ai vraiment essayé de faire un projet dans l'esprit du lieu, explique Nicolas Laisné. À l'extérieur, il respecte son histoire par sa résonance avec l'architecture d'origine. À l'intérieur, il s'appuie sur certains éléments existants, comme les deux grands tableaux XIX^e, anonymes, une promenade à cheval et une scène de villégiature, de part et d'autre de

la cheminée en céramique verte, nouvellement créée, avec ses assises autour, pour une ambiance conviviale. »

La dominante de la couleur intérieure est l'ocre et le vert, renforcée par la moquette imprimée du restaurant de l'époque, avec son treillage vert et blanc, donnant l'impression de naviguer sur une eau scintillante, comme celle du lac, visible du balcon, reconstruit et recouvert de bois. Le chalet est traversé de lumière. Il a été réilluminé, en découpant le plafond à caisson, pour redonner plus de présence au bois. La nature semble entrer dans le bâtiment, elle en est son prolongement, avec moult vues astucieuses sur le parc, telle celle du bar, dont le mur a été rouvert, avec son amusante étagère de bouteilles.

Création d'un potager

Derrière le chalet, Nicolas Laisné a créé un potager, agrémenté de grandes tables en bois rustiques et de sièges dessinés par l'agence. Le menu, élaboré par Pierre Chomet, est en parfaite adéquation, avec du local et des ingrédients cueillis

sur place. « L'idée était de faire un lieu aussi agréable l'été que l'hiver, ambiance partie de campagne à la belle saison, ambiance cosy chalet pendant les jours plus froids », explique-t-il. Le verdict est unanime. Ce chalet marque la réussite de cet architecte, promis à un beau devenir.

Ce dernier multiplie les chantiers depuis sa participation à la Biennale de Venise en 2021, où il expliquait sa conception de l'architecture partagée, ouverte sur l'extérieur par des balcons-jardins, comme dans l'immeuble de l'Arbre blanc ou celui du Grand Bleu à Montpellier. Il est en train de livrer une tour d'habitation à Nanterre en face du nouveau siège de Vinci et de la gare des Groues, un projet d'habitation à Sète, sur l'étang de Thau. Il vient de concevoir une usine de parfum pour Chanel en Île-de-France et a gagné un concours pour des bureaux et logements en plein cœur de Bolzano, en Italie. Le Chalet des Îles est son premier restaurant, une petite folie contemporaine. ■

chalet-des-iles.com

Jaime Hayon au pays des merveilles

Alyette Debray-Mauduy

Le créateur espagnol expose à la Galerie Kreo quinze pièces uniques, fruit d'un travail artisanal d'exception.

Le designer espagnol appartient à cette génération de créateurs profondément attachés à l'artisanat. Remettre au goût du jour les savoir-faire ancestraux et repousser les limites des métiers traditionnels pour imaginer un monde protéiforme et ultra-coloré, c'est toute la quintessence de son travail depuis plus de vingt-cinq ans.

« La tendance du design est au digital, à la 3D. De mon côté, je crois que pour imaginer des choses sophistiquées et raffinées, il faut retourner à l'artisanat. Je conçois mes pièces comme des tableaux qui se transforment ensuite en éléments de design », explique ce quinquagénaire, né à Madrid, domicilié à Valence mais qui s'exprime dans un français parfait.

Jaime Hayon a été classé par le magazine Times parmi les créateurs les plus influents de notre époque. Il est exposé dans de prestigieuses musées comme le

Design Museum de Londres, le Mudac de Lausanne ou le MAD Museum de New York, et a collaboré avec de grandes marques comme Baccarat, Fritz Hansen, Cassina.

À l'occasion de l'exposition « Atelier Wonderland », organisée jusqu'au 26 juillet à la Galerie Kreo, à Paris, ce créateur met une fois de plus en avant ces ateliers confidentiels qui lui sont chers, à travers quinze pièces uniques. Il y a d'abord ces vases et ces lustres en céramique – l'un de ses matériaux de prédilection depuis plus de vingt-cinq ans –, d'inspiration méditerranéenne, décorés de visages expressifs et de poignées surdimensionnées.

« J'ai travaillé dans un atelier près de Venise – région où la tradition de la couleur est forte – sur une technique d'émaux mélangés à de l'alcool permettant de peindre directement sur de la céramique cristallisée. Habituellement,



Jaime Hayon (ci-dessus) au travail sur un objet en céramique. À droite, quelques-unes des pièces exposées dans le cadre de l'exposition Atelier Wonderland, à la Galerie Kreo. FEDERICO MARIN

c'est l'inverse. Nous décorons le biscuit avant de le cuire. Ce procédé est non seulement intéressant pour l'expression du trait du pinceau mais aussi pour gratter, donner des formes et varier les épaisseurs. »

Méthode ancienne

À côté de ses pièces aux formes étonnantes, il a imaginé des miroirs en verre de Murano aux allures d'anges ou d'animaux comme des crocodiles, des



singes. « Là aussi j'ai utilisé une méthode ancienne qui consiste à découper à la main des pièces en cristal avant de les peindre avec des émaux. » Enfin, l'artiste présente quelques pièces de mobilier, simples, sobres et tout en rondeurs, réalisées dans différentes essences de bois – chêne, noyer, bois exotique. Cette fois-ci, il a fait appel à des ateliers en France, en Espagne et en Italie, sélectionnés chacun pour des compétences très spécifiques, selon le résultat sou-

haité. Un spécialiste de la marqueterie de marbre dans l'Italie du Nord-Est, des grandes pièces solides dans l'Hexagone... « Cette exposition m'a permis d'explorer des tâches complexes sur des supports comme la céramique ou le verre, remarque-t-il. J'aime la simplicité des matériaux et la puissance narrative du projet. » ■

Atelier Wonderland jusqu'au 26 juillet à la Galerie Kreo, 31 rue Dauphine, Paris 6^e, galeriekreo.com

« La Terre des femmes » : vin, amour et fantaisie

Céline Fontana

Eva Longoria est l'héroïne et la productrice de cette série en six épisodes, entre romance et comédie de mœurs, tournée en Espagne.

L'envie de tourner en Espagne, un pays qu'elle affectionne et où elle compte s'installer, de jouer dans sa langue natale, le goût du vin aussi. Il n'en a pas fallu plus à Eva Longoria pour se lancer dans l'aventure de *La Terre des femmes*. Avec cette adaptation du livre de Maria Sanchez, phénomène de la littérature hispanique paru en 2020, par son ami Ramon Campos (créateur de séries, dont *Les Demoiselles du téléphone*, NDLR), qu'elle coproduit, l'éternelle Gabrielle de *Desperate Housewives* fait son retour au premier plan devant la caméra après douze années consacrées essentiellement à la réalisation (des épisodes de séries à *Flamin' Hot*, long-métrage pour Disney+ en 2023).

Elle incarne Gala, quadragénaire new-yorkaise aisée, experte en vin, qui découvre que son mari, ne pouvant honorer une dette de 15 millions de dollars, a fui, l'abandonnant à son triste sort. Privée de cartes bancaires, la voilà obligée de pren-

dre à son tour la poudre d'escampette, avec quelques poignées de billets, sa fille (Victoria Bazua), étudiante, et sa mère (Carmen Maura, une des actrices fétiches de Pedro Almodovar), retraitée à la mémoire vacillante. Direction le village natal de cette dernière, dans une superbe région viticole du nord de l'Espagne, avec des maltrats à leurs trousses. Sur place, un beau viticulteur (Santiago Cabrera) rencontré après un accident de tracteur, un amour de jeunesse, de vieilles rancœurs, des secrets de famille enfouis...

Rouleau compresseur

À travers ces trois générations de femmes, la série brosse trois portraits touchants, la palme de l'émotion revenant à Carmen Maura, en dépit ou en raison de la crudité de son rapport au monde, un bouclier, qui sait... *La Terre des femmes* revient sur l'importance des valeurs éternelles : la famille et les liens du sang, la sororité, la transmission, les traditions, l'appartenance, le retour à la terre, la solidarité... Rappelé à quel point il est important de



Eva Longoria, Victoria Bazua et Carmen Maura sont les protagonistes de cette aventure familiale. APPLE TV

dire aux êtres chers qu'on les aime et qu'ils comptent pour nous. Aborde, en filigrane, l'addiction aux nouvelles technologies, l'identité sexuelle... Et lance au passage quelques piques féministes de bon aloi.

Tout au long des six épisodes, le drame se teinte d'humour avec des truands lo-sers, véritables pieds nickelés dignes des films des frères Coen. Avec le jeu des antagonismes constant entre les vices de la ville et les vertus de la campagne (et inversement)... Eva Longoria, qui prête sa belle énergie à Gala, entre la pile électri-

que et le rouleau compresseur, son surnom dans la fiction, passe une bonne partie de la série à courir en talons aiguilles et tailleurs étroits, finit trempée de la tête aux pieds dans un lac... Les codes de la comédie romantique en mode chien et chat, registre dans lequel, charmante emmerdeuse à la Katharine Hepburn - elle s'en donne à cœur joie -, sont aussi pleinement respectés.

Mais attention... « La romance est à combustion lente dans *La Terre des femmes*... », précise Eva Longoria au Figaro. Mon personnage est une riche new-yorkaise, très gâtée. Elle doit tout laisser, sa demeure, son mari, pour s'envoler, avec sa fille et sa mère, dans ce village. Elle ne parle pas très bien la langue, elle n'est pas habi-

tuée aux travaux manuels, au fait de vivre dans une maison aussi simple. C'est vraiment un poisson hors de l'eau. Elle ne sent pas bien dans sa peau à ce moment précis. Et quand elle rencontre Amat, j'ai insisté auprès de l'auteur, elle n'est pas encore prête à vivre une nouvelle histoire, elle a d'abord besoin de se trouver. J'ai toujours pensé qu'un homme n'est pas une réponse aux problèmes des femmes. Souvent, pourtant, les films le décrivent ainsi : comme si, lorsqu'on tombe amoureux, tout se résolvait par magie ! ■

« La Terre des femmes »
Sur Apple TV+
Notre avis : ●●●○

Le double visage d'Andy Warhol, le pieux dandy de Pittsburgh

Valérie Duponchelle

Passionnant documentaire sur l'enfance difficile et sage du fils d'immigré et la vie new-yorkaise théâtralisée du pape du pop art.

Andy Warhol, le mystère derrière la surface. Le pape du pop art (1928-1987) a multiplié les aphorismes et les contradictions, se cachant dans ce brouillard volontaire comme il se cachera, lui et son âge, sous sa perruque platine posée de travers. « Si vous voulez tout savoir sur moi, regardez simplement à la surface de mes peintures, de mes films et de moi-même. Je suis là. Il n'y a rien derrière. » Cette provocation ouvre *Andy Warhol, un prophète américain*, documentaire de Tania Goldenberg (2015), qui brasse tous les traits dissonants d'un artiste qui a forgé son image au point de dissoudre sa nature et d'imposer sa légende d'artiste star du XX^e siècle. Entre demi-vérités et fabuleux mensonges, Andy Warhol a choisi de vivre masqué. « Jamais il ne

s'abandonne. Il truque pour que l'on ne sache pas qui il est. Il faut forcer le secret », explique en off la voix de Michel Nurdysian, longtemps plume du Figaro, qui a écrit sa biographie en 2001 chez Flammarion.

« Il y a toujours un jeu entre d'un côté la simplicité d'un énoncé, d'une peinture, d'une image et quelque chose de beaucoup plus complexe que l'on découvre petit à petit », souligne l'historien de l'art Alain Cuff, commissaire de l'exposition « Le grand monde d'Andy Warhol », qui s'est tenue du 18 mars au 13 juillet 2009 au Grand Palais. Cet être complexe, à l'œuvre désarmante comme une pub, se piste dans son enfance. Andrew Warhol est né en 1928 à Pittsburgh, alors capitale du charbon et de l'acier, en Pennsylvanie, d'une modernité effrayante, de parents slova-

ques émigrés en 1912 de ce qui était l'Autriche-Hongrie.

Quatrième et dernier fils d'une fratrie soudée, il grandit dans sa stricte famille ouvrière d'obédience catholique ruthénienne, un être d'emblée complexe « empreint de traditions familiales, de culture populaire et de religion ».

Le dimanche à la messe

Malgré son style de vie peu orthodoxe de New-Yorkais sans entraves, Dandy Andy vécut jusqu'au bout avec sa mère, Julia Warhola (née Zavacká, 1891-1972). « S'il n'avait pas été religieux, une grande partie de son œuvre eût été différente », insiste son neveu, Donald Warhola. « De ces influences hétéroclites, profondément enracinées en lui, il façonnera un univers unique, un univers esthétique et philoso-

phique glacial, une œuvre bouleversante de simplicité en confrontation directe avec les bouleversements de son temps », analyse ce documentaire, qui piste la gravité sous le fard.

Un artiste incontrôlable issu de l'Amérique des travailleurs. « Oncle Andy vivait dans le quartier pauvre de la ville, comme toutes les familles de travailleurs immigrants », souligne Donald Warhola. Andrew n'a qu'un an lors de la crise de 1929, qui voit les usines fermer, les uns après les autres. Son père, Ondrej Warhola (américanisé en Andrew Warhola Sr ; 1889-1942), accepte alors tous les boulots possibles pour faire vivre sa famille. « La moitié du temps, il n'était pas à la maison. C'était un accro du travail », renchérit son autre neveu James Warhola. « La famille était son seul hobby », insiste James Wa-

rhola. Pour les parents d'Andy Warhol, la réponse à cette misère matérielle est spirituelle. Le dimanche, qu'il pleuve ou qu'il neige, la famille fait souvent les 10 km à pied pour se rendre à l'église byzantine catholique Saint-Jean-Chrysostome dont les ors, les icônes, le dôme, les vitraux, la liturgie en ruthénien, l'encens marquent à vie l'imaginaire du petit Andy. De tout cela, Andy gardera une idée d'un art presque funéraire dont Marilyn Monroe, au visage statique, répète en multiple, est l'incarnation américaine. ■

« Andy Warhol, un prophète américain »
À 21 heures, sur Le Figaro TV
lie-de-France
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

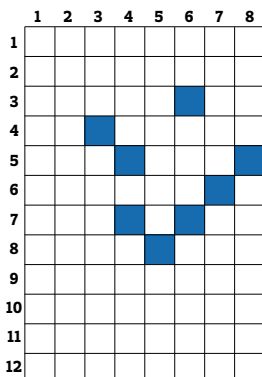
PROBLÈME N° 6641

HORIZONTALEMENT

1. Victime d'un refroidissement. - 2. Agent de réseaux. - 3. Se met devant Smet. Lieu de nombreux trafics. - 4. Pronom. Garni d'un fond de tain. - 5. Duelliste espagnol. Ascension, Pâques ou Trinité. - 6. Ses piqures font dormir. - 7. Grosse boîte ou belle ville, selon le sens. Crise naissante. - 8. Le plein d'essence. Saint de Bahia. - 9. Ici « venez vider vessie ». - 10. Point de passage entre la Provence et le Dauphiné. - 11. Espèce d'hurluberlu. - 12. Rien ne saurait troubler leur repos.

VERTICALEMENT

1. Méritent la correctionnelle. - 2. Rétablit l'équilibre. - 3. Pièce de machine. Apprécier au-dessous de sa valeur. - 4. Point cardinal. Passe le pas. - 5. Rendu public. Voie déformée. - 6. Négation. Copieusement sifflée à Twickenham. Code pour identifier la boîte. - 7. Tissu cutané. Bouquet dans l'intimité. - 8. Sortie pour faire un tour. Plantes à tubercule importées du Japon et qui doivent leur nom à une ville de l'Essonne ou elles furent d'abord acclimatées.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6640

HORIZONTALEMENT 1. Impacter. - 2. Nerveuse. - 3. Criardes. - 4. Ove. Sors. - 5. Meut. Ria. - 6. Mirés. NS. - 7. Oléacées. - 8. DI. Sou. - 9. leper. Or. - 10. Tuer. Ara. - 11. Est. Bibi. - 12. Sea-lines. **VERTICALEMENT** 1. Incommodités. - 2. Merveilleuse. - 3. Priuré. Péta. - 4. Ava. Teaser. - 5. Cers. scOr. BI. - 6. Tudor. Eu. Ain. - 7. Eserine. Orbe. - 8. Ressasserais.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGER L'APPLICATION



MOTS À CASER

RCI JEUX

Placez les mots de la liste dans la grille ci-dessous.

2 LETTRES

AR
IN
LI
ME
NE
NU
RC

3 LETTRES

ALE
BOA
CAF

CAR

MOU
OLA
ÔRE
PUR
SAI

4 LETTRES

EURO
IOTA
IRIS
IVRE
MALT

NÉON

UNIR
URÉE
USER

5 LETTRES

ANNÉE
ARIEN
ECUME
FRONT
IMPER
MILLE
PUÏNE

USNÉE

6 LETTRES
BURINE
EMPESE
UTÉRIN

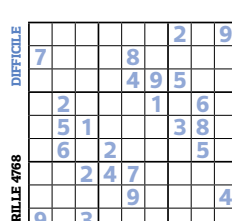
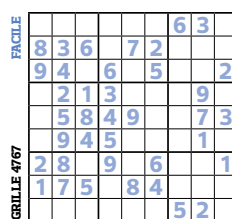
7 LETTRES

AMANITE
CHÉNAIE
ÉCAILLE
ÉREINTE
ÉVACUER

SUDOKU

RCI JEUX

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.



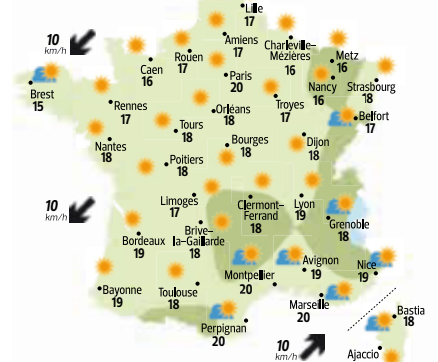


Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

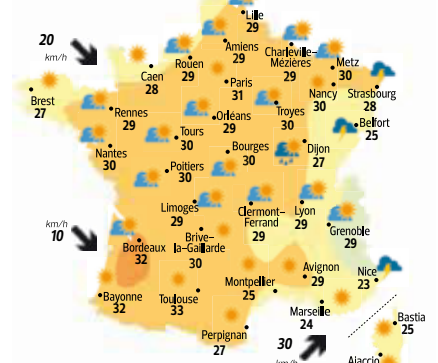


ÉPHÉMÉRIDE St-Anthelme
Soleil : Lever 05h49 - Coucher 21h58 - Lune décroissante

MATIN



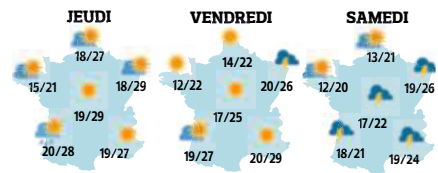
APRÈS-MIDI



T (en °C) <10 0 10 20 30 40

LE TEMPS AILLEURS...

| | | | | | |
|------------|-------|-----------|-------|----------|-------|
| ALGER | 22/29 | AMSTERDAM | 18/29 | ATHÈNES | 25/34 |
| BARCELONE | 21/31 | BELGRADE | 23/32 | BERLIN | 17/31 |
| BERNE | 16/23 | BRUXELLES | 17/29 | BUDAPEST | 19/30 |
| COPENHAGUE | 15/25 | DUBLIN | 13/22 | LISBONNE | 16/22 |
| LONDRES | 17/29 | MADRID | 21/30 | PRAGUE | 18/29 |
| RABAT | 20/22 | ROME | 19/28 | TUNIS | 20/29 |



la chaîne météo lachainemeteo.com
Par téléphone : 3201 Par fax : 3202
LIVE 24/24 Sur L'APPLI GRATUITE La Chaîne Météo

TF1
21.10
Magnum
Série. Aventures

EU. 2021. Saison 4. Avec Jay Hernandez. Perdita Weeks. 2 épisodes. Inédit. Alors qu'Higgins est toujours à l'étranger avec Ethan, Magnum traite les affaires en solo et doit retrouver une jeune femme, poursuivie par deux gangs sans pitié.

22.50 Magnum. Série. Aventures. Infiltrés. Inédit. Avec Jay Hernandez

CANAL+
21.08
Les reclus, une famille sous emprise

Documentaire
Fra. 2023. 1h30. 2 épisodes. Robert Pouget ouvre les yeux à Christine sur la véritable nature de Thierry Tilly. De retour en France, elle porte plainte. La justice commence son travail.

22.41 King's Land. Film. Drame historique. Avec Mads Mikkelsen.

G8

19.41 Touche pas à mon poste même l'été. Divertissement. Inédit.

21.19 Mongeville. Série. Policière. Fra. 2013. Saison 1. Avec Francis Perrin. La nuit des loups. À Bordeaux, un ancien juge d'instruction et une enquêtrice doivent collaborer, malgré leurs rapports houleux.

23.16 Mongeville. Série. Policière. La porte de fer. Avec Francis Perrin.

france.5

20.04 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 Lucie en Australie : de Sydney à Magnetic Island. Doc. Fra. 2024. Réal. : Jérémie Michalak. 1h28. Inédit. Toujours accompagnée de son fidèle compagnon Jérémie Michalak, Lucie Carrasco fait un périple en Australie avec un but : faire un câlin à un bébé koala.

23.38 C dans l'air. Magazine.

france.2
21.10
Contre toi
Série. Dramatique

Fra. 2023. Saison 1. Avec Virginie Ledoyen, Charlie Dupont. 2 épisodes. Inédit. Suite à l'incendie qui a totalement ravagé son usine, Fred fait de suite figure de suspect n°1. Déterminés à ne pas éveiller de soupçons sur leur relation, Esther et Mathias décident de devenir plus distants.

22.56 Justice en France. Doc.

arte
20.55
Été 85
Film. Comédie dramatique

Fra/Blg. 2020. Réal. : François Ozon. 1h35. Avec Felix Lefebvre, Benjamin Voisin, Philippine Velge. Le temps d'un été, François Ozon retrace la fulgurance d'une histoire d'amour à l'issue tragique entre deux adolescents.

22.35 Suis-je belle ? Film. Comédie dramatique. Avec Marie Zielcke.

W9

19.50 Les apprentis champions.

21.10 Florence Foresti & Friends. Spectacle. 2h30. En 2008, sur la scène du Palais des Sports à Paris, Florence Foresti a réuni ses amis et les a conviés à parler de leurs relations hommes/femmes.

23.40 Les Bodin's chez les Belges. Spectacle. A Liège, en 2022.

RMC
DÉCOUVERTE

19.50 Vintage Mecanic. Doc.

21.10 100 jours avec les gendarmes du Médoc. Documentaire. Fra. 2022. 1h45. 2 épisodes. Le pays du Médoc attire en masse les touristes pendant la saison estivale. Cet afflux de population n'est pas sans conséquence et l'été la délinquance explose.

23.55 Filc story. Documentaire.

france.3
21.10
Des racines et des ailes
Magazine

Prés. : Carole Gaessler. 1h54. Passion patrimoine : mon île en Bretagne. Sur l'île d'Ouessant et sur l'île de Saint-Riom, une nouvelle génération de femmes et d'hommes a fait le choix de vivre sur des territoires insulaires.

23.00 Campagne officielle pour les législatives. **23.30** Enquêtes de région. Magazine.

6
20.50
Football : Euro 2024
En direct

3^e Journée. Groupe F : Géorgie - Portugal. Dans le groupe F, le Portugal est l'équipe à battre. Les vainqueurs de l'Euro 2016 demeurent une formation bien organisée avec un énorme bagage technique.

23.00 100% Euro. En direct. **00.15** Cauchemar en cuisine. Doc.

TMC

19.15 Quotidien. Divertissement.

21.25 Corps sans complexe - Comment je me suis libérée. Doc. Fra. 2024. 1h35. 2 épisodes. Inédit. Une nouvelle génération de femmes et d'hommes casse les codes et tente de s'émanciper du culte de la minceur. Finies les injonctions et la phobie de la balance.

23.00 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE TV

19.50 L'énigme des témoins de Jéhovah. Documentaire.

20.50 Face à face pour l'Élysée. Doc. Fra. 2020. 1h40. 2 épisodes. Coup de projecteur sur les sept débats présidentiels qui ont opposé les candidats depuis 1974. Cette analyse retrace l'histoire de ces face-à-face.

22.30 Congo-Océan : un chemin de fer et de sang. Documentaire.

À LA DEMANDE

OCS GO
Comme une image

La jeune Lolita peine à trouver sa place dans le monde et dans sa relation avec son père Étienne, un écrivain célèbre, raleur et égocentrique, qui ne supporte pas de se voir vieillir. Pierre, un autre plumeux rongé par le doute, espère beaucoup de sa rencontre avec ce dernier. Sa femme, Sylvia, prof de chant de Lolita, change son regard sur cette dernière quand elle apprend qu'elle est la fille d'Étienne, un auteur qu'elle admire. Avec cette comédie incisive aux dialogues ciselés, son deuxième film en tant que réalisatrice, Agnès Jaoui a obtenu le Prix du scénario à Cannes en 2004 et a permis à Marilou Berry, alors adolescente, de faire ses premiers pas sur le grand écran. Ce film est une indéniable réussite.

LE FIGARO TV
Ile-de-France
13.00 Points de vue. **18.30** Le Buzz TV. Ophélie, candidate dans « Mariés au premier regard », sur M6. Interviewée par Nicolas Vollaire et Damien Canivez. **19.00** Bienvenue en Ile-de-France. Présenté par Victoire Sikora.

21.00
Andy Warhol, un prophète américain
Documentaire. **22.00** Le Club Le Figaro Culture. Sur le thème de l'été, Jean-Christophe Buisson reçoit Stéphanie Belpêche, du JDD, François Aubel, rédacteur en chef culture et télévision du Figaro, Bernard Baskine, journaliste à Madame Figaro et Olivier Delcroix, rédacteur en chef culture au Figaro.

Pour regarder le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT
en Ile-de-France ou sur les box
SFR 468 | Orange 345
Free 904 | Bouygues 305

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3867

RCI JEUX

| | | | | | | | | | | | | |
|---|--|---|--|---|-------------------------------------|-------------------------------|---|------------------------------------|--|--|---|--|
| GENS DE PÉNES RETRANS- CRIRE | BEAUCOUP COMME AUTREFOIS AUREOLEE | MILIEU D'UNE BAGUETTE SÉDUIRE | SYMBÔLE DU STROM- TIUM ÉTAPE | PAROLE BOUF- FONNE | DES QUATRE- PRÉFIXE | TAQUINÉE | COURAM- MENT EMPLOYÉ COLÈRE | ROI D'ALFRED JARRY ABRUTI | VICTOIRE DE NAPOLEON EN 1806 | TELE UNE CÔ- VEURE EN DESORDRE | ON ENTRE DULAIT PRINCE CHINOIS | ONLY FAIT DU FOIN COUPES LE COURANT |
| LEURRES SE CONSUMA | | | ENLEVÉE MAISON DE LA PAIX | INTA- RISSABLE MINICOQUE À VOILE | | GRUPPE D'HOMMES REMORDS | | | | CANAL 4 GUERANDE ÉCLATS DE BOIS | | |
| | | BIEN DIVISÉ | | | | | | | | | | |
| QUI IRRITE LA PEAU IL VIT DU SPORT | | BAUME HUILEUX | | | CERCLE AU JAPON NETTOYÉ | | EXPOSI- TION AU MARCHÉ DEMI-JOUR | | CHOCOLAT À BOIRE ALCOOL DE DATTES | INTER- JECTION LAND ALLEMAND | | |
| | BRILLER COUVER- TURE SOCIALE | | | | COURS ABRÉGÉ FILS DE JACOB | | JOLIS REFLETS GRANDES ÉPOQUES | | | | UN PLUS MUSICAL CITE SUR-TITRE | |
| ARRIVE À EMBÔTER DIRIGE | | | JEUDI FÊTE EN SE GRIMANT GUERRE | | | | GRIPPE- SOUS L'ARMÉE D'ANTAN | | | | | PRÉCISE UNE POS- SESSION |
| | | CELA NOUS L'ASSE ESPÉRER UNE SUITE | SAGE FEMME TECHNE- TIUM | | | | | | | | | |
| BÉNÉFICES BELLE DE TRISTAN | | | | ISOLÉS | | | JEUNE CHEVREUIL | | IL EST PRÉ- FÉRABLE À LA FORCE | | | |
| | | | DES COUPES- PAPIERS | | | | FAMILLE DE GABRIELLE (D) | | | | | |
| SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT | | | | | | | | | | | | |
| C | T | S | P | R | E | C | T | E | R | E | C | T |
| C | I | R | C | A | E | T | E | R | E | C | T | E |
| T | E | I | N | T | U | E | R | E | C | T | E | R |
| D | I | S | S | E | R | T | E | R | E | C | T | E |
| E | U | S | N | E | V | I | L | E | R | E | C | T |
| E | N | I | E | L | A | I | T | N | I | E | R | E |
| T | O | R | S | A | E | T | E | R | E | C | T | E |
| A | S | A | N | A | I | N | P | A | R | T | E | R |
| A | T | T | A | R | I | E | R | I | O | A | B | E |
| D | I | S | P | O | S | E | A | D | E | N | T | E |

PAR
**Alyette
Debray-Mauduy**

Ces deux artistes atypiques ont créé Astier de Villatte, une maison très parisienne, réputée pour sa céramique au raffinement extrême. Ils viennent d'imaginer un service de table en collaboration avec l'artiste Eva Jospin.

Ces amis de toujours – selon l'expression consacrée – croient dur comme fer au collectif. À cette création où chacun met la main à la pâte, où les idées fusent, où l'on s'exprime, sans fard ni tabous. Un mode de fonctionnement hérité de leurs années passées sur les bancs des Beaux-Arts. Lorsque les ateliers, pas plus grands qu'un mouchoir de poche, ressemblaient à des ruches où les étudiants s'entassaient et s'activaient dans tous les sens. C'est dans cet esprit qu'ils ont créé Astier de Villate, en 1996, dans une mezzanine – avec un comptable et un commercial – et qu'ils continuent à développer cette marque un peu à part dans le monde de la décoration. Une maison singulière qui fait vibrer les amoureux des belles choses avec sa vaisselle ultraraffinée qui semble être exhumée d'un buffet familial, et ses eaux de Cologne, véritables madeleines de Proust. Attablés dans un café mitoyen de leur boutique historique rue Saint-Honoré (Paris 1^{er}) – au charme volontairement désuet –, Benoît Astier de Villate et Ivan Pericoli précisent d'entrée de jeu qu'ils n'aiment pas parler de marque.

« Astier de Villate, c'est un personnage de roman, tout droit sorti de la littérature classique du XIX^e ou du XX^e siècle, explique Benoît. Un héros balzacien ou un protagoniste de Modiano. » « Cela dépend des moments. Il est parfois dans un vau-de-vue, parfois dans une intrigue policière d'Agatha Christie », renchérit Ivan. Ce personnage, c'est leur enfant. « On s'est révéillé la nuit quand il était bébé, on a connu l'âge bête, compliqué... Puis il a pris son indépendance et aujourd'hui nous sommes les garants de son identité », poursuit Benoît.

Une identité immuable, depuis plus de vingt-cinq ans. À l'instar de leur dernière collaboration avec l'artiste Eva Jospin, lancée la semaine dernière, un service et des centres de table en céramique émaillée, décorés de lianes, de branchages et s'inspirant des pièces montées du pâtissier Antonin Carême. Elle fera sans aucun doute le bonheur de leurs aficionados. Eva est elle aussi une amie de longue date. Benoît l'a connue petite, lorsque son père, le peintre Pierre Caron, réalisa un portrait d'elle à la demande de son père, le sculpteur Jean Carpeaux, un coup fréquenté dans sa jeunesse. *Je l'ai*, avait constaté pour créer des pièces pour les dîners Ruinart organisés à l'occasion de la carte blanche que cette maison champenoise m'avait confiée l'an dernier, raconte la plasticienne, qui a tenu le premier stand Astier de Villatte à Maison&Objet.



UN DERNIER MOT **Par Étienne de Montety**

Libre (li-br') adj.
Suffisamment affranchi.

Julian Assange a quitté la prison où il était détenu. Il est pour ainsi dire libre, a annoncé sa famille.

Le mot vient du latin *liber* et désigne quelqu'un jouissant de la liberté physique. Assange était accusé d'avoir eu une conduite un peu trop libre, en diffusant des e-mails confidentiels relatifs à la sécurité américaine.

En agissant ainsi, il a pris en défaut un pays connu pour son libéralisme. De leur côté, les États-Unis ont pu estimer qu'il avait pris des libertés avec leur défense nationale. Le monde du web a des origines libertaires, et longtemps ses utilisateurs ont pensé que la voix était absolument libre, qu'on pouvait diffuser ce qu'on voulait.

Assange a passé des années dans une ambassade, puis en prison. Même sa ligne de téléphone n'était pas libre.

Sa hantise était d'être livré à la justice américaine.

Il vient de bénéficier d'une forme de libéralité, et a retrouvé l'air libre. On imagine que le champagne va être débouché chez les Assange.

Il est bien normal que la liberté recouvre s'accompagne de libations. ■



**Ivan Pericoli et Benoît Astier
de Villatte, dans leur boutique
à Paris, rue Saint-Honoré, le 18 juin.**

quant dans l'aventure des frères et sœurs de Benoît et quelques comparses des Beaux-Arts. À partir de pièces ramassées sur le trottoir ou dans les poubelles de l'école, ils créent d'abord des meubles en bois, un peu vintage, avant de lancer leurs céramiques émaillées, fabriquées en plein Paris dans leur atelier du 13^e arrondissement, et leurs parfums qui deviendront leur best-seller.

« Être à deux, c'est un plus. Aujourd'hui, nous créons de notre côté, mais nous sommes dans un dialogue permanent »

Benoît Astier de Villatte
et Ivan Pericoli Créateurs

«Être deux, c'est un plus, constant-
tels. Aujourd'hui, nous créons de notre
côté, mais nous sommes dans un dialogue
permanent. » Ce duo se révèle plus com-
plémentaire que jamais. Benoit, « inatten-
du, insaisissable, drôle, une tornade qui a
parfois tendance à s'éparpiller », remarque
Ivan, que son acolyte considère comme
« un grand crétif, fiable mais beaucoup
trop moinard ». Pour s'en convaincre,
il suffisait d'observer Ivan Pericoli le soir du
lancement de leur collaboration avec Eva
Jospin. Coupe de champagne à la main,
aussi à l'aise devant l'objectif du photo-
graphe que face à une journaliste nipponne
à qui il explique la genèse de ce service de
table baptisé Eva.

Des collaborations, il y en a eu beaucoup avant Eve Jospin : avec l'artiste Serena Carone, rencontrée sur les bancs des Beaux-Arts, avec Setsuko Klossowska de Rola, la veuve du prince Balthus qui dirigeait la Villa Médicis à la naissance de Benoit, avec Grace Coddington, l'ex-directrice du style chez Vogue. Et des projets, ils en ont encore plein la tête : l'ouverture d'un café Astier de Villatte à Tokyo et le lancement, en septembre, d'un parfum inspiré du Moyen Âge avec le nez Dominique Ropion. Preuve qu'ils croient encore et toujours au collectif. ■

Benoît Astier de Villatte et Ivan Pericoli, la belle équipe

en 1996. J'ai été dans leur atelier et nous avons essayé plein de choses. De là, a découlé cette collaboration. J'adore passer du temps avec eux. Ils sont tous les deux très singuliers et ont une façon de vivre qui leur appartient. Astier de Villatte, c'est tout eux. »

À écouter Eva Jospin et à la entendre évoquer leur parcours, on se demande si eux aussi ne seraient pas des personnages romanesques. À bien y regarder... Benoît Astier de Villatte, blazer marine et allure d'aristo – qui a changé de nom pour faire plaisir à son grand-père, héros de la Seconde Guerre mondiale, qui, n'ayant eu que des filles, voulait faire perdurer son patronyme – est né à la Villa Medici, à Rome. Son père, le peintre Pierre Caron, y était pensionnaire. De retour à Paris, ce dernier devient professeur aux Beaux-Arts alors que Benoît se fait remarquer par ses frasques. Cancre, dyslexique, renvoyé du collège Saint-Martin, il préfère passer ses soirées au Palace – y découvrant le disco, n'écoutant chez ses parents que de la musique classique. « Ils étaient excentriques mais très sévères. Adolescent, j'ai préféré habiter chez ma grand-mère qui avait la belle vie et qui aimait danser. »

Ivan Pericoli se reconnaît : « *Trappadine, comme toute sa famille* ». Un père un peu « *gourou* » bouddhiste, à la tête d'une maison d'édition érotiste, écrivain à ses heures, et une mère italienne-russe, photographe de mode et danseuse, installée à Rome – un couple qui se sépare régulièrement pour mieux se retrouver. Ivan grandit dans une maison toujours pleine d'artistes, de personnages farfelus qui passent à l'improviste et restent parfois dormir. Il hérite de cette fibre artistique.

« Mais contrairement à mes frères et sœurs, devenus pilotes, des danseurs, on ne m'a pas donné de rôle ». Le voilà donc un

entre aux Beaux-Arts en auditeur libre, avant d'intégrer la prestigieuse école.

C'est via ce microcosme artistique qu'ils se rencontrent. Ils ont en commun la passion des belles choses, anciennes de préférence, mais plus vraiment tendance à cette époque. « Nous avions le sentiment de voir disparaître les marques du temps. D'assister à un monde qui se délitait sous nos yeux avec une grande violence. Il y avait un mouvement architectural qui avait la

manie de remettre tout à neuf, y voyant là une forme de progrès, raconte Ivan. Aux Beaux-Arts, certains pronôment même la destruction de l'Opéra Garnier. Nous avions envie de dire stop, regardez ce qui se faisait avant, revenons à ces choses qui avaient une âme... Ils décident donc de s'appuyer sur le patrimoine pour créer des antiquités qui n'en sont pas vraiment. Astier de Villatte est lancé et joue, dès ses premiers pas, la carte du collectif, embar-

GUIMET.CHINE 2024
吉美中国

au 16 septembre 2024

du 12 juin

AU CŒUR DE LA COULEUR

Chefs-d'œuvre de la porcelaine monochrome chinoise (8^e-18^e siècle)

Avec des prêts exceptionnels de
la collection Richard W.C. Kan / Zhuyuetang





DIOR